

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**NOVEMBRE 2015**

**n°155**

**TOME I**

**Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

# SOMMAIRE

*Conseil du 12 novembre 2015*

*Pages*

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS**

**3**

**PARTIE 2 : DECISIONS (TOME I)**

**PARTIE 3 : ARRETES (TOME II)**

## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	11
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	81
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	92
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	93
CULTURE	101
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	152
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	164
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	211
FINANCES	215
GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE	258
LOGEMENT	267
PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES	314
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	315
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	321
PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE	329
RESSOURCES HUMAINES	330
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	346
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	353
TRANSPORTS ET MOBILITE	360
VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE, BIODIVERSITE	361
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	365

## HORS COMMISSION

Définition de la composition du futur conseil d'administration de l'office de tourisme métropolitain - Approbation	12
Annnonce du Classement européen UBI Index 2015 - Remise de prix	16
Organismes extérieurs - Syndicat Hérault Energie (SHE) - Election	18
Nouvelles compétences - Financement - Taxe d'aménagement - Avenant n°1 aux conventions de reversement - Approbation	21
Avenant n°3 à la convention de gestion provisoire - Autorisation de signature	24
Convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole - Volet opérationnel et financier - Avenant n°1 avec les Communes de Juvignac, Jacou et Pignan - Avenant n°2 avec les Communes - Approbation	27
Développement International - Réception de délégations de Shanghai, Pékin et Chengdu lors du DigiWorld Summit du 17 au 19 novembre - Signature d'accords dédiés French Tech - Autorisation de signature	30
Certification HQE Aménagement TM démarche certifiée par Certivéa - Opérations d'aménagement - Protocole d'accord avec Certivéa - Autorisation de signature	33
Article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales - Délégations permanentes - Modifications - Approbation	36
Organisme extérieur - SAEML MONTPELLIER EVENTS - Modifications statutaires - Augmentation de capital réservée - Autorisation accordée au représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Non souscription - Approbation	42
Organisme extérieur - SPL LRAD - Modifications statutaires - Augmentation de capital - Autorisation accordée au représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Non souscription - Approbation	45
Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Ensemble contre le Sida SIDACTION à l'occasion de la 12ème Fête des Vignes - Autorisation de signature	48
Convention constitutive de groupement de commandes - Marché de communication de rayonnement - Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Engagement de la procédure - Approbation - Autorisation de signature	50
Accords-cadres n°3982CO15 pour l'impression des documents de communication de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signer les accords-cadres	53
Composition de la CAO et du Jury de concours MOE couverture Zénith de la Métropole - Information	56
Commissions du Conseil de Métropole - Modification de la composition	59

## ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES

Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Domaine de la Providence - Modification du Règlement Intérieur - Contrat-type de location - Tarifs - Approbation	82
Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Salle Fernand Pelloutier - Modification du Règlement Intérieur - Contrat-Type de Location - Tarifs - Approbation	85



## ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES

Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Marché n°3957bisMG15 de prestations de sécurité des manifestations et protection de l'intégrité physique des personnes de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancer la consultation et de signer le marché 88

Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Marché n°2812MG11 - Prestations de sécurité des manifestations et protection physique des personnes - Avenant - Autorisation de signature 90

## AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION

Néant 92

## COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Projet de rénovation urbaine - Commune de Montpellier - Avenants techniques n°9 PRU Mosson, n° 11 PRU Centre et n°11 PRU Cévennes - Autorisation de signature 94

KAÏNA - Action Reporters Citoyens Numériques - Convention - Attribution de subvention - Autorisation de signature 98

## CULTURE

Fonds Spécial Culture - Affectation de subventions - Approbation 102

Musée Fabre - Accord cadre n° 4112DC15 de Transport d'œuvres pour le musée Fabre - Lancement d'un appel d'offres ouvert - Autorisation de signature et approbation 105

Musée Fabre - Marché n° 4111DC15 de Transport des œuvres de l'exposition « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme » au musée Fabre - Lancement d'un appel d'offres ouvert - Autorisation de signature et approbation 108

Musée Fabre - Demande de subvention FRAM - Approbation 111

Musée Fabre - Demandes de subventions 2016 - Autorisation 113

Musée Fabre - Convention de partenariat avec le musée du Louvre - Autorisation de signature 116

Musée Fabre - Convention de mécénat avec la société Mediaffiche - Autorisation de signature 119

Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Essor - Autorisation de signature 122

Médiathèque Centrale Émile Zola - Comédie du Livre 2016 et développement d'une résidence d'écrivains - Demande de subventions auprès du Centre National du Livre, de la Région et du Département - Approbation 125

Médiathèque centrale Émile Zola - Prise en charge des frais de déplacements liés à l'organisation d'une rencontre avec le poète syro-libanais Adonis - Approbation 127

Médiathèque centrale Émile Zola - Convention de partenariat pour le développement du livre et de lecture auprès des personnes placées sous main de justice - Autorisation de signature 129

## CULTURE

Reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire - Marché N°3567DC15 - Lot n°2 : Ordonnancement, Pilotage, Coordination - Autorisation de signature	132
Marché n°4116DC15 de prestations d'équipement matériel des collections du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Lancement d'un appel d'offres - Approbation	134
Planétarium Galilée - Convention de partenariat avec l'association Opéra Orchestre National Montpellier Languedoc-Roussillon pour le spectacle "Musiques cosmiques" - Autorisation de signature	136
Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Actualisation des tarifs de la boutique - Autorisation	138
Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Contrat de coorganisation de l'exposition "L'écriture de l'Égypte ancienne" - Autorisation de signature	140
CORUM - Marché n°4117DC15 - Travaux d'étanchéité de toitures terrasse, d'escaliers, de façade pierre, de maçonnerie, de verrières, de serrurerie et d'ascenseur - Lancement d'un appel d'offres - Approbation	142
Conservatoire à Rayonnement Régional - Protocole d'accord transactionnel avec la SMABTP, Axa Assurance IARD, MMA et Qualiconsult - Autorisation de signature	144
Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention multipartite entre les conservatoires de la Région Languedoc-Roussillon et dans le cadre du Diplôme d'Etudes Musicales (DEM) - Autorisation de signature	147
Pratiques artistiques des publics 11-17 ans - Conventions d'objectifs et de financement 2015 avec la Caisse d'Allocation Familiales de l'Hérault (CAF) - Autorisation de signature	149

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT

Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association "Groupe Sup de Co Montpellier Business School" - Autorisation de signature	153
Soutien aux manifestations - Attribution de Subventions - Conventions - Autorisation de signature	156
Co-financement des projets de maturation de la SATT AxLR - Attribution de subvention	158
Salon de l'Immobilier d'entreprise (SIMI) 2015 - Convention de partenariat entre la Métropole, la SAAM et la SERM - Autorisation de signature	162

## DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

Accord cadre n°3914 relatif à l'élaboration du projet " Montpellier Métropole Territoires " - Autorisation de signature	165
Schéma de Cohérence Territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole - Évaluation 2015 - analyse des résultats d'application du SCoT 2006	170
Révision du Schéma de Cohérence Territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole - Objectifs poursuivis - Modalités de la concertation - Approbation	177

## DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole - Objectifs poursuivis - Modalités de collaboration avec les Communes membres - Modalités de concertation avec le public - Approbation	185
Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Commune de Beaulieu - Arrêt du projet	194
site Natura 2000 n°FR9112020 Plaine de Fabrègues Poussan - mise en œuvre et animation du Document d'Objectifs - demande de subvention - modification du plan de financement - approbation	197
Site Natura 2000 "Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas" - Dossiers de consultation pour l'extension du SIC (site d'intérêt communautaire) et pour la création de la zone de protection spéciale - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	200
Cession parcelle B n°2257 - Opération le Frigoulet - Commune de Cournonsec	204
Cession de délaissés de la deuxième ligne de tramway - ZAC Eco Quartier du Domaine de Caylus - Parcelles BX n°47p, BX n°56p et BX n°70 - Commune de Castelnau-le-Lez - Approbation	206
Partenariat Département de l'Hérault / Montpellier Méditerranée Métropole pour RD 612 - Étude prospective d'aménagement du réseau routier sur le secteur de la porte Sud-Ouest de la Métropole (commune de Saint Jean de Védas) - Convention - Autorisation de signature	208

## ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

Marché n°4137MG15 d'exploitation et de maintenance des équipements en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de lancer la consultation et signature	212
---	-----

## FINANCES

Budget 2015 - Décision Modificative n°1 - Adoption	216
Affectation et modification d'affectation des subventions - Décision Modificative 2015 n°1 - Adoption	224
Vote en autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec la Décision Modificative 2015 n°1 - Révisions d'opérations - Adoption	226
Admissions en non-valeur de titres de recettes pour l'année 2015 - Approbation	229
Régies - Demande de remise gracieuse - Adoption	251
Taxe d'aménagement - Modalités d'établissement - Approbation	253

## GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE

Marché 4107DC15 - Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole - Procédure de consultation - Élection des membres du jury	259
Schéma Directeur Accessibilité - Agenda d'Accessibilité Programmée (Sd'AP) du réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	264

## LOGEMENT

Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2015 - Avenant n°10 à la convention signée avec l'Etat - Avenant n°8 à la convention signée avec l'Agence Nationale de l'Habitat - Autorisation de signature	268
Construction de 12 logements sociaux - Résidence « Le Domaine de l'Arbousier » lot 9 à Sussargues - Résidence « Les Terrasses du Château », rue du fer à cheval à Restinclières - Attribution de subventions à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Conventions - Autorisation de signature	271
Construction de 37 logements sociaux - Résidence « Quint et Sens » - Avenue Nina Simone, ZAC Parc Marianne Extension lot 19 à Montpellier - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	274
Construction de 153 logements sociaux à Beaulieu, Castries, Lattes, Saussan et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Conventions - Autorisation de signature	277
Construction de 114 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à ACM Habitat, Office Public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions - Autorisation de signature	280
Construction de 7 logements sociaux - Résidence « Emergence » - 2 501 avenue Etienne Méhul à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	283
Construction de 8 logements sociaux - Résidence « O-180 » - 180 Avenue Paul Rimbaud à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Convention - Autorisation de signature	286
Construction de 30 logements sociaux - ZAC Le Bois du Renard, lot 88 à Beaulieu - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Convention - Autorisation de signature	289
Construction de 12 logements sociaux - Résidence " Le Valvert " - Lotissement « La Combe Verte », lots 5 et 26 à Saussan - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM PROMOLOGIS - Convention - Autorisation de signature	293
Acquisition - amélioration d'un logement social - 6 rue des Catalpas à Montpellier - Garantie d'emprunts à la Foncière d'Habitat et Humanisme - Convention - Autorisation de signature	296
Construction de 12 logements sociaux - Résidence « City Hall » - Avenue Germaine Tillon à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	299
Construction de 44 logements sociaux - ZAC Roque Fraïsse lot 12B à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	303
Construction de 80 logements sociaux - Résidence « Les Jardins d'Hélios » - Lotissement "Les Jardins d'Hélios" lot 1 à Cournonterral - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	306
Réaménagements de prêts contractés par la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour la construction de logements locatifs sociaux à Montpellier et Baillargues - Renouvellement de garantie de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	309
Opération « rénover pour un habitat durable et solidaire » - Attribution de subventions pour la réhabilitation d'un logement à Pignan - Autorisation de signature	312

## PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES

Néant 314

## PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Site d'Importance Communautaire "Le Lez" (FR 9101392) - Proposition de modification du périmètre - Avis de la Métropole 316

Grabels - Entretien du bassin d'écroulement des eaux pluviales dénommé bassin G - Convention avec la ville de Grabels - Autorisation de signature 318

## PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC

Collecte des déchets ménagers et assimilés - Marché 3954GD15 - Nettoyage, entretien et réparation des conteneurs enterrés de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature 322

Traitement des déchets ménagers et assimilés - Avenant n°1 au marché n°3296GD13 pour l'exploitation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs - Autorisation de signer l'avenant n°1 324

Traitement des déchets ménagers et assimilés - Marché négocié n°4121GD15 conclu avec la société OCREAL pour le traitement et la valorisation énergétique des refus des unités de traitement et de tri des déchets ménagers et autres déchets ménagers et assimilés - Autorisation de signature 326

## PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE

Néant 329

## RESSOURCES HUMAINES

Régime indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire 331

Instauration d'une indemnité dégressive en remplacement de l'indemnité exceptionnelle - Approbation 333

Modification du tableau des emplois et des effectifs 335

## SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Commune de Saussan - ZAC Horts de Vernis - Programme des Équipements Publics - Approbation 347

Note liminaire 2014 sur l'exercice des compétences eau potable et assainissement 350

## SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES

Affectation de subventions - Fonds spécial sport - Conventions d'attribution - Autorisation de signature 354

Réseau des piscines - Opération "Bougeons ensemble pour le Téléthon" - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association française contre les myopathies (AFM) à l'occasion de l'édition 2015 du Téléthon - Autorisation de signature 357

## TRANSPORTS ET MOBILITE

Néant 360

## VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE

Travaux d'extension de l'aquarium Mare Nostrum - Travaux de terrassements, fondations profondes, terrassements - Marché n°257.T.09.02 - Protocole transactionnel avec l'entreprise CARI - Autorisation de signature 362

## VOIRIE, ESPACE PUBLIC

Montpellier Méditerranée Métropole - Poursuite ou transfert des opérations décidées par les communes de Pérols, Cournonsec et Pignan - Approbation 366

Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Castries, Montaud, Clapiers, Jacou, Cournonterral, Restinclières, Le Crès, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint Drézéry et Saussan - Approbation 370

Avenant n°1 au marché 3573TV14 d'entretien et d'aménagement de voirie - Autorisation de signature 376

Avenant n°1 au marché 3571TV14 de travaux de signalisation horizontale et verticale - Autorisation de signature 378

Avenant n°1 au marché 3317TV13 de travaux d'éclairage public, d'intervention sur les mats de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport - Autorisation de signature 380

## **HORS COMMISSION**



## SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET



## **HORS COMMISSION – DÉFINITION DE LA COMPOSITION DU FUTUR CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE DE TOURISME MÉTROPOLITAIN - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Afin de répondre aux enjeux touristiques de ce territoire, la Métropole souhaite se doter de moyens efficaces et complémentaires qui permettront à la fois de contribuer à développer une stratégie globale et cohérente, mais aussi à mettre en œuvre des actions touristiques communes, basées sur les spécificités et complémentarités de chacune des composantes du territoire métropolitain, voire au-delà.

### **Création d'un Conseil du Tourisme**

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite à cet effet proposer la mise en place d'un Conseil du Tourisme. A la fois assemblée de concertation, d'échanges et lieu d'élaboration de projets, cette nouvelle instance contribuera d'une part, à définir une stratégie concertée et à amplifier les synergies déjà existantes entre les différents acteurs du tourisme, à l'intérieur et autour de la Métropole, et d'autre part à œuvrer à la réalisation de projets de valorisation touristique. Ce Conseil du Tourisme permettra tout particulièrement, de développer les interactions avec les entreprises locales.

Il sollicitera ainsi pour sa composition, l'ensemble des acteurs du tourisme local : les membres de catégories socioprofessionnelles et autres acteurs du tourisme de loisirs et d'affaires, mais aussi les entreprises, les associations, les organismes, institutions, en lien direct ou indirect avec cette compétence.

La réussite de la politique touristique mise en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole sera donc constituée de la collaboration active entre les différents partenaires de ce secteur.

A cet effet, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, un Office de Tourisme métropolitain sera créé. Il aura pour mission de valoriser et de promouvoir le territoire pour un certain nombre de cibles privilégiées, tout en garantissant le meilleur accueil à l'ensemble des 5 millions de visiteurs annuels. Son action s'étendra sur l'ensemble du territoire métropolitain par le regroupement des structures touristiques existantes sur Montpellier, Castries, Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes.

La mise en place d'un Office de Tourisme métropolitain suppose une modification des statuts de l'association de l'Office de Tourisme de Montpellier, l'élargissement de son périmètre, la modification de sa gouvernance, ainsi que la fusion-absorption de l'Office de Tourisme Via Domitia, localisé à Castries.

Conformément aux articles L 134-1 à 134-2, L 134-5 et R 134-13 du Code du Tourisme le Conseil de la Métropole doit au moins fixer :

- le statut juridique de l'office de tourisme ;
- la composition de l'organe délibérant de l'office, avec le nombre des membres représentant la collectivité et le nombre des membres représentant les professions et activités intéressées par le tourisme dans le groupement de communes.

A cet effet, il convient de définir le fonctionnement et la composition de l'Office du Tourisme métropolitain, en précisant la qualification de ses membres, la dénomination des organes de gouvernance, et notamment la répartition des collèges et des représentants au sein de ces derniers, en nombre comme en qualité.

### **Modalités d'organisation et gouvernance du futur Office métropolitain**

Par délibération n°13244, du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole s'est prononcé sur le choix du statut associatif pour le nouvel Office du Tourisme métropolitain.

Il convient donc désormais de préciser la composition de l'association et de définir la structuration de sa gouvernance.

### **Composition et qualité des membres de l'association**

Sont ainsi proposés comme membres de l'association : les membres de droits, les membres actifs, les membres adhérents professionnels, les membres d'honneurs et les membres bienfaiteurs. Ils composent l'assemblée générale et disposent d'une voix par membre.

Les membres de droit sont les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit à la fois d'élus, au nombre de 14, et de 6 personnalités qualifiées, tous désignés par le Conseil de Métropole. Les personnalités qualifiées, sont des personnes physiques sollicitées en raison de leur expertise, de leur implication, de leur investissement, de leur notoriété, de leurs connaissances et plus-value en matière de tourisme.

Les membres actifs sont à la fois les professionnels du tourisme de loisirs et d'affaires œuvrant directement ou indirectement dans ce domaine ainsi que les associations, groupements, organismes et institutionnels contribuant à la vie touristique.

Les membres adhérents professionnels sont des personnes physiques ou morales ayant une activité dans les domaines liés au tourisme et qui participent au fonctionnement de l'association.

Les membres d'honneurs sont désignés par le Conseil d'administration, sur proposition du Bureau ; il s'agit de personnes choisies en raison d'importants services qu'elles rendent ou ont rendu à l'association.

Les membres bienfaiteurs sont des personnes physiques ou morales souhaitant soutenir l'Office du Tourisme métropolitain.

#### **Définition des organes d'administration de l'association : le Conseil d'administration et le Bureau**

L'Office du Tourisme et des congrès de Montpellier Méditerranée Métropole est administré par un Conseil d'administration qui choisit en son sein un Bureau.

#### **Le Conseil d'administration**

Afin de disposer d'un Conseil d'administration à la fois, représentatif de l'ensemble des acteurs œuvrant au développement du tourisme de loisirs et du tourisme professionnel et efficient dans l'impulsion de dynamiques touristiques et dans la prise de décision, le nombre total de ses membres est de 38 membres.

Le Président de la Métropole est de droit Président d'honneur du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration se compose de 4 collèges :

- Collège 1, constitué des 20 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, dont 14 élus et 6 personnalités qualifiées.
- Collège 2, constitué de 9 membres actifs représentant la catégorie des membres socioprofessionnels contribuant à la vie touristique de la Métropole et désignés dans les statuts.
- Collège 3, constitué de 7 membres actifs représentant les institutions et associations liées à l'exercice du tourisme sur le territoire et désignés dans les statuts.
- Collège 4, constitué de 2 membres adhérents professionnels élus par leurs pairs au sein de l'assemblée générale.

Une même personne ne peut être membre que d'un seul collège et ce, à un seul titre.

#### **Le Bureau**

Il comprend entre 4 membres minimum et 9 membres maximum. Elus parmi les administrateurs. Il est composé d' :

- un Président,
- un Vice-président,
- un Secrétaire général,
- un Trésorier.

Peuvent aussi être élus membres du Bureau, si nécessaire, d'autres Vice-présidents, un secrétaire-adjoint ainsi qu'un trésorier-adjoint.

Il appartiendra à l'Office du Tourisme métropolitain, sous forme associative, en toute indépendance : d'étudier et de réaliser les mesures nécessaires pour accroître l'activité touristique, d'assurer l'accueil et l'information des visiteurs, de mettre en œuvre les actions de promotion, de communication et de

Délibération n° 13361

valorisation de la destination, de contribuer à animer le réseau des professionnels et de commercialiser les produits touristiques les plus représentatifs du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'organisation et de gouvernance de l'Office de Tourisme et des congrès métropolitain,
- autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale de l'Office de Tourisme de Montpellier à approuver les modifications statutaires entraînant la création de l'Office du Tourisme métropolitain,
- autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale de l'office de tourisme de Montpellier à voter en faveur de la fusion-absorption de l'Office de Tourisme Via Domitia dans l'Office de Tourisme métropolitain,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire      19 NOV. 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      19 NOV. 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : Ime 1106133-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## HORS COMMISSION – ANNONCE DU CLASSEMENT EUROPÉEN UBI INDEX 2015 - REMISE DE PRIX

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis près de 30 ans une politique ambitieuse en faveur des entreprises innovantes dont le BIC (Business & Innovation Centre) fait partie intégrante. Pionnier des incubateurs technologiques en France et en Europe, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a accompagné en 27 ans plus de 570 jeunes pousses innovantes, les entreprises toujours en activité sur le territoire métropolitain générant, à ce jour, près de 4500 emplois directs.

Reconnu internationalement et primé à de nombreuses reprises pour ses outils et programmes d'accompagnement, il a participé pour la première fois, en 2014, au classement mondial des incubateurs établi par UBI Index, organisme de recherche international indépendant, mesurant et comparant la performance de 800 incubateurs dans 67 pays. Lors de ce « benchmark » le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi été sélectionné dans le TOP 10 mondial 2014 des meilleurs incubateurs et classé en 4<sup>ème</sup> position.

En 2015, le BIC a, de nouveau, été sollicité pour concourir au benchmark UBI index. Cette année, un premier classement (préalable au classement mondial) est effectué par continent (Europe, Amérique du Nord, Amérique du Sud... etc.).

L'annonce des 10 meilleurs incubateurs d'Europe s'est faite lors d'un événement organisé à Turin les 26 et 27 octobre 2015. Le BIC étant classé 2<sup>ème</sup> dans le TOP 10 européen 2015, les responsables d'UBI Index ont fortement insisté pour que le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole soit représenté lors de la cérémonie de remise des prix prévue le 27 octobre à 11h00.

Le déplacement proposé se déroulait du lundi 26 au mardi 27 octobre 2015.

La délégation était composée d'une élue et d'un agent de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

Il est proposé d'autoriser le déplacement ci-dessus ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite de 2 500 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la présence de Montpellier Méditerranée Métropole à l'événement organisé par UBI Index à l'occasion de l'annonce du classement européen des meilleurs incubateurs, à Turin, Italie du 26 au 27 octobre 2015,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un technicien,
- approuver la prise en charge financière du déplacement estimé au maximum à 2500€,
- dire que les dépenses afférentes à ce déplacement sont inscrites au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

M. J.-L. COUSQUER ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 19 NOV. 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 19 NOV. 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 1105590-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SYNDICAT HÉRAULT ENERGIE (SHE) - ELECTION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat Mixte Hérault Energie regroupe 324 communes et exerce à titre principal la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et à titre optionnel plusieurs compétences directement liées aux domaines de l'énergie.

Vingt-quatre communes de la Métropole adhèrent à ce syndicat. Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant de la compétence concession de distribution d'électricité, représente désormais ces 24 communes.

Le Comité Syndical du Syndicat Mixte Hérault Energie (SHE), lors de sa séance du 5 mars ayant modifié ses statuts pour prendre en compte cette situation a défini un nombre de siège au sein de l'assemblée délibérante, proportionnel à la population des communes adhérentes, membres de Montpellier Méditerranée Métropole qui dispose donc de 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants.

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 31 mars 2015, il a été procédé à l'élection des représentants conformément à l'article 7 des statuts du Syndicat et de l'article L 5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les membres suivants ont été élus :

Représentants titulaires :

Laurent JAOUL,  
Jackie GALABRUN-BOULBES,  
Chantal MARION,  
Stéphanie JANNIN,  
Isabelle GUIRAUD,  
Jean-Luc MEISSONNIER.

Représentants suppléants :

Eliane LLORET,  
Régine ILLAIRE,  
Pierre BONNAL,  
Carole DONADA,  
Michel TEISSIER, Adjoint au Maire de Cournonterral,  
Guillaume BUREL, Conseiller municipal de Clapiers.

A la suite du souhait exprimé par Madame Chantal Marion de ne plus siéger au sein du Comité syndical, il est proposé, de procéder à l'élection d'un nouveau délégué titulaire. Le choix du Conseil de Métropole peut porter sur l'un de ses membres ou tout conseiller municipal d'une commune membre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'élection au scrutin secret d'un représentant titulaire de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité Syndical d'Hérault Énergie (SHE) et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- confirmer les autres membres, représentants du syndicat,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection d'un nouveau délégué titulaire.

Une candidature est proposée par Monsieur le Président et concerne Mme Michelle CASSAR. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Présents (émargements) : 90

Votants : 90

Bulletins nuls : 3

(bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 6

Suffrages exprimés : 81

Majorité absolue : 41

Mme Michelle CASSAR est élue comme représentante titulaire de la Métropole au sein du SHE avec 81 voix.

A l'issue de cette élection, les représentants de la Métropole au sein du SHE sont les suivants :

Représentants titulaires :

Laurent JAOUL,

Jackie GALABRUN-BOULBES,

Stéphanie JANNIN,

Isabelle GUIRAUD,

Jean-Luc MEISSONNIER,

Mme Michelle CASSAR.

Représentants suppléants :

Eliane LLORET,

Régine ILLAIRE,

Pierre BONNAL,

Carole DONADA,

Michel TEISSIER, Adjoint au Maire de Cournonterral,

Guillaume BUREL, Conseiller municipal de Clapiers.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 1104729-DE*

Pour ~~extrait~~ certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Philippe SAUREL.







**SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – NOUVELLES COMPÉTENCES - FINANCEMENT - TAXE D'AMÉNAGEMENT - AVENANT N°1 AUX CONVENTIONS DE REVERSEMENT - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

La taxe d'aménagement est définie à l'article L 331-1 du Code de l'urbanisme qui dispose qu' « en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L121-1, les communes ou EPCI perçoivent une taxe d'aménagement ».

Cette taxe, instituée par la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 portant réforme de la fiscalité de l'urbanisme a remplacé à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012, la Taxe Locale d'Equipement (TLE).

L'article L331-2 du Code de l'urbanisme prévoit la possibilité de reverser tout ou partie de la taxe des communes vers l'EPCI ou de l'EPCI vers la commune compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la commune, de leurs compétences respectives, dans des conditions prévues par délibérations concordantes des conseils municipaux et de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour l'exercice 2015, année de transition, les communes continueront de percevoir la taxe d'aménagement.

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de l'Urbanisme applicables aux Communautés urbaines et aux Métropoles et du courrier de confirmation de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 07 août 2015, la perception de la Taxe d'Aménagement est transférée à compter de 2016 à la Métropole et ses modalités de mises en œuvre sur le territoire métropolitain seront fixées sur la base du projet de rapport soumis à la séance du présent Conseil.

Par délibération concordante, les communes et la Métropole ont défini les conditions de poursuite par les communes de certaines opérations décidées par celle-ci avant le 31 décembre 2014, en application des articles L5217-7, L5215-29 et R5215-9 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole, les communes assurent au titre de l'année 2015 au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Par délibération concordantes, les communes et la Métropole ont défini un reversement d'une partie des produits de la taxe d'aménagement. Compte tenu des ajustements relatifs aux montants des opérations réalisées en 2015, il convient d'ajuster ces montants de reversement désormais fixés définitivement comme suit :

Castelnau-le lez	116 815 €
Cournonsec	43 000 €
Jacou	17 000 €
Saint Drézéry	0 €
Saint Geniès des Mourgues	0 €
Saint Georges d'Orques	42 500 €
Saint Jean de Védas	0 €
Saussan	4 000 €

Un avenant à la convention entre chaque commune citée ci-dessus et Montpellier Méditerranée Métropole, après délibérations concordantes des assemblées délibérantes, doit être établi pour fixer ce nouveau montant et procéder à son reversement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver au titre de l'exercice 2015, le reversement d'une partie du produit de Taxe d'Aménagement des communes de Castelnau-le-lez, Cournonsec, Jacou, Saint Drézery, Saint Georges d'Orques, Saint Génies des Mourgues, Saint Jean de Védas et Saussan à la Métropole, conformément au tableau ci-dessous,
- approuver les projets d'avenant n°1 aux conventions de reversement conclus avec ces communes,
- dire que ce reversement de Taxe d'Aménagement au titre de l'année 2015 sera imputé au budget, en section d'investissement au chapitre 910,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°1 aux conventions ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

18 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

18 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Ime1106213 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## HORS COMMISSION – AVENANT N°3 À LA CONVENTION DE GESTION PROVISOIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec l'ensemble de ses communes membres une convention en vue de l'exercice provisoire des nouvelles compétences qui lui ont été transférées en application des articles L 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 actant sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Les communes exercent ces missions au nom et pour le compte de la Métropole, pendant toute l'année en cours afin de garantir la bonne organisation des services publics impactés et de disposer du temps nécessaire pour mettre en œuvre l'ensemble des transferts dans de bonnes conditions.

Elles prennent, dans ce cadre, toutes les décisions et actes, concluent toutes les conventions nécessaires à l'exercice des missions qui leur sont confiées y compris la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence et de publicité nécessaires à la conclusion de contrats publics, participant à la continuité des compétences transférées, dans le respect de la réglementation en vigueur.

A ce titre, il apparaît nécessaire que l'ensemble des procédures susvisées, initiées par les communes, sur cette base conventionnelle, au cours de l'année 2015, puissent être menées à terme par les communes au-delà du 31 décembre 2015.

Les contrats issus de ces procédures seront automatiquement transférés à la Métropole à compter de leur notification.

Il est donc proposé de préciser par voie d'avenant les modalités d'organisation des missions et des services concernés telles que définies à l'article 3 des conventions de gestion en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole.

Le 5<sup>eme</sup> alinéa de l'article 3 serait donc rédigé comme suit :

« Elle prend toutes décisions, actes et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées dans le cadre de la durée de la convention telle que définie à l'article 2. Elle met en œuvre jusqu'à leur terme, et le cas échéant au delà de la période visée à l'article 2 de la présente convention, l'ensemble des procédures de publicité et de mise en concurrence garantissant la continuité des compétences transférées. Ces décisions actes, procédures ou conventions mentionnent le fait que la Commune agit au nom et pour le compte de la Métropole»

Par ailleurs il apparaît nécessaire de modifier l'article 1<sup>er</sup> «objet» comme suit: « la Métropole propose à la Commune qui l'**accepte**, d'assurer **sur** son territoire toutes les compétences exercées jusqu'alors par les communes et **qui relèvent** au 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la Métropole.

Toutefois la Métropole prendra en charge toutes les procédures relevant du Code l'urbanisme (*hors droit de préemption urbain*). Elle prendra aussi en charge les contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.»

Concernant la Ville de Montpellier, afin de permettre celle-ci d'avancer sur la procédure de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine prévues sur le territoire communal, avant que cette compétence ne soit pleinement exercée par la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, il apparaît nécessaire de modifier l'article 1<sup>er</sup> «objet» comme suit:

« la Métropole propose à la Commune de Montpellier qui l'**accepte**, d'assurer sur son territoire toutes les compétences exercées jusqu'alors par les communes et qui relèvent au 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la Métropole, **y compris la création des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine telles que prévues par le code du patrimoine.**

Toutefois la Métropole prendra en charge toutes les procédures relevant du Code l'urbanisme (**hors droit de préemption urbain**). Elle prendra aussi en charge les contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.»

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 à la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue avec les 31 communes, tels que définis ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les avenants susvisés ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Délibération n° 13375

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

18 NOV. 2015

18 NOV. 2015

Imc1101440-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPÉTENCES NOUVELLES DE LA MÉTROPOLE - VOLET OPÉRATIONNEL ET FINANCIER - AVENANT N°1 AVEC LES COMMUNES DE JUVIGNAC, JACOU ET PIGNAN - AVENANT N°2 AVEC LES COMMUNES - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 18 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers ont constitué un avenant n°1 à la convention initiale signée en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes des Communes.

Compte tenu des ajustements de prévisions budgétaires et de l'actualisation du périmètre des transferts, il convient d'adopter un avenant n°2 au volet opérationnel et financier pour les communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Lattes, Le Crès, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues et Vendargues.

Pour la commune de Juvignac, le volet opérationnel et financier constitue l'avenant n°1 à la convention de gestion.

Pour les communes de Jacou et Pignan, des modifications relatives aux enveloppes financières étant intervenues après délibération de la Métropole sur l'avenant n°1, celui-ci n'avait pas été adopté par les communes. Il convient donc d'abroger la délibération liée à l'avenant n°1 pour ces deux communes et de conclure un nouvel avenant n°1 les concernant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter l'avenant n°1 à la convention l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole - Volet opérationnel et financier - pour les communes de Juvignac, Pignan et Jacou,
- abroger les délibérations n°12890 et 13003 concernant les communes de Pignan et Jacou,
- adopter l'avenant n°2 - Volet opérationnel et financier - aux conventions de gestion transitoire conclues en vue de l'exercice des compétences nouvelles de la Métropole pour les communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Lattes, Le Crès, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues et Vendargues.
- dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2015,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°1 et n°2 - Volet opérationnel et financier - aux conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.



Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

18 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

18 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Inc 1106156-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - RÉCEPTION DE DÉLÉGATIONS DE SHANGHAI, PÉKIN ET CHENGDU LORS DU DIGIWORLD SUMMIT DU 17 AU 19 NOVEMBRE - SIGNATURE D'ACCORDS DÉDIÉS FRENCH TECH - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le label « French Tech », initiative gouvernementale française lancée en 2014, vise à accélérer le développement des startups notamment à l'international.

French Tech est un grand mouvement de mobilisation collective et de mise en réseau des écosystèmes territoriaux les plus dynamiques de France avec les écosystèmes internationaux. Ces écosystèmes concentrent tous les ingrédients (culture entrepreneuriale, talents, maîtrise technologique, financement, etc.) répondant aux besoins des startups françaises et étrangères, des investisseurs et des talents étrangers.

L'écosystème de l'économie numérique de Montpellier Méditerranée Métropole a été labélisée parmi les 9 premières métropoles françaises ayant obtenu le label French Tech.

L'écosystème French Tech montpellierain s'est engagé sur un plan d'actions ambitieux notamment à l'international grâce à son réseau de partenariats avec la Chine, l'Amérique du Nord et du Sud ainsi que la Russie...

Il est proposé dans le cadre de ce réseau de partenariats de mettre en place des accords dédiés aux opérations French Tech avec comme but principal la promotion et la communication autour de cette initiative auprès de nos partenaires chinois.

La Chine est devenue un marché incontesté pour l'innovation et plus particulièrement le numérique.

Les pays émergents représentent aujourd'hui 27% de la demande globale dans le secteur TIC, chiffre qui devrait évoluer jusqu'à 50% en 2020.

Depuis 15 ans, la Chine, s'est engagée dans l'économie 2.0 et le digital. Elle dispose d'un milliard d'abonnés mobile, de 538 millions d'internautes et de 200 millions d'utilisateurs de Weibo, le Twitter chinois.

La demande de la Chine a augmenté et détrône désormais le Japon en tant que plus grand marché TIC mondial.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'être moteur et promoteur pour la dynamique French Tech grâce aux accords signés avec 3 écosystèmes particulièrement dynamiques au niveau de l'innovation.

- **Le Tianfu Software Park, Zone des Hautes Technologies de la ville de Chengdu (Chine) :**  
Dans le top 5 des parcs technologiques chinois, créé en 2005, il compte plus de 1000 entreprises dont 33 entreprises du top 500 mondial du numérique et 13 du top 20 mondial dans le software. 75 % des entreprises ont une activité R&D.
- **Le Shanghai Technology Innovation Center, Réseau des Incubateurs de la ville de Shanghai (Chine) :**

Délibération n° 13437

Dans le top 5 des parcs technologiques chinois, adossé à la célèbre université scientifique de Fudan, créé en 1997, 67 incubateurs de niveau international.

o **Le Zhongguancun Software Park: Z-Park (la silicon valley de Chine) de la ville de Pékin (Chine)**

Adossé à la célèbre université scientifique de Tsinghua, numéro 1 des parcs technologiques chinois, créé en 2001, 43 entreprises du TOP 500 mondial dans les IT, 4<sup>ème</sup> place du TOP 10 mondial dans le software.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature des accords dédiés French Tech avec les Villes de Chengdu, Shanghai, Pékin ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

MC 110 6132-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – CERTIFICATION HQE AMÉNAGEMENT TM DÉMARCHE CERTIFIÉE PAR CERTIVÉA - OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT - PROTOCOLE D'ACCORD AVEC CERTIVÉA - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a défini 7 piliers stratégiques fondateurs de son développement intégré et équilibré : la santé au sens de l'OMS, le numérique, la mobilité-les transports, le développement économique-le tourisme-l'industrie, l'agroécologie-alimentation, le patrimoine-la culture-les universités, le développement social-l'égalité des chances-la citoyenneté.

Dans la continuité de sa stratégie de développement, qui intègre déjà les enjeux de préservation de l'espace, énergétiques, climatiques, de qualité de l'air, dans les documents fondateurs tels que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), l'Agenda 21 et le Plan Climat, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit l'engagement de son territoire dans un développement durable. Celui-ci se dessine au travers d'une évolution des politiques publiques afin d'amplifier et de garantir l'efficacité des programmes d'actions pour une Métropole plus économe et plus respectueuse de son exceptionnelle qualité environnementale. Ces programmes d'actions renouvelés sont à inscrire à l'actif de sa stratégie énergie-climat dans une logique d'amplification et amélioration continue des politiques publiques.

Plusieurs d'entre elles peuvent dès à présent être identifiées comme marqueur de cet engagement :

- l'agro-écologie et l'alimentation, dont les bénéfices attendus, au-delà de la viabilisation des exploitations et de la pérennisation des emplois créés, porteront sur la santé et une gestion durable des ressources et des risques ;
- la mise en œuvre d'une politique de l'eau cohérente au travers de la régie publique et plus économe en énergie ;
- l'aménagement durable du territoire à travers le projet Montpellier Métropole Territoires en cours d'élaboration, décliné à toutes les échelles des communes aux enjeux métropolitains ;
- les projets de l'EcoCité, laboratoire d'expérimentations et d'innovations à valeur reproductibles en matière de développement durable ;
- les schémas directeurs de la mobilité, de la logistique et des pistes cyclables en inscrivant l'offre de déplacements et la politique de transports dans une démarche d'amélioration continue ;
- la politique de rénovation thermique des logements permettant de lutter contre la précarité énergétique ;
- la métropole intelligente, à travers le déploiement d'une plateforme d'échanges de données multiservices, permettant d'amplifier les actions en faveur du développement de nouveaux services tout en réduisant les consommations et en favorisant les évolutions de comportement des consommateurs à travers leur intervention active dans les gestes du quotidien ;
- la sensibilisation de la population sur le territoire métropolitain à la préservation des ressources et de la biodiversité au travers des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- ainsi qu'un engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'exemplarité dans la gestion et le renouvellement de son patrimoine et des ressources liées à son fonctionnement.

Dans le cadre de sa politique ambitieuse en matière de Développement Durable, Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, a obtenu la certification « HQE Aménagement<sup>TM</sup> Démarche certifiée par Certivéa » concernant la requalification du « parc de la Salaison » sur la Commune de Vendargues.

Parallèlement, en avril dernier, la piscine HERACLES sur la Commune de Saint-Brès a été engagée en certification « NF HQE<sup>TM</sup> ».

Certivéa est une filiale du Groupe CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment). Sa vocation est de susciter l'amélioration et d'attester des performances des acteurs, des bâtiments et des territoires durables. Au travers de ses différentes certifications, Certivéa aide à réduire les consommations d'énergie et améliore la santé, le confort et la qualité de vie.

La certification « HQE Aménagement<sup>TM</sup> Démarche certifiée par Certivéa » permet d'assurer que la performance finale d'un projet d'aménagement du territoire atteint des niveaux de performances au-delà de la réglementation ou des pratiques habituelles. En ce sens, elle promeut la performance

et les meilleures pratiques tout en valorisant officiellement les politiques engagées par Montpellier Méditerranée Métropole en termes de Développement Durable.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a pu constater la plus-value apportée par la démarche de certification « HQE Aménagement<sup>TM</sup> Démarche certifiée par Certivéa » et souhaite engager cette certification pour d'autres opérations d'aménagement via un protocole d'accord avec Certivéa. Le protocole d'accord ne se substitue pas aux contrats de certification à conclure par ailleurs pour l'entrée en certification des opérations d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole d'accord,
- autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le protocole d'accord précité ainsi que tout document afférent à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

DNC 1106104-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATIONS - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

La mise en œuvre effective des nouvelles compétences de la Métropole notamment le droit de préemption, nécessite de prévoir la possibilité de déléguer le droit de préemption urbain aux communes par décision sur des secteurs identifiés. Cependant, dans l'hypothèse où la Métropole aurait également besoin de préempter dans le cadre de ses propres compétences un bien situé dans une zone où le droit de préemption a été délégué à une commune membre il convient de prévoir le retrait ponctuel de la délégation dans le cadre de l'acquisition d'un bien.

A ce titre il est proposé de modifier l'article 2.2 et de créer un nouvel article 2.3

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

**1. Patrimoine et domanialité :**

**1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

**1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

**1.5** autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature

d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention

**1.6** autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

**1.7** autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

**1.8** approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

**1.9** accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

**1.10** fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

**1.11** agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises.

## **2. Urbanisme**

**2.1** autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

**2.2** autoriser la délégation du droit de préemption urbain sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le droit de préemption urbain selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

**2.3** autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain accordé par la Métropole à une commune membre à l'occasion de l'acquisition d'un bien, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole

**2.4** autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

**2.5** prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

## **3. Finances**

**3.1** procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

#### 4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.3 prendre toute décision concernant la **résiliation** des marchés publics et accords cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président ;

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, la signature des **décisions de poursuivre** dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché ;

4.6 approuver et conclure tous les **avenants** aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir **avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics**, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences

de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;

**4.8** préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de **l'urgence impérieuse** telle que définie dans le Code des marchés publics, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.9**

- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;

**4.10** fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**5. Personnel – élus**

**5.1** adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail.

**6. Contentieux**

**6.1** intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

**6.2** régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

**6.3** indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

**6.4** autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance

**7. Divers**

**7.1** autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**7.2** adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

**7.3** autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délibération n° 13439

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture 19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte : IMC 1105428-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SAEML MONTPELLIER EVENTS - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - NON SOUSCRIPTION - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au capital de 35 368 881 euros composé de 216 987 actions. Elle détient 37,05% du capital, soit 80 393 actions et occupe 6 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration de la SAEML MONTPELLIER EVENTS en sa séance du 14 octobre 2015, a décidé la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital réservée, par compensation des créances liquides et exigibles sur la Société, à hauteur de 1 499 926 €, par émission de 9 202 actions nouvelles au pair, à valeur nominale de 163 €.

Cette augmentation de capital a pour objectif, d'une part de répondre à la demande de transformation en capital de l'avance en compte courant d'associé, créance détenue par la Région Languedoc Roussillon et arrivant à échéance, et d'autre part, de consolider les fonds propres de la société.

Il est prévu que cette augmentation de capital soit libérée par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la société. A terme et dans le délai de souscription imparti, le montant du capital serait ainsi porté à hauteur de 36 868 807 €.

Cette augmentation de capital, sous réserve d'agrément par l'Assemblée Générale Extraordinaire, entraînerait donc la modification de l'article 6.2 des statuts portant sur le capital social.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En outre, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole abandonne son droit préférentiel de souscription, l'augmentation de capital étant réservée à la collectivité Région Languedoc Roussillon, en tant que créancière de l'avance en compte courant d'associé détenue sur la société Montpellier Events. La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société passerait donc de 37,05% à 35%. La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires au sein du Conseil d'administration de la société restant inchangée par ailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'augmentation de capital réservée de la SAEML Montpellier Events à hauteur de 1 499 926 € par émission de 9202 actions nouvelles de 163€ ;
- approuver en conséquence la modification statutaire relative au capital social de la SAEML Montpellier Events ;
- renoncer au droit préférentiel de souscription relatif à cette augmentation de capital ;
- autoriser son représentant aux Assemblées Générales, Mr Bernard TRAVIER à voter en faveur de ces dispositions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13440

Mmes M.DRAY FITOUSSI, MC.PANOS et MM B.TRAVIER, R.CALVAT, JP RICO, JL COUSQUER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Smc 1105535-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président, ✓

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SPL LRAD - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUGMENTATION DE CAPITAL - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - NON SOUSCRIPTION - APPROBATION**

Mme I. MARSALA, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SPL LRAD au capital de 37 000 euros composé de 370 actions. Elle détient 33,24% du capital, soit 123 actions et occupe 1 poste sur 3 au Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration de la SPL LRAD en sa séance du 5 novembre 2015, a décidé la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital à hauteur de 111 000 €, par émission de 1 110 actions nouvelles au pair, à la valeur nominale de 100€.

Cette augmentation de capital a pour objectif, d'une part, de répondre aux nouvelles perspectives de la société, laquelle a notamment vocation à accompagner son actionnaire majoritaire la région Languedoc Roussillon, tant dans la structuration de sa nouvelle organisation, que dans la mise en œuvre de nouveaux projets à l'échelle du futur territoire régional; et d'autre part, de consolider les fonds propres de la société.

Le Conseil d'administration de la société a défini et proposé les modalités de cette augmentation de capital, par libération en numéraire ou par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la société. A terme et dans le délai de souscription imparti, le montant du capital serait ainsi porté à hauteur de 148 000 €.

Cette augmentation de capital, sous réserve d'agrément par l'Assemblée Générale Extraordinaire, entraînerait donc la modification des articles 6 et 7 des statuts portant à la fois sur la constitution des apports au sein de la société, et sur le montant du capital social.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En outre, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole abandonne son droit préférentiel de souscription. L'augmentation de capital serait alors réalisée par la Région Languedoc Roussillon, laquelle souhaiterait procéder à la transformation d'une partie de l'avance en compte courant d'associé qu'elle détenait sur la société LRAD.

La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société passerait donc de 33,24% à 8,3%. La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires au sein du Conseil d'administration de la société restant inchangée par ailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'augmentation de capital de la SPL LRAD à hauteur de 111 000€ par émission de 1 110 actions nouvelles de 100€ ;
- approuver en conséquence la modification statutaire relative au capital social et aux apports des actionnaires de la SPL LRAD ;
- renoncer au droit préférentiel de souscription relatif à cette augmentation de capital ;
- autoriser son représentant aux Assemblées Générales, Mme Isabelle MARSALA à voter en faveur de ces dispositions ;

Délibération n° 13441

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Mme Isabelle MARSALA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 19 NOV. 2015  
Déposé En Préfecture  
Le : 19 NOV. 2015  
Numéro de l'acte : Imc 1106085-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION ENSEMBLE CONTRE LE SIDA SIDACTION À L'OCCASION DE LA 12ÈME FÊTE DES VIGNES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole célèbre chaque année l'un des fleurons de son patrimoine, le vin, grâce à la Fête des Vignes.

Curieux, amateurs éclairés et œnologues confirmés peuvent découvrir le fruit du travail des caves et domaines viticoles de la Métropole.

Pour 2 € seulement, le visiteur se voit remettre :

- un verre à vin et un coupon donnant droit à 3 dégustations (à utiliser au gré de ses envies, sur les différents stands des viticulteurs présents),
- un billet de tombola,
- un coupon lui donnant droit à une bouteille de vin offerte pour l'achat d'un carton de six, le dimanche dans les domaines participant à l'opération.

Depuis 2004, année de la création de la Fête des Vignes, les recettes engendrées par la vente de tickets ont toujours été intégralement reversées à une œuvre caritative.

Au-delà de la fête, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi inscrire les retombées d'une telle manifestation dans la durée et dans l'action.

Ainsi, depuis 2006, ce sont près de 150 000 € qui ont été versés par Montpellier Méditerranée Métropole au Sidaction dans le cadre de cette fête ; une somme destinée à faire progresser la lutte contre le sida et à aider la recherche médicale et les malades.

En 2014, la totalité de la recette de la manifestation soit la somme de 15 085,69 € a été reversée au Sidaction.

Depuis 12 ans, l'entité a à cœur de maintenir la convivialité de cette manifestation qui promeut les viticulteurs de son territoire et manifeste son soutien au Sidaction notamment pour l'investissement permanent de cette association pour le développement des programmes de recherche et d'aide aux malades.

L'édition 2015, 12<sup>ème</sup> Fête des vignes, aura lieu sur l'esplanade Charles de Gaulle à Montpellier les 27 et 28 novembre de 11h à 20h et le 29 dans les vignobles.

Il est proposé de conclure une convention avec l'association Ensemble contre le Sida pour définir les modalités de versement total de la recette de la manifestation au bénéfice du Sidaction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec l'association Ensemble contre le Sida SIDACTION ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à sa mise en œuvre.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

SMC 1104629-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - MARCHÉ DE COMMUNICATION - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de stratégie de communication entre la métropole et la ville centre.

Le traitement mutualisé de la communication de ces deux structures sera positif en termes d'harmonisation, de rationalisation, notamment financière, mais aussi de lisibilité et de cohérence.

Une convention de groupement de commandes pour la passation d'un premier marché de communication institutionnelle entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole a donc été approuvée par délibération du 5 février 2015, la Métropole étant désignée comme coordinatrice.

La consultation, lancée le 5 mars 2015 par la Métropole en appel d'offres restreint, était allotie en deux lots distincts, l'un pour la communication dite de développement et l'autre pour la communication dite de proximité.

La procédure poursuit son cours pour le lot n°2 « Communication de proximité ».

En ce qui concerne le lot n° 1 « Communication de développement », celui-ci a été déclaré sans suite pour des motifs d'intérêt général ; en effet une nouvelle définition des besoins intervenue au cours de cette mise en concurrence nécessite un recentrage des missions sur le conseil en communication au niveau national et international, en dehors de toutes prestations de conception. Le besoin d'accompagnement stratégique est en effet essentiel pour que les membres du groupement puissent rivaliser dans le futur avec les autres grandes villes et métropoles nationales et européennes.

Il est donc proposé de relancer une consultation et ce uniquement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, les besoins de conseil du CCAS portant en effet essentiellement sur le conseil en matière de communication de proximité, compte tenu de la nature de ses actions.

Un nouveau projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement.

A ce titre, elle sera chargée de conduire la procédure de passation du marché.

En outre, c'est sa Commission d'Appel d'Offres qui attribuera le marché sur la base d'une analyse concertée entre les membres du groupement des candidatures et offres présentées par les entreprises.

Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement en suivra l'exécution pour la part le concernant.

Ce marché portera sur une « communication de rayonnement » pour les membres du groupement en vue de les aider à élaborer la stratégie globale des deux collectivités en la matière. L'objectif est principalement de renforcer la visibilité et l'attractivité des territoires de la Ville de Montpellier et de la Métropole.

Cette communication devra se construire prioritairement à partir d'une vision extensive des sept axes stratégiques de la métropole :

1. Santé
2. Numérique
3. Transport et Mobilités
4. Développement économique, Tourisme et Industrie
5. Agro-écologie, Alimentation
6. Culture, Patrimoine et Universités
7. Citoyenneté, Développement social, Egalité des chances

Son périmètre sera avant tout national et international.

Ce marché prendra la forme d'un marché à bons de commande sans minimum-ni maximum, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres restreinte. Sa durée sera de 24 mois, reconductible une fois pour la même durée. Les besoins estimés des membres du groupement de commandes sont estimés à 500 000 euros H.T. annuels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de communication de rayonnement ;
- approuver la convention constitutive dudit groupement ; ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, avant l'engagement de la procédure de passation, de souscrire le marché correspondant aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la métropole chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment l'exécution du marché de Montpellier Méditerranée, y compris le cas échéant son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

IMC1105405-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ACCORDS-CADRES N°3982CO15 POUR L'IMPRESSION DES DOCUMENTS DE COMMUNICATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNER LES ACCORDS-CADRES**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La présente consultation concerne l'impression de documents de communication ; en effet dans le cadre de ses activités la direction de la communication de Montpellier Méditerranée Métropole réalise différents types de documents de communication.

La communication est un domaine en constante évolution qui demande une grande réactivité. Si certaines prestations peuvent être définies de façon précise, d'autres, par contre, ne sont pas totalement connues au moment du lancement de la consultation.

Compte tenu de ce contexte, la conclusion d'un accord-cadre semble être la meilleure réponse aux besoins de la Métropole. En effet, l'accord-cadre permet de sélectionner un certain nombre de prestataires qui pourront ultérieurement être remis en concurrence lors de la survenance du besoin ce qui garantit la réalisation d'économies à venir sur les prestations d'imprimerie.

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation visant à mettre en place des accords-cadres et des marchés subséquents conclus sur son fondement pour l'impression, le façonnage, le conditionnement et la livraison de ses supports de communication.

Il s'agit d'accords-cadres multi attributaire sans minimum ni maximum conclus avec un nombre de 3 titulaires par lot sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Les marchés subséquents seront passés au fur et à mesure de l'apparition des besoins après remise en concurrence des titulaires.

L'accord-cadre comporte 7 lots répartis comme suit :

**LOT 1 :** Impression de supports par l'utilisation de **presses numériques\* à feuilles type 36x52** (formats 33x48 à 36x57 cm) ou équivalentes, à l'exception des photocopieurs et traceurs d'épreuve.  
\*IGEN, NEXPRESS, INDIGO ou machines équivalentes, permettant une qualité similaire à une machine offset

**LOT 2 :** Impression de supports par l'utilisation de **machines offset type 36x52** (formats 32x46 à 36x52 cm) ou équivalentes

**LOT 3 :** Impression de supports par l'utilisation de **machines offset à feuilles type 52x72** (formats 45x64 à 54x74 cm) ou équivalentes

**LOT 4 :** Impression de supports par l'utilisation de **machines offset à feuilles type 72x102** (formats 64x90 à 74x104 cm) ou équivalentes

**LOT 5 :** Impression d'**affiches > et = 80x120 cm** en sérigraphique, jet d'encre, offset,....

**LOT 6 :** Impression de supports par l'utilisation de **photocopieurs et duplicateurs numériques de format < et = 29,7 x 42 cm**

**LOT 7 :** Impression de supports par l'utilisation de machines d'impression **tous formats sur supports souples et rigides** (toile, bâche, carton, PVC,...), en sérigraphique, jet d'encre, offset,...

Grâce à l'allotissement par type de machine et à la mise en concurrence systématique des fournisseurs, une économie annuelle des achats d'impression de la Métropole de plus de 50 400 € T.T.C, soit 21% par rapport aux coûts actuels est attendue. ,

Ces accords-cadres seront conclus pour des prestations à réaliser à compter du 01 janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016. Ils pourront être reconduits de manière expresse par période d'une année, dans la limite de trois reconductions.

Après l'analyse des offres effectuée par la direction de la communication et l'application des critères de jugement des offres tels que définis dans le règlement de consultation, la commission d'appel d'offres du 20/10/2015 a décidé de retenir comme titulaires de l'accord-cadre les entreprises ci-dessous:

Offres retenues dans l'accord cadre (maximum 3 candidats par lot) :

**LOT 1 :**

- 1 – SUPERPLAN (13003 Marseille)
- 2 – PURE IMPRESSION (34130 Mauguio)
- 3 – IMPRIMERIE CHAMPAGNAC (15000 Aurillac)

**LOT 2 :**

- 1 – IMPRIMERIE CHAMPAGNAC (15000 Aurillac)
- 2 – PUBLIC IMPRIM (30900 Nîmes)
- 3 – IMP'ACT IMPRIMERIE (34980 Saint Gély du Fesc)

**LOT 3 :**

- 1 – PURE IMPRESSION (34130 Mauguio)
- 2 – IMPRIMERIE CHAMPAGNAC (15000 Aurillac)
- 3 – IMP'ACT IMPRIMERIE (34980 Saint Gély du Fesc)

**LOT 4 :**

- 1 – PURE IMPRESSION (34130 Mauguio)
- 2 – IMPRIMERIE CHAMPAGNAC (15000 Aurillac)
- 3 – IMP'ACT IMPRIMERIE (34980 Saint Gély du Fesc)

**LOT 5 :**

- 1 – PUBLITEX (29200 Brest)
- 2 – SAS EXHIBIT (06510 Carros)
- 3 – VISIANCE (42340 Veauche)

**LOT 6 :**

- 1 – IMPRIMERIE CHAMPAGNAC (15000 Aurillac)
- 2 – SUPERPLAN (13003 Marseille)

**LOT 7 :**

- 1 – TG DIFFUSION (34740 Vendargues)
- 2 – VISUAL FACTORY (34070 Montpellier)
- 3 – D DAY VISION (34130 Mauguio)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les accords-cadres ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 chapitre 930, 933, 935 et 936 de Montpellier Méditerranée Métropole, ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ces accords-cadres et à signer tout document relatif à ces affaires, ainsi qu'à la passation et l'exécution des marchés subséquents et leurs résiliations le cas échéant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc N06069-DE*

**3 0 NOV. 2015**

**3 0 NOV. 2015**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

# **HORS COMMISSION – COMPOSITION DE LA CAO ET DU JURY DE CONCOURS MOE COUVERTURE ZÉNITH DE LA MÉTROPOLE - INFORMATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la démission Mme Padelou, élue de la Commune de Juvignac, l'installation de sa remplaçante, Mme Béatrice MICHEL, a été actée en séance du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015.

Mme Padelou était également élue membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres de la Métropole et du Jury de concours marché de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la couverture Zénith Sud.

Au regard des articles 22 et 24 du Code des marchés publics et de la jurisprudence du Conseil d'Etat applicables aux deux organes précités, le remplacement d'un membre titulaire se fait par le suppléant inscrit sur la même liste, immédiatement après le dernier titulaire.

Il est proposé au Conseil d'acter par délibération ce remplacement.

CAO	Jury de concours MOE couverture Zénith:
Composition antérieure :	
<p><i>(délibération du 22.04.14 n°12205)</i></p> <p><u>Membres titulaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pierre Bonnal,</li> <li>- Rosy Buono,</li> <li>- Guy Barral,</li> <li>- Marie-Pierre Padelou,</li> <li>- Robert Cotte.</li> </ul> <p><u>Membres suppléants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Catherine Darde, (membre suppléante à titulariser)</li> <li>- Gérard Castre,</li> <li>- Chantal Marion,</li> <li>- Joël Raymond,</li> <li>- Pascal Krzyzanski.</li> </ul>	<p><i>(délibération du 01.10.14 n°12516)</i></p> <p><u>Membres titulaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Guy Barral,</li> <li>- Robert Cotte,</li> <li>- Marie-Pierre Padelou,</li> <li>- Rosy Buono,</li> <li>- Chantal Marion.</li> </ul> <p><u>Membres suppléants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérard Castre (membre suppléant à titulariser)</li> <li>- Joël Raymond,</li> <li>- Catherine Dardé,</li> <li>- Pascal Krzyzanski,</li> <li>- Chantal Lévy-Rameau.</li> </ul>
Composition actuelle	
<p><u>Membres titulaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pierre Bonnal,</li> <li>- Rosy Buono,</li> <li>- Guy Barral,</li> <li>- <b>Catherine Darde</b></li> <li>- Robert Cotte.</li> </ul>	<p><u>Membres titulaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Guy Barral,</li> <li>- Robert Cotte,</li> <li>- <b>Gérard Castre</b></li> <li>- Rosy Buono,</li> <li>- Chantal Marion.</li> </ul>

<u>Membres suppléants</u> - Gérard Castre, - Chantal Marion, - Joël Raymond, - Pascal Krzyzanski.	<u>Membres suppléants :</u> - Joël Raymond, - Catherine Dardé, - Pascal Krzyzanski, - Chantal Lévy-Rameau.
---	--

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater la démission d'un membre de la Commission d'Appel d'Offres et du Jury de concours MOE couverture Zénith de la Métropole ;
- prendre acte de la nouvelle composition de la Commission d'Appel d'Offres et du Jury de concours MOE couverture Zénith de la Métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Smc 1104546-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE –  
MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'inscription d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de ces nouveaux membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

**19 NOV. 2015**

Déposé En Préfecture

Le :

**19 NOV. 2015**

Numéro de l'acte :

**Imc 110454A-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL,





## Composition des Commissions

### Conseil de Métropole

#### Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Isabelle GUIRAUD**

Présidents Suppléants

**Eliane LLORET**

**Didier MERLIN**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>ILLAIRE</b>	Régine	Cournonsec	<b>DELAUNAY</b>	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
<b>MICHEL</b>	Béatrice	Juvignac	<b>GABORIT</b>	France	Clapiers
<b>BOUMAAZ</b>	Djamel	Montpellier	<b>CHARTIER</b>	Jean-Pierre	Cournonsec
<b>BOUALLAGA</b>	Sabria	Montpellier	<b>MALLET-POUJOL</b>	Nathalie	Jacou
<b>DRAY-FITOUSSI</b>	Michèle	Montpellier	<b>ANDREU</b>	Francis	Lattes
<b>GUIRAUD</b>	Isabelle	Saint Jean de Védas	<b>LUZY</b>	Hélène	Le Crès
<b>LLORET</b>	Eliane	Sussargues	<b>RATHUILLE MARTINEZ</b>	Isabelle	Montaud
<b>DUDIEUZERE</b>	Pierre	Vendargues	<b>ZAGHAR</b>	Khalid	Prades-le-Lez
			<b>MERCIER</b>	Philippe	Saint-Drézéry
			<b>MERLIN</b>	Didier	Saint Jean de Védas
			<b>JACQUEY</b>	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			<b>LEGOUGE</b>	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Agro-écologie et alimentation

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Isabelle TOUZARD**

Présidents Suppléants

**Yvon PELLET**

**Eliane LLORET**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MICHEL	Béatrice	Juvignac	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
RAYMOND	Joël	Montaud	VAN PEETERSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
COUR	Christophe	Montpellier	ESCURET	Serge	Castries
DANAN	Perla	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
FRECHE	Julie	Montpellier	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
JAMET	France	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	VIDAL	Maurice	Cournonsec
LLORET	Eliane	Sussargues	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
			LACHENAL	Renaud	Grabels
			MARINES	Jean François	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			PLANCKE	Nicole	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			LE PRUNENEC	Fabien	Pignan
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,  
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Catherine DARDE**

Présidents Suppléants

**Noël SEGURA**

**Annie YAGUE**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>DARDE</b>	Catherine	Castelnau-le-Lez	<b>SUAY</b>	Régine	Baillargues
<b>ILLAIRE</b>	Régine	Cournonsec	<b>LEVY</b>	Nathalie	Castelnau-le-Lez
<b>BUONO</b>	Rosy	Lattes	<b>MAINADIER</b>	Solange	Castries
<b>CAIZERGUES</b>	Roger	Lavérune	<b>BARON</b>	Monique	Clapiers
<b>LEVY-RAMEAU</b>	Chantal	Montpellier	<b>BREDA</b>	Isabelle	Cournonsec
<b>BOUALLAGA</b>	Sabria	Montpellier	<b>SAVIO</b>	Laurent	Cournonsec
<b>BOUMAAZ</b>	Djamel	Montpellier	<b>CONSTANS</b>	Ghislaine	Cournonsec
<b>YAGUE</b>	Annie	Montpellier	<b>PALA</b>	Christine	Fabrigues
<b>MALEK</b>	Jérémie	Montpellier	<b>ALEXANDRE</b>	Marie-Annick	Grabels
<b>HART</b>	Clare	Montpellier	<b>COUDRAY-COUDER</b>	Mariette	Grabels
<b>SANTARELLI</b>	Marie-Hélène	Montpellier	<b>DIRHOUSI</b>	Zohra	Grabels
<b>RICO</b>	Jean-Pierre	Pérols	<b>EHRlich</b>	Célia	Grabels
<b>SEGURA</b>	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	<b>BAUDOUIN</b>	Christine	Jacou
			<b>CASTELL</b>	Alain	Juvignac
			<b>JIMENEZ</b>	Danièle	Lattes
			<b>PACE</b>	Hélène	Lattes
			<b>LAGEt</b>	Jean-Jacques	Lavérune
			<b>ROUBEAU</b>	Sébastien	Le Crès
			<b>DI GRAZIA</b>	Chantal	Le Crès
			<b>ARNAUD</b>	Audrey	Le Crès
			<b>CALADOU</b>	Geneviève	Montaud
			<b>GROS</b>	Emilie	Montaud
			<b>GIMENEZ</b>	Anne	Murviel-lès-Montpellier
			<b>GUZZAGALOPPA</b>	Ludovic	Prades-le-Lez
			<b>ORRICO</b>	Patricia	Prades le Lez
			<b>ZIRAoui</b>	Samira	Prades-le-Lez
			<b>LECERF</b>	Dominique	Restinclières
			<b>BAECKEROOT</b>	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			<b>MAUREL</b>	Patricia	Saint Jean de Védas
			<b>SERRANO WATTEEL</b>	Roselyne	Sussargues
			<b>NAVARRO</b>	Marie	Vendargues
			<b>MARES</b>	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Culture

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Bernard TRAVIER**

Président Suppléant

**Eliane LLORET**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
BARRAL	Guy	Montpellier	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
YAGUE	Annie	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
LARUE	Alex	Montpellier	PRIVAT	Serge	Cournonterral
TRAVIER	Bernard	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonterral
FRECHE	Julie	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MARINES	Jean-François	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	DEBONO	Bella	Jacou
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	MERLET	Hélène	Juvignac
			ROESCH	Laurent	Juvignac
			BATIVELLI	Jacques	Lattes
			FRAISSE	Dély	Lavérune
			GAILLET	Murielle	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			DE SAINT JOUAN	Cédric	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			PIERRE	Denis	Murviel-lès-Montpellier
			TAIONI-KLOSTER	Béatrice	Murviel-lès-Montpellier
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Stéphanie JANNIN**

Présidents Suppléants

**Catherine DARDE**

**Cyril MEUNIER**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonsec
DEMON	Véronique	Montpellier	GINE	Martine	Cournonsec
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	MARTY	Robert	Cournonsec
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
CASSAR	Michelle	Pignan	LEMAIRE	Yannick	Grabels
BALAZUN	Geniès	Restinclières	MOULIN	Gaby	Jacou
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	BRAEMER	Luc	Juvignac
VERA	Joël	Saussan	CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			LENOIR	Philippe	Lavérune
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			BRETON	Alain	Montferrier-sur-Lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoit	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,  
innovation, international, artisanat**

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Chantal MARION**

Présidents Suppléants

**Caroline NAVARRE**

**Thierry BREYSSE**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	PERRIER	Thierry	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
MARION	Chantal	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
BRISAUD	Anne	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
COTTE	Robert	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
NAVARRE	Caroline	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
DANAN	Perla	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
JAMET	France	Montpellier	LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	ROUYE	Pierre-Yves	Le Crès
HART	Clare	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
DEMON	Véronique	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
PEREZ	Véronique	Montpellier	GROS	Émilie	Montaud
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	BOULET	Serge	Murviel-les-Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PIERRE	Denis	Murviel-lès-Montpellier
			MATTERA	Patrick	Pignan
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
			DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
			DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Geniès-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			CROS	Magali	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Energie et transition énergétique

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Michèle CASSAR**

Présidente Suppléante

**Titina DASYLVA**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>ILLAIRE</b>	Régine	Cournonsec	<b>BASSOUL</b>	Evelyne	Castelnau-le-Lez
<b>MICHEL</b>	Béatrice	Juvignac	<b>ESCURET</b>	Serge	Castries
<b>FOURCADE</b>	Jean-Noël	Lattes	<b>NOEL</b>	Thierry	Clapiers
<b>BRISSAUD</b>	Anne	Montpellier	<b>TEISSIER</b>	Michel	Cournonterral
<b>DASYLVA</b>	Titina	Montpellier	<b>JUEN</b>	Claude	Fabrigues
<b>JAMET</b>	France	Montpellier	<b>CELIE</b>	Christophe	Grabels
<b>CASSAR</b>	Michelle	Pignan	<b>RUF</b>	Thierry	Jacou
<b>QUILES</b>	Thierry	Pignan	<b>LACOMBE</b>	Guy	Lattes
<b>RICO</b>	Jean-Pierre	Pérols	<b>PETIT</b>	François	Lavérune
<b>PETIT</b>	Eric	Saint Jean de Védas	<b>MILOSZYK</b>	Francis	Le Crès
			<b>PHILIPON</b>	Pierre	Montaud
			<b>DE MONTLAUR</b>	Georges	Montaud
			<b>ASSIE</b>	Rémi	Montpellier
			<b>HALUSKA</b>	Vincent	Montpellier
			<b>CINÇON</b>	Sylvie	Pignan
			<b>DELAUZE</b>	Daniel	Pignan
			<b>ROUDIL</b>	Marc	Saint-Brès
			<b>LE BLEVEC</b>	Loïc	Saint Drézéry
			<b>MERCIER</b>	Philippe	Saint-Drézéry
			<b>EVOUNA NGUEMA</b>	Graziella	Saint Georges d'Orques
			<b>GADAY</b>	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			<b>CLAMOUSE</b>	Alain	Saint Jean de Védas
			<b>OMS</b>	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			<b>RENARD</b>	Sylvie	Saint Jean de Védas
			<b>JOUD</b>	Patricia	Sussargues
			<b>AUBRY</b>	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			<b>KEUSCH</b>	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Finances

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Max LEVITA**

Président(e-s) Suppléant(e-s)

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GUIZARD	Christian	Cournonterral
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues	AUFRANC	Thierry	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	NAZET MARSON	Magali	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	GREPINET	Alain	Juvignac
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	MARTIN	Eliane	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	PEREZ	Michel	Lavérune
LEVITA	Max	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
BRISAUD	Anne	Montpellier	ANGELVIN	Céline	Montaud
DASYLVA	Titina	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
JAMET	France	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Péroles
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	DURAND	Philippe	Saint-Brès
PELLET	Yvon	Saint-Geniès-des Mourgues	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Geniès-des Mourgues
			CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone



# Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Régine ILLAIRE**

Présidente Suppléante

**Patricia MIRALLES**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>ILLAIRE</b>	Régine	Cournonsec	<b>PAPE</b>	Luisa	Castelnau-le-Lez
<b>PASTOR</b>	Eric	Lattes	<b>ALLOUCH</b>	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
<b>JAMET</b>	France	Montpellier	<b>DALAINÉ</b>	François	Castries
<b>MALEK</b>	Jérémie	Montpellier	<b>CROUZIL</b>	Gabrielle	Clapiers
<b>MIRALLES</b>	Patricia	Montpellier	<b>BOUZEREAU</b>	Norbert	Cournonsec
<b>NAVARRÉ</b>	Caroline	Montpellier	<b>SAVIO</b>	Laurent	Cournonsec
			<b>MARTY</b>	Robert	Cournonterral
			<b>GINE</b>	Martine	Cournonterral
			<b>EHRlich</b>	Célia	Grabels
			<b>BONNET</b>	Marie-France	Jacou
			<b>LARGUIER</b>	Jérôme	Juvignac
			<b>ACQUAVIVA</b>	Marcel	Lattes
			<b>MAURY</b>	Françoise	Lavérune
			<b>AYACHE</b>	Sophia	Montpellier
			<b>WASSELIN</b>	Michèle	Pignan
			<b>CANTIE</b>	Joël	Saint-Brès
			<b>DACHEUX</b>	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			<b>SIRVEN</b>	Françoise	Saint-Drézéry
			<b>TRINDADE</b>	José	Saint Jean de Védas
			<b>SERRANO WATTEEL</b>	Roselyne	Sussargues
			<b>GUILLIMIN</b>	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			<b>JACQUEY</b>	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Logement

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Noël SEGURA**

Présidents Suppléants

**Catherine DARDE**

**Jérémie MALEK**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BARON	Monique	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	BONNET	Marie-France	Jacou
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
MALEK	Jérémie	Montpellier	GRAVIER	Eugène	Juvignac
COTTE	Robert	Montpellier	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LENOIR	Philippe	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MAURY	Françoise	Lavérune
VERA	Joël	Saussan	WEBER	Jean-Paul	Lavérune
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			SALOMON	Samira	Montpellier
			MOYA ANNE	Claudine	Murviel-lès-Montpellier
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			CONESA	André	Pérols
			MIRAULT	Xavier	Pérols
			MORETEAU	Colette	Pérols
			RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZJRAOUI	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			SERRANO-WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Participation citoyenne, performance et  
évaluation des politiques publiques

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Eliane LLORET**

Président Suppléant

**Max LEVITA**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	EHRlich	Célia	Grabels
HART	Clare	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	GAILLAC	Emmanuel	Jacou
LEVITA	Max	Montpellier	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
LLORET	Eliane	Sussargues	ANDREU	Francis	Lattes
			JEAN	Bernard	Le Crès
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Présidents Suppléants

**Pascal KRZYZANSKI**

**René REVOL**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
REVOL	René	Grabels	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	DUTAU	Gilles	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrègues
MEUNIER	Cyril	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
JAMET	France	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	RUF	Thierry	Jacou
CASSAR	Michelle	Pignan	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
QUILES	Thierry	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint Drézéry	LOPEZ	Lionel	Lattes
			PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérols
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Cyril MEUNIER**

Présidents Suppléants

**Henri DE VERBIZIER**

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	DUTAU	Gilles	Clapiers
MICHEL	Béatrice	Juvignac	MARAVALL	Françoise	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	PISCOT	Marc	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	ALBERT	Marie	Cournonterral
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
COUR	Christophe	Montpellier	JOURDAN	Nicolas	Jacou
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	PERVENT	Paloma	Lavérune
GIANIEL	Isabelle	Pérols	CARBONELL	Gérard	Le Crès
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	DE MONTLAUR	Georges	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PHILIPON	Pierre	Montaud
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MIGNARD	Mathias	Murviel-lès-Montpellier
			GIL	Mickael	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Laurent JAOUL**

Président Suppléant

**Lorraine ACQUIER**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	VLAISLOIR	Edith	Castelnau-le-Lez
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
LLORET	Eliane	Sussargues	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
			BONNET	Marie-France	Jacou
			GRAVIER	Eugène	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			PUJOL	Roger	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Ressources Humaines

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Pierre BONNAL**

Présidents Suppléants

**Rosy BUONO**

**Guy BARRAL**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
BUONO	Rosy	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	GUIZARD	Christian	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	AUFRANC	Thierry	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
MALEK	Jérémie	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	MERLET	Hélène	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARBE	Patrick	Montaud
			BOULAND	Corinne	Montaud
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			GUILMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**René REVOL**

Présidents Suppléants

**Renaud CALVAT**

**Cyril MEUNIER**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	VINDOLET	Thierry	Clapiers
CALVAT	Renaud	Jacou	PISCOT	Marc	Cournonsec
MICHEL	Béatrice	Juvignac	VIDAL	Maurice	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	FLACHER	Bruno	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MEUNIER	Cyril	Lattes	RUF	Thierry	Jacou
RAYMOND	Joël	Montaud	LENOIR	Philippe	Lavérune
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PETIT	François	Lavérune
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
JAMET	France	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
GIANIEL	Isabelle	Pérols	ALBERNHE	Luc	Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ASSIE	Rémi	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	VALLETTE VIALLLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			LITTON	Michel	Pérols
			PELLET	Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone



# Commission Sports et Traditions sportives

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Président Suppléant

**Fabien ABERT**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
BARRAL	Guy	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
BRISAUD	Anne	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MARTIN	Hervé	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PHOUTHASANG	Khanthaly	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
QUILES	Thierry	Pignan	LIATIM	Aicha	Cournonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CARNET	Olivier	Cournonterral
JAUL	Laurent	Saint-Brès	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	TEISSIER	Michel	Cournonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			CASTELL	Alain	Juvignac
			THALY-BARDOL	Audrey	Juvignac
			CANDELA	Frédéric	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CARBONNEILL	Philippe	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			DE MONTLAUR	George	Montaud
			FABRI	Stéphane	Montaud
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			MOULIN	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Transports et Mobilité

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Présidente

**Isabelle GIANIEL**

Président Suppléant

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	FRANCES	Trinité	Cournonterral
CALVAT	Renaud	Jacou	PAGES	Jean-Louis	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	LACOMBE	Guy	Lattes
BRISAUD	Anne	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	MARTIN	Eliane	Lattes
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
EL KANDOSSI	Abdi	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	LAZUTTES	Marie-André	Montferrier-sur-Lez
CASSAR	Michelle	Pignan	CHARDES	Mylène	Montpellier
QUILES	Thierry	Pignan	HALUSKA	Vincent	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérols	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	WASSELIN	Michèle	Pignan
JAOL	Laurent	Saint-Brès	CINÇON	Sylvie	Pignan
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

## Commission Valorisation et protection animales, biodiversité

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Jean-François AUDRIN**

Présidents Suppléants

**Rosy BUONO**

**François DELAINE**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>BUONO</b>	Rosy	Lattes	<b>DALAINÉ</b>	François	Castries
<b>BARTHAS-ORSAL</b>	Valérie	Montpellier	<b>CROUZIL</b>	Gabrielle	Clapiers
<b>JAMET</b>	France	Montpellier	<b>GONDRAN</b>	Claire	Grabels
<b>AUDRIN</b>	Jean-François	Saint Georges d'Orques	<b>GUILLIANELLI</b>	Anne-Marie	Pérois
			<b>JAUMES</b>	Sylvie	Saint-Brès
			<b>JEAN</b>	Fanny	Saint-Drézéry
			<b>PAINTRAND</b>	Jean-François	Saint Jean de Védas
			<b>RASCALOU</b>	Max	Vendargues

# Commission Voirie, espace public

Président de Droit

**Philippe SAUREL**

Président

**Rabii YOUSSEUS**

Président Suppléant

**Jérémie MALEK**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASCOUL	Julien	Clapiers
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
MALEK	Jérémie	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	PISCOT	Marc	Cournonsec
BALAZUN	Génès	Restinclières	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	JUEN	Claude	Fabrigues
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
			PAGES	Jean-Louis	Grabels
			JOURDAN	Nicolas	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			MARTIN	Eliane	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			PAU	Brigitte	Le Crès
			LOUCHE	Christian	Montaud
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			VIALLLARD VALLETTE	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POTEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET  
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
DOMAINE DE LA PROVIDENCE - MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR -  
CONTRAT-TYPE DE LOCATION - TARIFS - APPROBATION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°5018 en date du 29 janvier 2003, le Conseil de Communauté, a approuvé l'acquisition d'un ensemble immobilier, Le Domaine de la Providence, sis 415 avenue du Mondial de Rugby 2007 à Montpellier.

Cette propriété d'une surface totale de 8 131 m<sup>2</sup>, située dans le quartier de l'Ovalie, se compose d'un bâtiment principal dont l'emprise est d'environ 523 m<sup>2</sup> et d'un bâtiment annexe de 212 m<sup>2</sup>. Elle est destinée à accueillir des espaces de réunions et de réceptions.

Par délibération n°7043, le Conseil de Communauté du 30 mai 2006, a fixé les tarifs de location du Domaine de la Providence, ainsi que le contrat de location et le règlement intérieur.

Ces tarifs ont été actualisés par délibérations n°7682 le 27 juin 2007, puis n°8346 du 23 juillet 2008.

La Communauté d'Agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 01 janvier 2015 souhaite aujourd'hui actualiser ces tarifs, en prévoyant :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).
- La gratuité pour les organisations syndicales internes à la collectivité.
- Un demi-tarif\* pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base\*\* pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Le Plein Tarif est inchangé et le rabais de 10% pour les détenteurs de la carte Pass'Métropole, est maintenu.

Les différents tarifs sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Description des locaux	Plein tarif	Pass'Métropole (Réduction 10 %)	Demi-tarif *	Forfait de Base **
Intégralité du domaine	2150,00 €	1955,00 €	1075,00 €	50,00 €
Ancienne chapelle - salle de réunion	720,00 €	648,00 €	360,00 €	50,00 €
Salle de réception et dépendances à l'étage avec une cuisine.	650,00 €	585,00 €	325,00 €	50,00 €
Terrasse et équipements extérieurs.	600,00 €	540,00 €	300,00 €	50,00 €
Salle de réception du rez-de-chaussée avec cuisine et sanitaires.	480,00 €	432,00 €	240,00 €	50,00 €

Le montant de la caution applicable est fixé à 1 800 euros T.T.C. Cette caution est perçue à la signature du contrat de location et restituée dans un délai de trois mois suivant la date de l'occupation des locaux.

Les tarifs comprennent l'équipement des salles, l'éclairage, le chauffage, l'assistance technique.

Délibération n° 13377

Il est également proposé de modifier le règlement intérieur en précisant les horaires de location, à savoir, soit de 9h00 à 19h00 soit de 14h00 à minuit.

Au regard des contraintes inhérentes à la gestion des services et en fonction des manifestations organisées dans le cadre de l'intérêt général, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de ne pas louer les bâtiments du Domaine de La Providence pour une période déterminée.

Les demandes d'utilisation devront être adressées par écrit à la Direction du Protocole, au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être mentionné de façon précise et sans ambiguïté la nature de la manifestation.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Un contrat de location sera alors signé précisant les conditions et modalités d'exécution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs, y compris la caution, pour la location du Domaine de la Providence en totalité ou en partie ;
- approuver la modification du règlement intérieur pour la location de l'ensemble immobilier du Domaine de la Providence ;
- approuver le contrat type de location de l'ensemble immobilier du Domaine de la Providence ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

19 NOV. 2015

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 1105362 DE*

Pour ~~extra~~trait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – SALLE FERNAND PELLOUTIER - MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR - CONTRAT-TYPE DE LOCATION - TARIFS - APPROBATION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole le 01/01/2015 est propriétaire d'un immeuble cadastré HI 279, immeuble situé place Zeus à Montpellier et dénommé « Pavillon Junon ». Au niveau R-1 se situe une salle de réunion, « salle Fernand Pelloutier », dédiée à différentes manifestations, ainsi que d'une salle de projection équipée de matériel audio-vidéo et qui se situe à l'entresol.

Par délibération 11763 du 25 juillet 2013, le Conseil a adopté des tarifs de location de cette salle. Par décision n° D 2013-450, un règlement intérieur par lequel l'organisateur s'engage à respecter les dispositions qui y sont énoncées a été rédigé.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aujourd'hui actualiser ces tarifs en prévoyant :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).
- La gratuité pour les organisations syndicales internes à la collectivité.
- Un demi-tarif\* pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base\*\* pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Le Plein Tarif est inchangé et le rabais de 10% pour les détenteurs de la carte Pass'Métropole, est maintenu.

Les différents tarifs sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	PLEIN TARIF	Pass'Métropole (Réduction 10 %)	DEMI-TARIF *	FORFAIT DE BASE**
Salle Fernand Pelloutier	1270,00 €	1143,00 €	635,00 €	50,00 €

Le montant de la caution applicable est de **1500** euros T.T.C. Cette caution est perçue à la signature du contrat de location et restituée dans un délai de deux mois suivant la date de l'occupation des locaux.

Les tarifs comprennent l'équipement de la salle et ses annexes, l'éclairage, le chauffage, l'assistance technique.

Il est également proposé de modifier le règlement intérieur en précisant les horaires de location, à savoir, soit de 9h00 à 19h00 soit de 14h00 à minuit.

Au regard des contraintes inhérentes à la gestion des services de Montpellier Méditerranée Métropole, en fonction des manifestations organisées dans le cadre de l'intérêt général, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de ne pas louer cette salle pour une période déterminée.

Délibération n° 13378

Les demandes d'utilisation devront être adressées par écrit à la Direction du Protocole, au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être mentionné de façon précise et sans ambiguïté la nature de la manifestation.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Un contrat de location sera alors signé précisant les conditions et modalités d'exécution.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que propriétaire est responsable de ses locaux et du bon fonctionnement de ses installations ainsi que du respect des normes de sécurité liées à un bâtiment classé ERP. Le bâtiment est classé LTW de 2<sup>ème</sup> catégorie.

Toutes les activités devront être exercées dans le respect des lois et des règlements notamment en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs, y compris la caution, pour la location de la salle Pelloutier ;
- approuver la modification du règlement intérieur pour la location de la salle ;
- approuver le contrat type pour la location de la salle ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Certifié Exécutoire 19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture 19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte : Imc 1105367-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
MARCHÉ N°3957BISM15 DE PRESTATIONS DE SÉCURITÉ DES MANIFESTATIONS  
ET PROTECTION DE L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE DES PERSONNES DE MONTPELLIER  
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION  
ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole gère dans le cadre de ses compétences, de nombreux équipements, pour lesquels des prestations de sécurité des manifestations et protection physique des personnes de Montpellier Méditerranée Métropole doivent être assurées.

Le marché actuel arrivant à échéance le 31 décembre 2015, une procédure de publicité et de mise en concurrence, sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions de l'article 30 du code des marchés publics, a été lancée, suite à la délibération n°12995 du 28 mai 2015.

Cette 1<sup>ère</sup> consultation ayant dû être déclarée sans suite, une nouvelle procédure de mise en concurrence doit donc être lancée. Afin d'assurer pendant ce temps la continuité des prestations, il est également **proposé au conseil**, dans le cadre d'une **autre** délibération, d'autoriser la signature d'un avenant prolongeant, notamment, la durée du contrat **actuel** de 3 mois.

Les prestations à intervenir à l'issue de cette nouvelle procédure de consultation feront l'objet de 2 lots attribués par marchés séparés.

Chaque marché sera à bons de commande (sur la base d'un Bordereau de Prix Unitaires comprenant des **coûts** d'intervention et des **coûts** horaires), sans montant minimum, mais avec un montant maximum :

° Lot n°1 : Sécurité des manifestations organisées par Montpellier Méditerranée Métropole. Montant annuel maximum : 400 000 € H.T.

° Lot n°2 : Protection de l'intégrité physique des personnes. Montant annuel maximum : 100 000 € H.T.

Chaque marché sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification avec possibilité de reconduction expresse dans la limite de trois reconductions annuelles, soit une durée maximale de 4 ans. En cas de reconduction, les montants maximum annuels sont, pour chaque période, identiques à ceux de la période initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure de consultation,
- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire les marchés tels que définis ci-dessus, avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation et à les signer,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ces marchés et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Certifié Exécutoire

19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture

19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte :

*Inc M5306-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
MARCHÉ N°2812MG11 - PRESTATIONS DE SÉCURITÉ DES MANIFESTATIONS ET  
PROTECTION PHYSIQUE DES PERSONNES - AVENANT - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole gère dans le cadre de ses compétences, de nombreux équipements, pour lesquels des prestations de sécurité des manifestations et protection physiques des personnes de Montpellier Méditerranée Métropole doivent être assurées.

Le marché n°2812MG11 actuel arrivant à échéance le 31 décembre 2015, la réalisation de ces prestations doit faire l'objet d'une nouvelle mise en concurrence, sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions de l'article 30 du code des marchés publics.

Afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de continuer à assurer la sécurité des manifestations, pendant la relance de la procédure de mise en concurrence, suite à la déclaration sans suite de la première procédure, en date du 9 octobre 2015, il est nécessaire de passer un avenant de prolongation au marché n°2812MG11, conclu avec l'entreprise GPS, titulaire du marché, pour une durée de 3 mois.

Le marché est à bons de commande sans mini et sans maxi.

Le montant mensuel estimatif de l'avenant s'élève à 50400 € H.T. pour 3 mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant au marché n°2812MG11 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture

19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 1105300-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION**



**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**COHÉSION SOCIALE – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE - COMMUNE DE MONTPELLIER - AVENANTS TECHNIQUES N°9 PRU MOSSON, N° 11 PRU CENTRE ET N°11 PRU CÉVENNES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Ville de Montpellier mène en partenariat avec l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard - Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, les Conventions Territoriales pluriannuelles de Rénovation Urbaine signées en 2005 et 2007 pour les trois quartiers ont permis la mobilisation de financements importants au profit de l'amélioration durable du fonctionnement urbain et des conditions de vie des habitants.

Parmi les actions de transformation engagées sur ces quartiers figurent des opérations de création et de restructuration des espaces publics et de voiries.

Par décret n° 2014-1605 en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue transformer en Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Parmi les compétences obligatoires de la Métropole figure la « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

En application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est substituée de plein droit aux communes membres, pour l'exercice des compétences transférées dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes, notamment les contrats en cours. Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres, dont la commune de Montpellier, ayant conclu des conventions de gestion provisoire, le transfert de compétences ne sera pleinement effectif qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Compte tenu de cette évolution, il s'avère nécessaire de procéder à un avenant technique pour les trois Conventions Territoriales de Rénovation Urbaine de Montpellier de manière à :

- constater le transfert de compétences en matière d'espaces publics de la commune de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole ;
- constater la substitution de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier dans les opérations d'aménagements et de création d'espaces publics subventionnées par l'ANRU ;
- clôturer lesdites opérations d'aménagement des espaces publics sous maîtrise d'ouvrage « Commune de Montpellier » et d'ouvrir à compter du 01/01/2016 ces mêmes opérations d'aménagement des espaces publics, en l'état d'avancement technique et financier déjà réalisé, sous la maîtrise d'ouvrage de « Montpellier Méditerranée Métropole ».
- procéder en conséquence aux modifications nécessaires des conventions initiales.

Le PRU Mosson est concerné par une opération, qui fait l'objet de l'avenant n°9 à la CTRU.

Le PRU Cévennes (Petit Bard – Pergola) est concerné par 3 opérations, qui font l'objet de l'avenant n°11 à la CTRU.

Le PRU Centre est concerné par 3 opérations, qui font l'objet de l'avenant n°11 à la CTRU.

Le tableau suivant précise le montant des travaux et des subventions ANRU pour les 7 opérations concernées, et précise la nouvelle répartition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole :

	Opérations concernées	coûts de travaux (€HT)			subventions ANRU (€)		
		Total	Ville	MMM	Total	Ville	MMM
<b>PRU MOSSON</b> <i>Ancienne répartition</i>	Espaces publics Tritons	1 003 345	1 003 345	0	250 836 (soit 25%)	250 836 (soit 25%)	0
<b>PRU MOSSON</b> <b>Nouvelle Répartition</b>	Espaces publics Tritons	1 003 345	322 773	680 572	250 836 (soit 25%)	80 693 (soit 25%)	170 143 (soit 25%)
<b>PRU CEVENNES</b> <i>Ancienne répartition</i>	Rue Paul Rimbaud – traitement de voirie	1 200 000	1 200 000	0	300 000 (soit 25%)	300 000 (soit 25%)	0
	Liaison modes doux Oasis – Lodève	1 150 000	1 150 000	0	287 500 (soit 25%)	287 500 (soit 25%)	0
	Réaménagement de l'avenue de Lodève	472 000	472 000	0	118 000 (soit 25%)	118 000 (soit 25%)	0
<b>PRU CEVENNES</b> <b>Nouvelle Répartition</b>	Rue Paul Rimbaud – traitement de voirie	1 200 000	1 000 000	200 000	300 000 (soit 25%)	250 000 (soit 25%)	50 000 (soit 25%)
	Liaison modes doux Oasis – Lodève	1 150 000	0	1 150 000	287 500 (soit 25%)	0	287 500 (soit 25%)
	Réaménagement de l'avenue de Lodève	472 000	0	472 000	118 000 (soit 25%)	0	118 000 (soit 25%)
<b>PRU CENTRE</b> <i>Ancienne Répartition</i>	Restructuration urbaine de la Cité Gély	4 588 160	4 588 160	0	1 147 040 (25%)	1 147 040 (25%)	0
	Requalification des voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire (VDIIP)	3 345 000	3 345 000	0	836 250 (25%)	836 250 (25%)	0
	Installation conteneurs enterrés et boutiques à déchets	545 300	300 000	245 300	109 830 (20%)	60 000 (20%)	49 830 (20%)
<b>PRU CENTRE</b> <b>Nouvelle Répartition</b>	Restructuration urbaine de la Cité Gély	4 588 160	0	4 476 721	1 147 040 (25%)	35 360 (25%)	1 111 680 (25%)
	Requalification des voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire (VDIIP)	3 345 000	0	2 256 872	836 250 (25%)	272 032 (25%)	564 218 (25%)
	Installation conteneurs enterrés et boutiques à déchets	545 300	75 481	224 519	109 830 (20%)	15 096 (20%)	44 904 (20%)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant technique n°9 de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Mosson pour le quartier Mosson (Paillade – Hauts de Massane) et son annexe financière,
- approuver l'avenant technique n°11 de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) et son annexe financière,
- approuver l'avenant technique n°11 de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Centre et son annexe financière,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13359

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire **19 NOV. 2015**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc1104839-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## **COHESION SOCIALE – KAÏNA - ACTION REPORTERS CITOYENS NUMÉRIQUES - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences « Politique de la ville » et « Développement Economique et de l'Emploi ».

Kaïna, association créée en 2000, présidée par Estrella Hernandez et dirigée par Akli Alliouat est installée dans le quartier sud de la Mosson.

L'association a pour objet de promouvoir et de favoriser toutes activités artistiques, culturelles, éducatives, sociales, en utilisant comme support l'outil audiovisuel. Elle a également comme objet d'organiser des actions de formation se rapportant à ses activités.

L'association Kaïna, qui a reçu un agrément pour 6 services civiques sur 3 ans, propose de mener une nouvelle action sur le territoire, de « reporters citoyens numériques », consistant à accompagner 6 jeunes en service civique, 3 filles et 3 garçons, de 18 à 25 ans, pendant 9 mois, avec un programme visant à redynamiser leur parcours personnel et professionnel :

- un accompagnement social et professionnel personnalisé via des tuteurs (5 salariés de Kaïna, l'équivalent de 2.5 ETP, et des administrateurs) ;
- des formations audiovisuel (283 heures), numérique (100 heures) et communication (69 heures) ;
- des immersions en entreprises ou associations (26 heures), notamment avec des entreprises de la French Tech ;
- la réalisation de productions audiovisuelles et projets collectifs (350 heures).

L'action cible les jeunes rencontrant de grandes difficultés d'insertion sociale et professionnelle (ni emploi, ni étude, ni formation).

L'objectif de l'action est de donner ou de redonner à ces jeunes les savoir-faire et savoir-être nécessaires par le biais de formations **pré-professionnalisantes dans les domaines de l'audiovisuel, du numérique et de la communication**. Cette action veut favoriser l'expression citoyenne et changer l'image des quartiers prioritaires à travers la réalisation et diffusion de contenus multimédias, produits par les jeunes, sur la vie locale, pouvant être repris par les médias institutionnels et traditionnels afin de porter un autre regard sur la « banlieue ».

De nombreux partenaires s'investissent dans l'action : la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole, le Réseau associatif et institutionnel pailladin, Face Hérault, Ecole Supérieure de Journalisme Pro, Zup de Com, Midi Libre, France Bleu Hérault, La Gazette de Montpellier, France 3, Presse et Cité.

L'action sera évaluée qualitativement et quantitativement sur le nombre de jeunes intégrant une formation à l'issue de l'action et le nombre de productions audiovisuelles.

Le budget prévisionnel de l'action s'élève à 87 400 €, auquel s'ajoutent 38 740 € versés par l'Etat directement aux jeunes au titre des services civiques.

Etat (adulte relais) : 10 000 €

Etat (services civiques) : 5 400 €

CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires) : 10 000 €

Ministère de la culture : 15 000 €

Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 €

Ville de Montpellier : 12 000 €

Fondations : 20 000 €

Contributions volontaires (versés par l'Etat aux jeunes / services civiques) : 38 740 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'association Kaïna,
- accorder à l'association Kaïna une subvention de 15 000 euros pour l'année 2015 concernant son action de «reporters citoyens numériques »,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention avec le partenaire concerné, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire **19 NOV. 2015**

Publié le :

Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**

Le :

Numéro de l'acte : *Imc No 5598-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





## CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

## **CULTURE – FONDS SPÉCIAL CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Les orientations de sa politique culturelle font de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire. A ce titre, un fonds spécial culture a été créé pour soutenir sur des montants limités des actions culturelles ponctuelles organisées sur le territoire métropolitain, dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations modestes de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin d'aider à la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

1/ Affectation d'une subvention de 2 000 € à l'association « Culture et Sport Solidaires 34 » :

« Culture et Sport Solidaires 34 » est une association qui s'inscrit dans la logique de lutte contre les exclusions définie par la loi d'orientation de juillet 1998. Son action s'adresse aux familles et aux personnes isolées en situation de rupture sociale et s'appuie sur la conviction que la culture et le sport constituent des leviers d'insertion, aident à l'apprentissage de la citoyenneté et à la reprise d'autonomie. Il est proposé d'affecter une subvention de 2 000 € au titre de l'année 2015.

2/ Affectation d'une subvention de 1 000 € à l'association « Kumbaya Gospel Choir » :

« Kumbaya Gospel Choir » est une association dont l'objet est de promouvoir le chant Gospel. Constituée d'une cinquantaine de membres chanteurs, elle est accompagnée par des musiciens talentueux, et diffuse des concerts sur le territoire métropolitain notamment. Il est proposé de soutenir son action par l'affectation d'une subvention de 1 000 € pour l'année 2015.

3/ Affectation d'une subvention de 1 500 € à l'association « Le Jamais Lu France » :

L'association « Le Jamais Lu France » est une association dont l'activité se développe autour des écritures théâtrales émergentes. En écho à l'association québécoise qui organise le Festival Jamais Lu au Québec, elle organise depuis 2013 un festival du même nom, rebaptisé en 2015 « Texte en cours ». Il est proposé de lui affecter une subvention de 1 500 € au titre de l'année 2015.

4/ Affectation d'une subvention de 700 € à l'association des « Écrivains méditerranéens » :

La revue *Souffles* est une publication semestrielle de l'Association des « Écrivains Méditerranéen », basée à Montpellier. C'est l'une des plus anciennes revues françaises de poésie et la plus ancienne du Languedoc. Pour le soutien à la publication et à la diffusion de cette revue remarquable, il est proposé d'affecter à l'association des « Écrivains Méditerranéens » une subvention de 700 € au titre de l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de subventions aux associations susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat correspondantes ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Délibération n° 13387

Certifié Exécutoire

19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture

19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte : Lmc 1105905-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**CULTURE – MUSÉE FABRE - ACCORD CADRE N°4112DC15 DE TRANSPORT D'ŒUVRES POUR LE MUSÉE FABRE - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT - AUTORISATION DE SIGNATURE ET APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole est engagé dans une politique active d'acquisitions d'œuvres, afin d'enrichir ses collections et renforcer son identité en complétant des ensembles déjà forts.

Des œuvres ont été attribuées également au musée Fabre par dons, legs, ou acquisitions sur le marché de l'art ou en vente publique.

Montpellier Méditerranée Métropole finance l'ensemble des achats, avec, pour les pièces les plus exceptionnelles, le soutien de l'Etat, du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM), la Fondation d'entreprises (mécène du musée Fabre) ou encore de l'association des Amis du Musée Fabre.

Le musée Fabre mène également, depuis sa rénovation, une politique dynamique de restauration d'œuvres d'art afin de présenter l'ensemble de sa collection au public (œuvres restaurées aux ateliers spécialisés par exemple : Versailles (C2RMF), Marseille (CIRCP) et chez les restaurateurs conventionnés.

Musée également reconnu pour ses expositions d'envergure internationale : les rétrospectives *F.-X. Fabre* en 2007 (avec Turin, Italie), *Courbet* en 2008 (avec le musée d'Orsay et le Metropolitan Museum of Art (N-Y, USA), *Alexandre Cabanel* en 2009 (Cologne, Allemagne), *Jean-Antoine Houdon* en 2010 (avec le Liebieghaus Museum, à Francfort, Allemagne), *Caravage et le caravagisme européen* en 2012 (en association avec Toulouse, et conjointement avec le LACMA – Los Angeles County Museum of Art et le Wasdworth Atheneum Museum, Boston), ou encore *Le Goût de Diderot* en 2014 avec Lausanne (Suisse), il présente également des artistes de la région au travers d'expositions « Hommages » comme : *Eve Gramatzki*, *Daniel Dezeuze*, *Pierre Buraglio*, *Pierrette Bloch* en 2009, *Stéphane Bordarier* en 2010, *Philippe Pradalié* en 2011 et *Viallat*, une rétrospective en 2014... pour ne citer que quelques-unes des 42 expositions présentées depuis sa réouverture en 2007.

A travers cette démarche, le musée Fabre – Montpellier Méditerranée Métropole reste fidèle à sa vocation de musée des Beaux-Arts, couvrant une large période chronologique, de la renaissance à nos jours, et un ensemble de techniques variées, peintures, sculptures, arts graphiques, et arts décoratifs.

Pour mener à bien les diverses activités et expositions temporaires, il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en vue de la conclusion d'accords cadres multi attributaires (3 attributaires sur chaque lot sous réserve d'un nombre suffisant de candidats), avec remise en concurrence à survenance du besoin, sur une période de quatre ans. Ces accords cadres porteront sur l'emballage, le transport aller et retour pour les œuvres appartenant au musée Fabre (donations, acquisitions, restaurations, échanges...) et sur l'emballage, le transport aller et retour, l'installation / la désinstallation, la prise en charge des convoyeurs aller et retour pour les expositions temporaires organisées par le musée Fabre – Montpellier Méditerranée Métropole ou conjointement avec le musée Fabre, des œuvres en provenance des Etats-Unis et des œuvres en provenance de tous les pays sauf les Etats-Unis.

Chacun des lots ci-après fait l'objet d'un accord cadre distinct :

LOT	DESIGNATION	MONTANT MAXIMUM POUR LA PERIODE (HT)
1	Emballage, Transport aller et retour des œuvres appartenant au musée Fabre (dons, acquisitions, restaurations, échanges....)	160 000 €

2	Emballage, Transport aller et retour, installation / désinstallation, prise en charge des convoyeurs aller et retour, pour les expositions temporaires organisées par le musée Fabre – Montpellier Méditerranée Métropole ou conjointement avec le musée Fabre des œuvres en provenance des Etats-Unis.	1 200 000 €
3	Emballage, Transport aller et retour, installation / désinstallation, prise en charge des convoyeurs aller et retour pour les expositions temporaires organisées par le musée Fabre – Montpellier Méditerranée Métropole ou conjointement avec le musée Fabre des œuvres en provenance de tous les pays sauf les Etats-Unis.	1 800 000 €

Le montant maximum pour les trois lots est donc de 3 160 000 Euros HT.

Chaque accord cadre à intervenir sera conclu pour une période 4 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres en vue de la conclusion des accords cadres relatifs aux prestations de transport des œuvres du musée Fabre et des expositions du musée Fabre,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les accords cadres à intervenir, sur les lots 2 et 3, avec les candidats retenus par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution de ces accords cadres.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Proc 1104872-DE*

30 NOV. 2015

30 NOV. 2015

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**CULTURE – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N° 4111DC15 DE TRANSPORT DES ŒUVRES DE L'EXPOSITION « FRÉDÉRIC BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME » AU MUSÉE FABRE - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT - AUTORISATION DE SIGNATURE ET APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole organise conjointement avec le musée d'Orsay (Paris) et la National Gallery de Washington (USA) une exposition intitulée « *Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme* » qui se déroulera au musée Fabre du 24 juin au 16 octobre 2016, au musée d'Orsay du 14 novembre 2016 au 5 mars 2017 et à Washington, à la National Gallery of Art, du 9 avril au 9 juillet 2017.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole est donc la première étape de cette grande exposition.

L'exposition, organisée de façon à la fois chronologique et thématique, souhaite présenter l'œuvre de Bazille en questions et en contexte. Par des confrontations judicieuses avec des œuvres d'autres artistes (Manet, Monet, Renoir, Delacroix, Courbet, Puvis de Chavannes etc.), elle montrera à quel point son travail participe activement aux problématiques picturales les plus avancées de son temps : le renouveau de la nature morte, le paysage réaliste, la figure en plein air, le nu moderne, etc., qui constitueront autant de sections du parcours.

Frédéric Bazille, mort sur le champ de bataille à vingt-neuf ans en 1870, fils de la grande bourgeoisie protestante montpelliéraine, destiné à la médecine, est devenu en quelques années un des membres les plus actifs du « groupe des Batignolles », tel que Fantin-Latour le dépeint dans son célèbre *Atelier aux Batignolles* (1870, musée d'Orsay). L'exposition souhaite redonner toute sa richesse et sa complexité à une carrière parfois réduite à n'être qu'un jalon des débuts de l'impressionnisme.

Pour cela, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole va emprunter des œuvres provenant des Etats-Unis, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Ecosse, de France, du Japon, de Russie et de Suisse.

Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert visant à la conclusion de marchés de prestations de service concernant l'emballage, le transport aller de l'ensemble des œuvres et retour des œuvres non présentées à la seconde étape (présentées à la seule étape de Montpellier), la prise en charge des convoyeurs aller et retour et effectuant le transfert, l'installation et la désinstallation de l'ensemble des œuvres prêtées dans le cadre de l'exposition.

Cette prestation de transport Aller / Retour fait l'objet de deux lots attribués par marchés séparés, définis comme suit :

LOT	DESIGNATION	MONTANT PREVISIONNEL (HT)
1	Transport aller et retour des œuvres provenant des Etats-Unis	250 000 €
2	Transport aller et retour des œuvres provenant de tout pays autre que les Etats Unis	400 000 €

Le montant global estimatif du transport aller et retour est donc de 650 000 € H.T.

Les marchés à intervenir seront conclus du 10 mai 2016 au 30 octobre 2016 et les prestations rémunérées par application, pour chaque marché, d'un prix global et forfaitaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert relatif au transport des œuvres de l'exposition « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme » au musée Fabre,

Délibération n° 13389

- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec le ou les candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution des marchés, y compris leur éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc1104874-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – MUSÉE FABRE - DEMANDE DE SUBVENTION FRAM - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC LR) et à la Région Languedoc-Roussillon de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre. A cet effet, il est proposé au Conseil de solliciter une subvention 2015 la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des oeuvres suivantes :

Alexandre Cabanel «Michel Ange visité dans son atelier par Jules II» : 95 000 €

Jean-Michel Meurice «Kaariye Walid 05» : 14 000 €

Jean-Michel Meurice «Zoile 10» : 12 000 €

Pierre Buraglio «Châssis, 1974» : 35 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM État et Région) pour l'achat des œuvres mentionnées ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

19 NOV. 2015

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Smc1104925-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## CULTURE – MUSÉE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2016 - AUTORISATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2016 son ambitieux programme d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics pour un montant global prévisionnel de 2 000 000 €.

La programmation 2016 comprend notamment les expositions « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme » du 24 juin au 16 octobre 2016 et « L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher et espaces d'interprétation multi-sensoriels » de décembre 2016 à mai 2017.

### *Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme*

Du 24 juin au 16 octobre 2016

Montpellier, ville natale du peintre, et le musée Fabre, qui possède l'un des plus riches fonds de cet artiste, rendent hommage à Frédéric Bazille (1841-1870) dans une grande exposition plus de vingt-cinq ans après l'événement *Bazille et ses amis impressionnistes* (Montpellier, musée Fabre ; New York, The Brooklyn Museum of Art, 1992-1993) et treize ans après l'exposition *Bazille* (Paris, musée Marmottan Monet, 2003). Cette exposition s'inscrit également dans la lignée des nombreuses expositions consacrées à la naissance de l'impressionnisme qui ont été organisées au cours de ces dernières années tout en montrant l'œuvre du peintre sous un nouveau jour. Ainsi, l'exposition souhaite redonner toute sa richesse et sa singularité à une œuvre parfois réduite à n'être qu'un premier jalon dans l'histoire de l'impressionnisme. A la fois monographique et thématique, elle présentera les créations du peintre, sa culture visuelle et les œuvres qui ont marqué son temps.

Cette exposition est le fruit d'une collaboration inédite entre les trois plus importantes collections d'œuvres de Bazille, le musée Fabre, à l'initiative du projet, le musée d'Orsay et la National Gallery of Art de Washington. Le comité scientifique de l'exposition se compose de Michel Hilaire, Directeur du musée Fabre, Conservateur Général du patrimoine, Paul Perrin, Conservateur des peintures au musée d'Orsay et Kimberly Jones, Associate Curator au département des peintures françaises de la National Gallery of Art de Washington. L'exposition a déjà reçu le soutien de nombreuses institutions françaises et étrangères ainsi que des collectionneurs privés.

### *L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher et espaces d'interprétation multi-sensoriels*

Décembre 2016 - mai 2017

*L'art et la matière* propose un concept innovant afin d'offrir un accès pour tous aux sculptures par un dispositif tactile (moulages) ainsi que par des espaces d'interprétation multi-sensoriels notamment à destination des plus jeunes (espace dédié).

Cet espace propose de favoriser la mixité des publics et d'enrichir la réflexion autour de l'approche sensible de l'œuvre d'art. Novatrice, cette démarche s'appuie d'abord sur une forte volonté d'accessibilité à tous les publics et répond à une demande. Les publics empêchés sont les premiers types d'usagers ciblés, bien que le projet prévoit également des espaces réservés afin d'accueillir d'autres types de public, notamment les enfants (dans le cadre familial et scolaire) mais aussi les adultes, tous rassemblés autour d'une autre expérience de l'art favorisant les échanges et les découvertes réciproques.

Ce projet assure la valorisation des collections du musée Fabre de façon pérenne : les moulages pourront être valorisés dans d'autres structures telles que des médiathèques ou maisons pour tous. Des projets de médiation hors les murs seront développés ayant pour finalité la venue au musée et la découverte des œuvres originales in situ.

L'exposition bénéficie déjà du soutien scientifique et matériel du musée du Louvre qui offre toute son expérience avisée en la matière et en proposant le prêt de cinq moulages de sculptures.

Au vu de cette programmation, il convient de présenter un dossier de demande de subventions les plus larges possible auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon concernant la mise en œuvre des expositions

temporaires organisées en 2016, l'édition des catalogues afférents et le programme d'action culturelle et éducative qui sera élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés.

Le Label d'Intérêt National (LIN) sera sollicité auprès du ministère de la Culture pour l'exposition « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme ».

Par ailleurs, le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC LR) et à la Région Languedoc Roussillon de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre. A cet effet, il est proposé au conseil de solliciter une subvention 2016 la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des œuvres.

Il convient également de déposer un dossier de demande de subventions les plus larges possible auprès de la DRAC Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possible auprès de l'État, de la DRAC Languedoc Roussillon, et de la Région Languedoc-Roussillon pour les acquisitions ainsi que la programmation 2016 du musée Fabre,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 1105253-DE*

**19 NOV. 2015**  
**19 NOV. 2015**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



## **CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de sa mission d'ouverture au plus grand nombre et de renouvellement de son public, le musée Fabre proposera de décembre 2016 à mai 2017 une exposition innovante intitulée « *L'art et la matière : une galerie de sculptures à toucher* ».

Partant de l'expérience des aveugles, ce projet proposera à tous les publics (adultes, scolaires, jeune public et tout petits, famille, champ social, champ du handicap, secteur médical, culture justice...etc) une nouvelle approche tactile et multisensorielle de l'art en général et de la sculpture en particulier.

L'accessibilité de l'exposition sera soutenue par une muséographie adaptée, proposant un parcours pour découvrir l'art autrement : espace d'introduction initiant les visiteurs au toucher, espace jeune public autour de la sculpture de Jacques Cœur, galerie des moulages avec les 5 moulages prêtés par le musée du Louvre, espace d'interprétation multisensoriel autour des techniques de la sculpture.

Pour mener à bien ce projet, le musée Fabre souhaite bénéficier du soutien culturel et scientifique ainsi que de l'expérience du musée du Louvre qui a inauguré en 1995 la première galerie tactile en France, installée au cœur même de ses collections.

Le présent partenariat a pour objet de définir les modalités de collaboration et d'échanges entre les parties en vue de l'accompagnement du musée Fabre dans la création de cette galerie tactile « *L'art et la matière* ».

Les axes principaux de ce partenariat portent sur les éléments suivants :

- Élaboration du programme muséographique et de médiation de la galerie
- Élaboration d'un programme d'études relatif aux questions d'accessibilité et des sens au musée Fabre
- Échanges, formation et apport d'expertise en matière de médiation
- Prêt de moulages de sculptures issus du département des Sculptures du musée du Louvre en vue de leur exposition dans la galerie du musée Fabre
- Valorisation et communication autour du projet

La mise en œuvre du partenariat se fera selon les modalités suivantes :

Pour le musée du Louvre :

- Prêt gracieux de 5 moulages de sculptures à toucher provenant des collections du musée du Louvre
- Exonération par le Louvre des droits à la formation « Toucher pour voir » soit 300 euros H.T.
- Mise à disposition gracieuse de ses équipes pour l'aide à la mise en place du projet (programmation scientifique et culturelle du projet, scénographie et médiation)

Pour le musée Fabre

- Prise en charge des frais de mission des équipes du musée du Louvre estimés à 1300 euros pour 3 ans (2015-2016-2017)

La convention entrera en vigueur le jour de sa signature et prendra fin après le retour définitif et complet des moulages au musée du Louvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le musée du Louvre,

Délibération n° 13392

- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture

19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte : Imc1105258-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

## **CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ MEDIAFFICHE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Pour la première fois depuis sa création, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole accueille une exposition événement sur l'art africain. A travers une superbe sélection de 160 pièces prêtées par les grandes collections publiques et privées d'Europe et d'Amérique du Nord - masques, statues, objets, photographies... - de techniques et de styles divers, l'exposition *Senufo : Art et identités en Afrique de l'Ouest* mène le public au cœur des sociétés initiatiques du *Poro* et du *Sandogo* dans le nord de la Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso. Cette riche production Senufo a fait l'objet de nombreuses études depuis les années 1930 et est aujourd'hui l'une des plus appréciées d'Afrique subsaharienne.

De dimension internationale, cette exposition est organisée par le Cleveland Museum of Art, nourrie des recherches de Susan Elizabeth Gagliardi, maître de conférences à l'université d'Emory, à Atlanta. Elle est présentée au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du réseau franco-américain de musées FRAME (French Regional and American Museum Exchange), après l'avoir été au Cleveland Museum of Art puis au Saint Louis Art Museum. Devenu incontournable sur l'arc méditerranéen, le musée Fabre se devait d'accueillir cette exposition, unique étape en Europe et qui entre en résonance avec le formidable succès du musée du Quai Branly à Paris.

Médiaffiche, SARL spécialisée en affichage urbain dans l'aire urbaine de Montpellier, est le premier afficheur indépendant local. Médiaffiche s'affirme depuis plus de 7 ans comme un mécène majeur du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, au travers de ses contributions financières à la Fondation d'Entreprises du musée Fabre, dont l'entreprise est membre depuis sa création en 2008, Médiaffiche a déjà grandement contribué à l'enrichissement des collections du musée. En 2013, Médiaffiche a réalisé un mécénat particulier à l'exposition *Le goût de Diderot : Greuze, Chardin, Falconet, David...*, dans le cadre d'un mécénat de compétence.

Fort de ces expériences, Médiaffiche souhaite renouveler son généreux soutien au musée Fabre en offrant des espaces publicitaires, au sein de son réseau d'affichage, pour l'exposition « Senufo, Art et identités en Afrique de l'Ouest », dans le cadre d'un mécénat de compétence. Cette prestation offerte permettra de soutenir les dépenses de communication prévues pour annoncer l'exposition et promouvoir sa fréquentation (Loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations).

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat en nature, évalué à 15 000 euros H.T, la société Médiaffiche bénéficiera de contreparties sous forme de prestations au musée, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée de la présentation de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser la société Médiaffiche communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société Médiaffiche à reproduire et à utiliser le nom et le Logotype « musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole » ainsi que le titre de l'exposition *Senufo : Art et identités en Afrique de l'Ouest*.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec la société Mediaffiche,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat avec la société Médiaffiche ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Délibération n° 13393

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc 1105255-DE

Pour ~~extra~~trait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ASSOCIATION ESSOR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans cette dynamique, en 2014, près de 1500 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée le projet mené avec l'association Essor, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

L'association Essor, dans le cadre de ses missions a pour vocation de proposer des activités culturelles et artistiques favorisant l'insertion et l'autonomie sociale des enfants, des adolescents et des familles du quartier du Petit Bard/Pergola à Montpellier. Le présent partenariat concerne une trentaine d'usagers en situation d'exclusion sociale.

L'association Essor s'engage à :

- ✓ Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre
- ✓ Assurer l'encadrement du groupe de 30 usagers lors de chaque séance
- ✓ Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre
- ✓ Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires, leur prise en charge et leur encadrement
- ✓ Valoriser le partenariat établi
- ✓ Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- ✓ Proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires
- ✓ s'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur,
- ✓ inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser
- ✓ mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités

Cette convention est conclue pour un an reconductible deux fois. Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin de définir conjointement les perspectives et objectifs à atteindre sur les périodes de reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Essor,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec l'association Essor, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13394

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 140 03 00-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - COMÉDIE DU LIVRE 2016 ET DÉVELOPPEMENT D'UNE RÉSIDENCE D'ÉCRIVAINS - DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE, DE LA RÉGION ET DU DÉPARTEMENT - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Comédie du Livre est une manifestation organisée chaque année depuis 30 ans à Montpellier. Devenue un événement littéraire majeur en France et un rendez-vous incontournable des nombreux lecteurs de Montpellier et de sa région, elle est considérée comme une des grandes manifestations littéraires au niveau national par le Centre National du Livre. Elle réunit un large public – plus de 80 000 visiteurs dont 22 000 participants aux ateliers, rencontres, débats, ..., et 5 000 jeunes participants à des actions scolaires pour l'édition 2015-, autour d'une programmation internationale riche et variée, faite de rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers, et tables rondes.

Sa 31ème édition se déroulera du 27 au 29 mai 2016, et aura pour thème la littérature italienne. Elle verra notamment se développer les « Préfaces de la Comédie du Livre », accueils et rencontres d'auteurs dans les différentes communes de Montpellier Méditerranée Métropole au cours des semaines qui précèdent la manifestation elle-même.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en marge de la manifestation, développer une résidence d'écrivains, qui sera installée dans un bâtiment métropolitain situé sur la commune de Lattes, à proximité du musée Henri Prades.

Par délibération en date du 30 septembre 2015 a été décidé à la majorité qualifiée des membres du Conseil de Métropole que la Comédie du livre était une manifestation d'intérêt métropolitain. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à la Ville de Montpellier, dès le transfert effectif de la manifestation, pour tout ce qui concerne les droits et obligations relevant de la préparation de la Comédie du Livre 2016.

Aussi est-il proposé dans ce cadre, et compte tenu de l'importance de cette manifestation, d'autoriser le dépôt d'un dossier de demandes de subvention du montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre, acteur incontournable du secteur de la lecture publique au niveau national, et auprès des Collectivités partenaires de la lecture publique et de la valorisation du livre, pour l'organisation de la Comédie du Livre et pour le soutien de résidences d'écrivains.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subvention d'un montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre, de la Région et du Département dans le cadre de l'organisation de la Comédie du Livre 2016 et le soutien de résidences d'écrivains,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les demandes de subventions susvisées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc 140 5373-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. E. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. E. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS LIÉS À L'ORGANISATION D'UNE RENCONTRE AVEC LE POÈTE SYRO-LIBANAIS ADONIS - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de son programme annuel de Rencontres littéraires, la médiathèque centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole invite, en collaboration avec la librairie Sauramps, mais aussi d'autres partenaires culturels, des écrivains, auteurs, universitaires et intellectuels de renom pour aller à la rencontre de ses publics.

En octobre dernier sont parus aux éditions du Seuil deux nouveaux volumes du poète syro-libanais ADONIS, qui est parmi les 200 noms sélectionnés pour le Prix Nobel de Littérature 2015.

Ces publications, comme l'ensemble de l'œuvre poétique et philosophique d'ADONIS, sont l'occasion d'inviter cet immense poète à Montpellier, à la médiathèque centrale Emile Zola, lors de deux soirées exceptionnelles en novembre prochain. Cet événement s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole, ouverte sur la Méditerranée.

Ainsi seront proposés :

- Un dialogue débat entre ADONIS et André VELTER, directeur de la collection *Poésie* de Gallimard et ami de longue date d'ADONIS, le vendredi 27 novembre 2015.
- Une lecture/récital, en arabe et français, de poèmes d'ADONIS dits par Rachida BRAKNI, ancienne pensionnaire de la Comédie Française, actrice et réalisatrice de cinéma), accompagnés d'intermèdes musicaux assurés par un joueur d'oud, Mohanad ALJARAMANI, le samedi 28 novembre.

Compte tenu de l'importance de cet événement et de la notoriété de ces intervenants, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais réels liés à leur venue à Montpellier, pour un montant maximal de 4 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue d'ADONIS, d'André VELTER, de Rachida BRAKNI et de Mohanad ALJARAMANI,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc 1105246-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUR





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DU LIVRE ET DE LECTURE AUPRÈS DES PERSONNES PLACÉES SOUS MAIN DE JUSTICE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11286 du 28 novembre 2012, le Conseil a autorisé la signature d'une convention de partenariat pour le développement du livre et de la lecture auprès des personnes placées sous-main de justice, avec le Département de l'Hérault, la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault, la Direction Interrégionale Sud de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, et le Centre Pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce partenariat, qui s'inscrit dans le cadre des orientations nationales en matière de politique de lecture auprès des personnes placées sous-main de justice, arrive à terme. Fort de cette expérience fructueuse, les différents partenaires, auxquels s'ajoute l'Unité Pédagogique Régionale de l'Education Nationale de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse, souhaitent aujourd'hui poursuivre leurs engagements dans le domaine de la cohésion sociale, et pour cela établir une nouvelle convention.

Sur le plan local, cette convention s'inscrit dans la continuité des différentes actions auxquelles participait la médiathèque George Sand située à Villeneuve-lès-Maguelone bien avant son transfert à Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole.

Le bilan de la précédente convention montre un impact positif sur les personnes sous-main de justice.

Elle reconduit également les termes de la collaboration entre les signataires de ce document concernant des actions concourant au développement d'une politique vivante de lecture publique au sein du Centre Pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone et auprès de l'ensemble des personnes majeures et mineures suivies en milieu ouvert.

Les partenaires de la présente convention considèrent que le livre peut offrir aux personnes placées sous-main de justice un espace d'ouverture au monde, mais également être un outil de formation et de préparation à l'insertion. Il peut également nourrir leur imaginaire dans un moment de difficulté et d'exclusion de la vie sociale. Les actions, dans ce domaine, contribuent en outre à la prévention et à la lutte contre l'illettrisme. Elles participent pleinement à la prévention de la délinquance et de la récidive.

L'objectif est donc de faire accéder ce public à la culture, grâce à des interventions suivies autour du livre et de la lecture et via les documents déposés au Centre Pénitentiaire par la médiathèque George Sand de Montpellier Méditerranée Métropole. Les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole sont également susceptibles d'accueillir des personnes sous-main de justice et en voie de réinsertion.

La convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle peut être dénoncée ou amendée, par avenant et en accord avec tous les signataires, chaque année lors de la réunion des partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat pour le développement du livre et de la lecture auprès des personnes placées sous main de justice,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Délibération n° 13397

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc1104803-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE - MARCHÉ N°3567DC15 - LOT N°2 : ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°10509 du 29 novembre 2011, le Conseil a approuvé le lancement de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil a approuvé le programme et le budget de l'opération, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, conformément à l'article 74 chapitres II et III du code des marchés publics.

Par délibération n°12757 du 05 février 2015, le Conseil de Métropole a attribué au groupement, représenté par son mandataire, le cabinet d'architecture F.G.A., François Guibert Architecture, le marché de maîtrise d'œuvre n°3411DC13.

Afin de conduire cette opération, il convient de confier à un prestataire extérieur la mission technique annexe relative à l'organisation, le pilotage et la coordination des entreprises du chantier.

Dans cette perspective, un appel d'offre a été publié le 15 janvier 2015, en application des articles 33 et 57 à 59 du code des marchés publics.

A l'issue de l'analyse des offres remises le 2 mars 2015, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 08 avril 2015 a décidé qu'il était nécessaire de demander des précisions à un des candidats présentant une offre potentiellement anormalement basse.

A l'issue de deux demandes successives de précisions et après analyse complémentaire, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 06 octobre 2015 a rejeté l'offre définie comme anormalement basse, en application du Code des marchés publics et décidé de retenir pour l'exécution de ces prestations l'entreprise ING Méditerranée présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation, pour un montant global et forfaitaire de 32 500 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3576DC15, lot n°2 à l'entreprise ING Méditerranée pour un montant de 32 500 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché précité ainsi que les actes relatifs à son exécution, y compris une éventuelle résiliation, et tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc 1104898 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – MARCHÉ N°4116DC15 DE PRESTATIONS D'ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES COLLECTIONS DU RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis 2008, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole a confié l'ensemble de l'équipement matériel de ses collections à un prestataire extérieur. Cet équipement matériel consiste à permettre le prêt de ces documents grâce à la plastification et au renfort des imprimés, la confection et la pose des étiquettes de cotation sur tous les supports, la reliure de certains documents imprimés et la rénovation de documents multimédias.

Cette mesure a permis un gain de temps non négligeable entre le moment de l'acquisition de ces documents et leur mise à disposition du public, tout en dégageant du temps de travail pour les agents du réseau des médiathèques, temps qui a pu être mis à profit pour élargir l'amplitude horaire d'ouverture des établissements et améliorer l'accueil des usagers.

Le marché n°3689DC15 relatif à cet équipement matériel des collections arrivant à échéance le 26 avril 2016, il convient, afin d'assurer la continuité du service rendu au public, de lancer une procédure d'appel d'offres, en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Ce marché sera conclu sous forme d'un marché à bons de commande et se décomposera en 4 lots, dont les intitulés et les montants minimaux et maximaux annuels seront les suivants :

- Lot 1 : Equipement des imprimés et multimédias : montant minimal annuel de 90 000 € H.T., montant maximal annuel de 130 000 € H.T.
- Lot 2 : Reliure des imprimés : montant minimal annuel de 10 000 € H.T., montant maximal annuel de 20 000 € H.T.
- Lot 3 : Resurfaçage des CD, DVD et Blue-ray : montant minimal annuel de 1 500 € H.T., montant maximal annuel de 4 500 € H.T.
- Lot 4, comportant une clause sociale : Equipement de petites quantités tous supports avec traitement et livraison rapide : montant minimal annuel de 5 000 € H.T., montant maximal annuel de 15 000 € H.T.

Ce marché prendra effet à la date sa notification et pour une durée d'un an. Il pourra être expressément reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif aux prestations d'équipement matériel des collections du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser la signature du marché avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution du marché et à signer tout document relatif à cette affaire, y compris le cas échéant sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc1105203-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON POUR LE SPECTACLE "MUSIQUES COSMIQUES" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le Planétarium Galilée a développé des partenariats dans la sphère éducative comme dans la sphère artistique pour la création de spectacle originaux, avec le Conservatoire à Rayonnement Régional pour « Pastiches et mélanges de l'espace » (2005), avec l'École Supérieure des Beaux-arts, pour la création de vidéos au format hémisphérique (2009).

Une première expérience avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier avait abouti à la création d'un concert éducatif, « Harmonies célestes », qui avait pour objet d'illustrer les images vidéo produites par le Planétarium de trois états ou étapes de la création de l'Univers par des musiques.

Dans le cadre de sa programmation 2015/2016, l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM) a souhaité s'associer à nouveau au Planétarium Galilée pour la création des *Planètes* de Gustav Holst les 6 et 8 novembre 2015 à l'Opéra Berlioz/Le Corum, et le 7 novembre 2015 à la Scène Nationale Le Cratère d'Alès.

Dans cette perspective, il convient d'établir une convention afin de préciser les modalités de mise en œuvre d'un partenariat entre le Planétarium Galilée et l'OONM.

Trois concerts intitulés « Musiques Cosmiques » seront ainsi programmés. Ce programme musical sera composé de *La Mer*, de Claude DEBUSSY, et *Les Planètes*, de Gustav HOLST.

Chaque concert sera entièrement monté par l'OONM et comprendra une prestation de l'Orchestre National Montpellier Languedoc-Roussillon. Plus particulièrement, *Les Planètes*, de Gustav HOLST sera joué en même temps que sera diffusée une illustration visuelle des différentes planètes, préparée et fournie par le Planétarium.

Ce partenariat ne donnera pas lieu à paiement de prestations ou contrepartie financières, chaque partenaire supportant les dépenses relatives à ses propres prestations. Il est prévu qu'une captation puisse être faite du concert par l'Opéra Orchestre et que les documents de communication mentionnent expressément les logos des partenaires pour valoriser cette action. Enfin, ces concerts feront l'objet d'une demande de labellisation pour « 2015, Année de la lumière en France » dans le contexte plus général de « 2015, Année internationale de la lumière et des techniques utilisant la lumière » (AIL 2015) proclamée par l'UNESCO.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon pour le spectacle "Musiques cosmiques",
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Smc 1405311 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -  
ACTUALISATION DES TARIFS DE LA BOUTIQUE - AUTORISATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibérations successives dont la dernière en date, la délibération n°13098 du 29 juin 2015, le Conseil de Métropole a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades de Lattes.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée et dans la perspective de la nouvelle exposition d'archéologie « Les Etrusques en toutes lettres », il convient d'ajouter de nouvelles références : 53 ouvrages (prix de vente de 3 à 42 €), 2 nouvelles reproduction de bijoux antiques (prix de vente de 12 et 39 €) ainsi que 3 cartes postales (prix de vente de 0,5 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires de la boutique du site archéologique Lattara-musée Henri Prades,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015  
19 NOV. 2015  
Imc1104904-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET



**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONTRAT DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION "L'ÉCRITURE DE L'ÉGYPTE ANCIENNE" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole et le Laboratoire d'Excellence (LabEx) Archimède, porté par l'Université Paul Valéry Montpellier 3 (UMR 5140), projettent d'organiser une exposition temporaire intitulée « *L'écriture de l'Égypte ancienne* » (titre provisoire). Cette exposition, dont la conception scientifique sera assurée conjointement par le musée Henri Prades et le LabEx, sera présentée au musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole à Lattes du 9 juillet 2016 au 2 janvier 2017.

La formalisation des modalités de collaboration entre les parties susmentionnées nécessite la conclusion d'une convention de coorganisation, qui définit plus particulièrement les engagements de chacun.

Selon les termes de la convention proposée, le musée Henri Prades s'engage notamment à assurer l'organisation de l'exposition dans ses salles : transport des œuvres et objets, conception et scénographie de l'exposition, rédaction des textes de cartels et textes muraux en collaboration avec les commissaires scientifiques, ... Le musée Henri Prades assure en outre le financement de l'exposition, évalué à ce stade à 130 000 € T.T.C.

Le LabEx Archimède s'engage quant à lui à assurer la conception et le financement du catalogue de l'exposition, à participer aux recherches sur les objets présentés, à prêter gratuitement au musée Henri Prades des objets archéologiques de la collection de l'Institut d'Égyptologie François Daumas qui seront présentés dans le parcours de l'exposition, ainsi que les visuels associés.

Enfin, le musée Henri Prades et le LabEx conviennent de mentionner la participation de chacun des cocontractants dans les documents de communication établis pour la promotion de l'exposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du contrat de coorganisation de l'exposition 2016-2017 « L'écriture de l'Égypte ancienne » entre Montpellier Méditerranée Métropole et le LabEx Archimède,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat susmentionné, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : SMC 1104844-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – CORUM - MARCHÉ N°4117DC15 - TRAVAUX D'ÉTANCHÉITÉ DE TOITURES TERRASSE, D'ESCALIERS, DE FAÇADE PIERRE, DE MAÇONNERIE, DE VERRIÈRES, DE SERRURERIE ET D'ASCENSEUR - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

D'importantes fuites d'eau et désordres récurrents ont été constatés à l'intérieur du Corum à Montpellier. Depuis le transfert de la gestion du clos et du couvert de cet établissement à la Métropole de Montpellier, celle-ci a entrepris des investigations et procédé au diagnostic de ces désordres.

Ces diagnostics maintenant terminés, il convient désormais de mettre en œuvre les travaux d'étanchéité afin de résorber les désordres constatés. Dans cette perspective, au vu de l'ampleur des travaux à mener, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics, en vue de la conclusion de marchés de travaux allotés et évalués comme suit :

	Estimation prix forfaitaire € H.T.	Part à commande Mini-Maxi € H.T.
lot n°1 - Etanchéité	643 300 €	0 – 60 000 €
lot n°2 - Pierre de façade maçonnerie	Solution de base : 589 000 € Option gardiennage : 168 000 €	0 – 150 000 €
lot n°3 - menuiseries extérieures serrurerie	705 000 €	
lot n°4 – ascenseur	58 000 €	
<b>TOTAL</b>	<b>2 163 300 €</b> (option comprise)	

Les marchés à intervenir seront conclus pour une durée prévisionnelle de travaux de 22 mois au total, qui pourra être divisée en trois tranches fonctionnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature des marchés à intervenir avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités territoriales,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, y compris relatif à l'éventuelle résiliation des marchés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : Imc 1105404-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - LOCAUX ENSAD -  
PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SMABTP, AXA ASSURANCE  
IARD, MMA ET QUALICONSULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Selon acte d'engagement du 22 novembre 2000, la Métropole a passé un marché public de maîtrise d'œuvre pour l'extension du Conservatoire National de Région, avec notamment, le bureau d'études structures BET BEST MELCHERS. Ces locaux sont mis à la disposition de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique.

Seize lots ont ainsi été attribués, dont le lot n°2 "charpente, bois, couverture", attribué, par acte d'engagement du 10 août 2001, à la SARL LES TOITURES D'AUJOURD'HUI.

Par ailleurs, le bureau « Qualiconsult » a également participé à l'acte de construction.

Les opérations de réception ont été réalisées sans réserve le 28 août 2003 s'agissant du lot n°2, puis le 27 octobre 2003 concernant le lot n°1.

A partir de 2008, des anomalies ont été constatées sur la charpente du Conservatoire. Des travaux de reprises ont donc été entrepris par la société "Structure Bois Couverture".

En janvier 2012, le maître d'ouvrage a décidé de convoquer à une expertise amiable tous les participants à l'acte de construction susmentionnés, dans le but de déterminer les causes et origines des dommages, de constater leur ampleur, et de trouver un accord sur les mesures à prescrire pour d'une part circonscrire le sinistre, et d'autre part réparer les désordres.

L'expertise amiable étant restée infructueuse, la Métropole a décidé d'assigner en référé expertise tous les intervenants susvisés, ainsi que leurs assureurs respectifs, afin que soient constatées de manière contradictoire l'ampleur et les causes du désordre.

Suivant ordonnance RG n°13/31295, M Fabrice OGER était désigné en sa qualité d'expert, et sa mission étendue suivant ordonnance RG n°14/30505.

Il a déposé, le 17 novembre 2014, un rapport complet, dans lequel il fixe les responsabilités suivantes :

- 42% TOITURE D'AUJOURD'HUI et partant, son assureur décennal signataire des présentes la compagnie AXA ;
- 40% SBC et partant, son assureur décennal signataire des présentes, la compagnie Mutuelles du Mans Assurances (MMA) ;
- 12% BEST MELCHERS et partant, son assureur décennal signataire des présentes la compagnie SMABTP ;
- 6% QUALICONSULT.

Il retient ensuite, au principal, la somme de 36 372 euros pour, entre autre, les mesures conservatoires, les travaux de reprise, le préjudice de jouissance et la sommes de 11 139,31 euros pour les dépens tels que frais d'huissier et d'expertise.

Les parties ayant convenu de transiger, il est proposé une résolution amiable de ce litige via la signature d'un protocole transactionnel entre Montpellier Méditerranée Métropole, la compagnie SMABTP, AXA Assurances IARD, MMA et QUALICONSULT, sur la base des conclusions indemnitaires du rapport d'expertise, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi selon les termes de ce protocole, les entreprises sus mentionnées procèderont au versement de l'intégralité de la somme au prorata des taux de responsabilité fixés par l'expert à Montpellier Méditerranée Métropole, qui a déjà avancé les frais d'huissier et d'expertise et qui procèdera à l'exécution des mesures conservatoires et travaux de reprises.

Délibération n° 13404

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole d'accord transactionnel,
- dire que les recettes sont inscrites au budget principal, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole d'accord transactionnel.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc 110 3810 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION  
MULTIPARTITE ENTRE LES CONSERVATOIRES DE LA RÉGION LANGUEDOC-  
ROUSSILLON ET DANS LE CADRE DU DIPLOME D'ETUDES MUSICALES (DEM) -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La loi du 13 août 2004 relative à la liberté et aux responsabilités locales et au décret du 16 juin 2005 portant sur la création des Diplômes Nationaux d'Orientation Pédagogique (D.N.O.P.) de musique, de danse et d'art dramatique, prévoit que le Diplôme d'Etudes Musicales (D.E.M.) doit évoluer et être remplacé par le D.N.O.P.

La mise en œuvre de cette évolution se fait progressivement. Dans cette optique, les Conservatoires de la Région Languedoc-Roussillon ont décidé de travailler ensemble à la délivrance de l'Unité d'Enseignement (U.E.) de la discipline dominante de la fin de cycle spécialisé afin d'harmoniser les niveaux, cursus et formations, de favoriser l'émulation entre les élèves, et d'apporter une meilleure reconnaissance au niveau national du D.E.M. délivré par chaque établissement.

Pour cela, les établissements s'engagent à mutualiser leurs moyens, dans le cadre des évaluations d'entrée et de sortie de l'U.E. de la discipline dominante des élèves du cycle spécialisé. Enfin, dans le cadre de ce réseau régional, la collaboration avec les autres Conservatoires à Rayonnement Intercommunal est aussi engagée afin de créer des passerelles et promouvoir une cohérence territoriale d'offres et de parcours.

Un projet de convention multipartite portant mise en place des examens d'entrée en cycle spécialisé et de délivrance de l'unité d'enseignement des disciplines dominantes instrumentales et vocales du diplôme d'études musicales est mis en œuvre. Son objet est, de définir entre les parties, les modalités de mise en œuvre des examens d'entrée et de sortie de l'U.E. de la discipline dominante pour l'obtention du D.E.M., afin de garantir la sécurité juridique, l'égalité d'accès et de traitement des élèves auxquels va s'appliquer ce dispositif.

La convention concerne l'année scolaire 2016/2017 et prendra effet, sous réserve que le dispositif du D.E.M. organisé en réseau régional figure dans le règlement des études du Conservatoire concerné, au moment de l'examen. La présente convention sera renouvelée, annuellement par tacite reconduction, dans la limite de trois ans.

Cette convention sera formalisée avec les partenaires suivants : Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, Perpignan Méditerranée Communauté d'Agglomération, la ville de Nîmes, et La Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, Perpignan Méditerranée Communauté d'Agglomération, la Ville de Nîmes et la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : 19 NOV. 2015  
Smc 110 4537-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**CULTURE – PRATIQUES ARTISTIQUES DES PUBLICS 11-17 ANS - CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2015 AVEC LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALES DE L'HÉRAULT (CAF) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de sa politique d'éducation artistique et culturelle la Métropole a initié en 2013 un dispositif pluri-annuel expérimental des pratiques artistiques et culturelles des publics 11-17 ans.

Cette considération des pratiques artistiques et culturelles des publics jeunes s'inscrit dans la logique de parcours culturels. Le public cible est la population 11-17 ans des communes, moins captive et souvent en recherche de repères et de projets porteurs auxquels le champ artistique et culturel peut répondre.

L'enjeu pour la Métropole et ses communes membres est de sensibiliser, par la pratique, des publics jeunes encore très absents des offres artistiques et culturelles de la Métropole.

Cette action est soutenue financièrement par la CNAF qui appuie la structuration d'une offre de loisirs diversifiée et réellement adaptée aux spécificités des adolescents. Ce dispositif est relayé sur le département par la CAF de l'Hérault en lien direct avec les acteurs locaux que sont les collectivités territoriales.

A la suite de la phase d'expérimentation, ce sont aujourd'hui 20 communes de la Métropole qui sont associées au dispositif et peuvent bénéficier de programmes de pratiques artistiques et culturelles des publics 11-17 ans. Cette démarche s'inscrit pour l'année 2015 comme un des volets de la manifestation « La métropole en fête » ; le choix des communes s'est fait par leur proximité avec le positionnement des chapiteaux de la manifestation (Beaulieu, Saint Georges d'Orques).

Secteur Ouest : Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Cournonterral, Pignan, Saint Georges d'Orques, Cournonsec, Saussan, Saint Jean de Védas, Juvignac.

Secteur Est : Beaulieu, Saint Drézéry, Restinclières, Saint Bres, Montaud, Sussargues, Baillargues, Saint Génies des Mourgues, Castries, Vendargues.

Les services jeunesse des communes sont directement associés à l'organisation et au repérage des jeunes en étroite collaboration avec les services de la Métropole. La programmation est définie en lien étroit avec les communes.

L'offre de Métropole vient ainsi compléter l'offre de loisirs extrascolaires des communes en leur apportant des compétences spécifiques culturelles en proximités intercommunales.

Les axes principalement développés à ce jour auprès des publics 11-17 ans sont :

- Des sessions régulières autour des arts du cirque et de rue sur deux niveaux : sensibilisation et approfondissement.
- Des sessions régulières autour des pratiques théâtrales et des arts scéniques sur trois niveaux : sensibilisation, approfondissement et création.
- Des ateliers de pratiques autour du multimédia.

Ces projets sont menés par des établissements de la Métropole ou des acteurs associatifs spécialisés sur la question des pratiques artistiques et culturelles des publics adolescents.

Ils se déroulent sur les diverses communes afin de favoriser des mutualisations de locaux et de moyens. Les groupes mêlent des publics des diverses communes dans la logique de leurs bassins de vie.

Plus d'une centaine de jeunes originaires des différentes communes suivent déjà, de façon régulière, ces actions de pratiques artistiques et culturelles. Plus de 3500 heures d'activités ont été assurées par la Métropole sur 20 mois d'initiation du dispositif.

Un budget de 20 000 € a été fléché pour l'année 2015 sur ce dispositif. La CAF de l'Hérault propose d'apporter un financement global à même hauteur, soit 20 000 €. Il convient dans ce cadre de conclure

Délibération n° 13406

avec la CAF de l'Hérault 3 conventions de financement, chacune venant soutenir le développement de l'un des trois axes susmentionnés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des conventions d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions susmentionnées ainsi que tout document découlant de cette affaire.###13;

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : **19 NOV. 2015**

Déposé En Préfecture

Le : **19 NOV. 2015**

Numéro de l'acte : **Lmc1104197-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL



**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION "GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence économique, Montpellier Méditerranée Métropole élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international. Elle mène également des actions visant à soutenir l'emploi et faciliter l'accès à l'emploi des jeunes et des publics éloignés de l'emploi.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, à l'innovation, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation des entreprises. Elle favorise les synergies entre les entreprises et l'ensemble de la sphère économique, notamment par le soutien aux pôles d'activités, aux universités, aux établissements d'enseignement supérieur.

Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, dans le cadre de ses missions d'intérêt général, de soutenir l'action du Groupe Sup de Co Montpellier, en devenant membre de la gouvernance par délibération du 8 octobre 2012, en tant que membre fondateur de cette association, aux côtés de la Région Languedoc-Roussillon, de la CCI Montpellier, de la CRCI Languedoc-Roussillon, du Département de l'Hérault et de l'Association des Diplômés du Groupe Sup de Co Montpellier Business School.

Le Groupe Sup de Co Montpellier Business School est dotée d'une véritable gouvernance répondant aux standards internationaux facilitant l'accès aux accréditations indispensables à sa survie et à son développement. Ce processus est une réponse adaptée aux enjeux que doit relever au XXIème siècle un groupe d'enseignement supérieur et de recherche en sciences de gestion et du management.

Le Groupe Sup de Co Montpellier Business School programme actuellement la relocalisation de son campus. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, ce projet de relocalisation du Groupe Sup de Co est la traduction d'une vision partagée du développement économique du territoire.

En effet, Montpellier Méditerranée Métropole planifie et aménage la Ville de demain, à travers le SCoT, et déploie ces projets stratégiques en cohérence avec les objectifs de développement économique. Par ailleurs, il est largement reconnu qu'une Business School performante renforce pleinement l'attractivité et la valorisation économique du territoire d'une Métropole.

L'objectif du « Groupe Sup de Co Montpellier Business School » est de passer de 2400 à 3000 étudiants en formation initiale en 2018, auxquels s'ajouteraient 1000 participants aux programmes de formation continue et professionnelle.

L'établissement comprend un centre de recherche, le Centre d'Études et de Recherche sur les Organisations et le Management (CEROM) ainsi qu'à l'avenir toute autre programme, école ou organisation que l'association pourra créer ou reprendre dans le cadre de ses dispositions statutaires. Le GSCM (Groupe Sup de Co Montpellier) - Montpellier Business School regroupe 4 grands programmes de formation initiale et continue :

- **Le programme Bachelor of International Business Administration (BIBA) :** il permet à ses étudiants d'obtenir un triple diplôme de niveau Undergraduate (Bachelor / Licence).

- **Le programme Master Grandes Ecoles**, École Supérieure de Commerce de Montpellier : programme historique du groupe de formation des Managers en 4 ou 3 années selon le recrutement.
- **L'Executive MBA, accrédité par l'AMBA** (l'Association des MBA) : organisme qui accrédite les programmes Grande Ecole ainsi que les Master of Business Administration des business schools, et qui donne aux professionnels expérimentés un suivi en temps partagé, en 1 ou 2 ans, de positionnement sur l'innovation managériale et l'ouverture sur les marchés de la Méditerranée.
- **Enfin, le BAC + 2 « responsable d'établissement touristique » s'inscrit parfaitement dans la stratégie de développement des activités touristique de Montpellier Méditerranée Métropole, en permettant la formation de managers directement opérationnels dans le secteur du Tourisme.**

Depuis 2012, le programme Master Grande Ecole – ESC Montpellier du Groupe Sup de Co Montpellier Business School est chaque année classé dans les **50 premières places du prestigieux classement mondial du Financial Times**.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses compétences obligatoires et de sa politique en faveur du développement économique et de l'emploi, souhaite renouveler son soutien financier à l'association « Groupe Sup de Co Business School » à hauteur de 100 000 € pour l'année 2015.

**Ce soutien vise à aider le « Groupe Sup de Co Montpellier » à accomplir les missions poursuivies par l'association, tant par la formation initiale, par l'apprentissage, que par la formation professionnelle continue, notamment MBA, par les activités de recherche indispensables à leur conduite et par la diffusion et la publication par tous moyens des travaux de recherche, de programmes d'enseignement et, plus généralement, toute activité de nature à promouvoir l'enseignement supérieur à la gestion et au management.**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association "Groupe Sup de Co Montpellier Business School",
- autoriser le versement d'une subvention de 100 000 euros à l'Association "Groupe Sup de Co Montpellier Business School" au titre de l'année 2015,
- dire que les crédits correspondants à la dépense sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : **Lmc Mo 5237 DE**

**19 NOV. 2015**

**19 NOV. 2015**

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président.

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS -  
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation de 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2015, il est proposé d'affecter la subvention à la manifestation suivante :

**44<sup>ème</sup> Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSODOVITCH, organisera le 12 décembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 44<sup>ème</sup> Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier ».

Cette manifestation, événement majeur de l'école Polytechnique Universitaire de Montpellier et de sa Région, doit réunir étudiants, partenaires pédagogiques, scientifiques et économiques afin de célébrer la promotion d'ingénieurs, qui après trois années passées à Montpellier, vont devenir les ambassadeurs permanents de Montpellier à travers le monde. Cette cérémonie va rassembler entre 1 200 à 1 500 personnes.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire **19 NOV. 2015**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc Mo 5128-DE*

Pour ~~extra~~trait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt « Investissement d'Avenir », un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 14 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariats avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1<sup>er</sup> aout 2012, la SATT dénommé AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon. avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT), la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique et l'arrêté n°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire, le Conseil a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR ;
- en date du 31 mars 2015 sur les nouvelles modalités d'intervention financière de Montpellier Méditerranée Métropole et modèle type de convention de financement des projets.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR du 28 mai et du 8 octobre 2015, trois projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation « E-DENT » : vise à développer une solution logicielle permettant à un chirurgien-dentiste de lire et d'analyser des images et des vidéos enregistrées à distance à l'aide d'une caméra numérique intra-buccale utilisant la fluorescence. La start-up e-DENT souhaite se positionner en tant que leader mondial de la télémédecine bucco-dentaire en proposant un service innovant de téléconsultation pour des patients ayant des difficultés d'accès à un chirurgien-dentiste.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché au laboratoire Bio-ingénierie et Nanoscience (LBN), EA 4203, UM-CHRU, équipe Bio-photonique et diagnostique.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 180 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (70 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (50 000 €), le FEDER (50 000 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (10 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « ADAGE » : vise à développer une suite logicielle complète de création et développement de jeux vidéo et jeux sérieux pour la personnalisation de parcours de formations professionnelles ou individuelles.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché au laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM), UMR 5506 - Université de Montpellier / CNRS.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 335 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (100 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (112 500 €), le FEDER (112 500 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (10 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation « CONTACT » : vise à développer un système de radiocommunication entre des objets connectés et un nano satellite. Le nano satellite pouvant survoler n'importe quel point du globe, il permettra ainsi de récolter les informations d'objets connectés situés partout dans le monde où des réseaux de communication ne sont pas installés ou ne peuvent pas être installés (mers, océans, montagne, ...). Les données collectées seront transférées au sol pour être mises à disposition des clients. Une start-up sera créée pour développer, commercialiser et opérer cette solution.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché au Centre Spatial Universitaire de l'Université de Montpellier.

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 718 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (336 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (166 000 €), le FEDER (166 000 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (50 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable du Comité d'investissement et sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur leur financement, il est proposé au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole d'apporter une contribution à ces projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Métropole, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 70 000 €, le financement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses d'équipement, telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement des trois projets :

- E-DENT : 10 000 €
- ADAGE : 10 000 €
- CONTACT : 50 000 €

Cette participation est imputée sur le financement de 500 000 € voté par le Conseil d'Agglomération en date du 28 juillet 2011 pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de financement et l'attribution des subventions aux projets de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13365

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Certifié Exécutoire

19 NOV. 2015

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Imc1104997-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2015 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA MÉTROPOLE, LA SAAM ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique de notre territoire. Les synergies développées entre la Métropole et ces sociétés sont un des principaux éléments de notre dynamisme.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation de nos principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le SIMI, salon de l'immobilier d'entreprise rassemble pendant trois jours, du 2 au 4 décembre 2015, près de 25 000 professionnels et 440 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise en France.

Il s'agit pour la SERM et la SAAM d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations et favoriser les prospects. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes (dirigeants, administrateurs et techniciens).

Ce succès passe également par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Métropole pour apporter aux investisseurs et opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé, dans ce cadre, la signature d'une convention ayant pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Métropole, et de définir les modalités de prise en charge par la SERM et la SAAM des frais inhérents à la participation d'élus et d'agents de la Métropole à ce rendez-vous économique de renommée internationale, dans la limite de 7 500 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier relative à leur participation au SIMI du 2 au 4 décembre 2015,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire **19 NOV. 2015**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Smc 1105254-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU  
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

## **DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ACCORD CADRE N°3914 RELATIF À L'ÉLABORATION DU PROJET " MONTPELLIER MÉTROPOLE TERRITOIRES " - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Suite aux évolutions institutionnelles en cours, que sont la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole ainsi que la création d'une grande région à partir de celles du Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées, et à la définition des sept piliers stratégiques et des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole, il a été décidé, par délibération du 29 juin 2015, de mettre en œuvre une démarche d'élaboration d'un projet de territoire : « Montpellier Métropole Territoires » avec pour objectif principal de fixer un cap à un développement durable et équilibré du territoire, respectueux de l'échelle communale.

L'ambition de cette démarche est de concevoir un grand projet intégré pour aménager un territoire de référence au plan national en matière de développement durable.

L'enjeu majeur de cette démarche est de renforcer l'attractivité du territoire, en s'appuyant et en déclinant spatialement les sept piliers stratégiques, fondateurs du projet :

- 1/ la Santé, au sens de l'OMS (bien-être, qualité du cadre de vie...),
- 2/ le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique,
- 3/ le Développement Economique, le Tourisme et l'Industrie
- 4/ les Transports et la Mobilité,
- 5/ l'Agroécologie et l'Alimentation,
- 6/ la Culture, le Patrimoine et l'Université,
- 7/ l'Egalité des chances, le Développement Social et la Citoyenneté.

Pour y parvenir, la démarche Montpellier Métropole Territoires doit intégrer des objectifs fondamentaux que sont la valorisation de l'exceptionnelle richesse environnementale, les évolutions démographiques prévisibles, le développement économique, les adaptations nécessaires face à la vulnérabilité du territoire, notamment aux aléas climatiques (hydraulique, caniculaire...).

En définissant les principes d'intégration de ces données dans un projet cohérent et équilibré dans le temps et dans l'espace, il s'agit de concevoir un projet de territoire renouvelé, irriguant toutes les échelles : les quartiers, les villes et les villages, les secteurs identitaires et l'échelle métropolitaine, en cohérence avec son grand bassin de vie aussi bien qu'environnemental.

Il doit, par là même, permettre de repositionner Montpellier et la Métropole dans son territoire naturel, du Pic Saint-Loup à la Mer.

La démarche de projet entend, en outre, privilégier :

- la préservation et la mise en valeur du cadre de vie des habitants et usagers du territoire ;
- l'amélioration du « vivre ensemble » appréhendé à travers les parcours et l'évolution des modes de vie dans toute leur diversité.

Le projet Montpellier Métropole Territoires sera alimenté par chaque politique publique métropolitaine ayant une portée territoriale, auxquelles il devra offrir une traduction et une cohérence spatiale. Au final, le projet constituera le socle programmatique des démarches de planification territoriale en cours et à venir: révisions du SCOT, du PDU, du PLH et du PCAET, élaboration du PLU intercommunal...

Ce projet fera l'objet d'une véritable co-construction avec l'ensemble des 31 communes qui constituent la Métropole, ainsi qu'avec les communautés voisines. Il entend ainsi être à l'image de la gouvernance définie pour le territoire, bâtie sur une véritable coopération, où chaque voix de chaque commune compte.

8 grands axes transversaux guideront la démarche d'élaboration :

- 1/ préserver et valoriser le patrimoine naturel ;

- 2/ faire des zones de risques environnementaux des atouts au service de l'attractivité du territoire ;
- 3/ accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois ;
- 4/ favoriser les mobilités pour tous et à toutes les échelles de territoire ;
- 5/ développer des formes d'habitat pour répondre à la diversité des parcours et des moyens de chacun ;
- 6/ réinvestir les espaces urbains existants pour favoriser le « vivre-ensemble » dans le respect des identités du territoire ;
- 7/ renforcer le rayonnement de la Métropole à partir de ses atouts patrimoniaux, culturels, humains et touristiques ;
- 8/ définir une politique d'espaces publics permettant de répondre à l'évolution des usages et pratiques.

Pour établir ce projet, il a été décidé de faire à appel à une équipe de conception pluridisciplinaire, pilotée par un urbaniste, recouvrant les champs de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, du paysage, de l'environnement, de l'économie territoriale, de la sociologie, de la programmation urbaine et des mobilités. Cette équipe, qui accompagnera la Métropole pendant 4 ans, sera en charge :

- de l'élaboration proprement dite du projet ;
- de missions complémentaires visant à assurer la bonne retranscription du projet dans les principales démarches de planification (SCOT, PLUi, PDU, PLH et appui aux études urbaines de secteur).

Pour ce faire, il a été décidé de recourir à une procédure d'attribution d'un accord cadre mono-attributaire, à partir duquel sera formalisé l'ensemble des marchés relatifs à ces missions. Le montant maximum des études prévues sur la durée de l'accord cadre s'élève à 1 000 000 d'euros hors taxes, le montant minimum s'élève à 300 000€ hors taxes..

Une consultation nationale d'équipes pluridisciplinaires a été engagée en mars 2015 sous forme d'appel d'offre restreint. 20 candidatures ont été reçues à la date limite fixée le 27 avril. Lors de sa séance du 23 juin 2015, la Commission d'Appel d'Offres a sélectionné, sur la base du rapport d'analyse des candidatures, 5 groupements admis à remettre une offre :

- l'agence François Leclercq (mandataire), associée à Franck Boutté, Base, Une Fabrique de la Ville, La Condition Urbaine, Katalyse, Roland Ribl Associés et Ingerop ;
- l'atelier Alain Marguerit (mandataire), associé à Brès+Mariolle, Soberco, EGIS Conseil, REP, CMN Partners, Transitec ;
- l'agence uapS (mandataire), associée à Février Carré, Franck Boutté, In Situ, Orgeco, Alain Bourdin et Arcadis ;
- l'atelier Alfred Peter (mandataire), associé à Chemin Faisant, Franck Boutté, Polyprogramme, Tetra et Roland Ribl Associés ;
- l'agence SEURA (mandataire), associée à Inddigo, Tercia, Sol Paysage, Philippe Raguin, Alphaville et Orgeco.

Ces 5 équipes ont fait parvenir leur offre avant la date limite fixée le 14 septembre 2015. Le règlement de consultation prévoyait que l'accord cadre serait attribué au candidat dont l'offre serait jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants pondérés :

1. Valeur technique : 70%
2. Prix des prestations au regard du montant total du devis estimatif du premier marché subséquent relatif à la mission d'élaboration du projet de territoire : 30%

Sur la base du rapport d'analyse des offres et au regard des critères de choix susvisés, la Commission d'Appel d'Offres réunie en séance du 20 octobre 2015 a retenu l'offre jugée économiquement la plus avantageuse présentée par le groupement FRANÇOIS LECLERCQ (mandataire - aménagement du territoire et urbanisme), associé à FRANCK BOUTTÉ (environnement), BASE (paysage), UNE FABRIQUE DE LA VILLE (programmation urbaine), LA CONDITION URBAINE (sociologie), KATALYSE (économie), ROLAND RIBI ASSOCIÉS et INGEROP (mobilités) sur la base d'un devis estimatif d'un montant de 491 325 € HT.

La proposition formulée par cette équipe a su pleinement intégrer les enjeux, objectifs et modalités d'organisation définies par la Métropole pour l'élaboration du projet. Elle est également celle qui a le mieux répondu à l'ensemble des questions posées, avec un propos très équilibré sur l'ensemble des thématiques. Elle a apporté des réponses particulièrement pertinentes dans les domaines de l'agroécologie (évocation d'un système de parcs agricoles métropolitains pour investir les espaces

naturels et agricoles) et du réinvestissement urbain (modalités d'encadrement du réinvestissement des tissus pavillonnaires notamment), thématiques majeures du projet de territoire.

La méthode de travail proposée s'est révélée être la mieux à même de répondre aux impératifs du calendrier d'élaboration du projet, tant en termes d'organisation de la démarche, de phasage et d'effectifs mobilisés par l'équipe.

Enfin, l'offre financière formée par cette équipe, établie à 491 325 euros hors taxes sur la base d'un devis estimatif, se classe en deuxième position, après l'offre arrivée en tête (445 000 euros), la moyenne des prix se situant à 572 000 euros.

Au vu de l'organisation définie par la Métropole pour l'élaboration du projet de territoire, confortée par les propositions issues de l'offre de l'équipe François Leclercq, il est prévu que la démarche se déroule sur une période de 13 mois, suivant 4 phases :

- Phase 1 - prise de connaissance du territoire par l'équipe (1 mois).
- Phases 2 et 3 - études de sites « démonstrateurs » et approches thématiques (7 mois) : ces deux phases visent à établir les fondements du projet de territoire en partant d'une approche à l'échelle locale, à travers l'étude d'une dizaine de sites (à définir) sur lesquels seront croisés les axes thématiques du projet. De cette approche locale découlera la définition des grands concepts du projet formalisés à l'échelle du territoire métropolitain, suivant une démarche ascendante.
- Phase 4 – élaboration du « plan armature général » du projet (5 mois) : ce plan constituera le document stratégique de référence du projet. Il sera assorti d'un ensemble d'éléments illustratifs et didactiques permettant l'appréhension du projet par le plus grand nombre. Des documents de recommandations viendront, par ailleurs, faciliter l'appropriation et la prise en compte du projet dans le cadre des démarches de planification et de projets ultérieures.

Pendant l'élaboration du projet, il est prévu plusieurs types d'instances, associant étroitement les communes, en particulier :

- la Conférence des Maires, où seront débattues et soumises pour validation les principales étapes du projet
- des Ateliers de travail organisés par secteur du SCoT avec les élus municipaux et des acteurs du territoire, visant à construire collectivement et pas-à-pas le projet de territoire

En outre, le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole créé par délibération du Conseil du 5 février 2015 sera consulté sur l'élaboration du projet, conformément aux dispositions de la loi NOTRe du 7 août 2015.

La population sera, par ailleurs, largement consultée, notamment à travers une information régulière effectuée sur de multiples supports et la tenue de réunions dans les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'accord cadre relatif à l'élaboration du projet « Montpellier Métropole Territoires » à conclure avec le groupement François Leclercq (mandataire) / Franck Boutté / Base / Une Fabrique de la Ville / La Condition Urbaine / Katalyse / Roland Ribé Associés / Ingerop ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer l'accord cadre susvisé et les marchés subséquents amenés à être passés pour un montant supérieur ou égal au seuil des procédures formalisées pour les marchés de fournitures courantes et services, tel que définis dans le Code des marchés publics, ainsi que tout document relatif à cet accord cadre et à ces marchés subséquents, tant notamment leur passation que leur exécution y compris une éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Délibération n° 13349

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc No5320-DE*

30 NOV. 2015

30 NOV. 2015

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ÉVALUATION 2015 - ANALYSE DES RÉSULTATS D'APPLICATION DU SCOT 2006**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération de Montpellier (SCoT) a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 17 février 2006, conformément aux dispositions de la loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

Par définition, le SCoT présente une dimension transversale, garante de la cohérence des politiques territoriales. Il détermine, en articulation avec le Programme Local de l'Habitat (PLH), le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et le Plan Climat Energie Territorial (PCET), les conditions permettant d'assurer notamment la maîtrise du développement urbain, la diversité des fonctions urbaines, la mixité sociale de l'habitat, l'utilisation économe de l'espace, la maîtrise de la circulation automobile, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la préservation de l'environnement.

Le SCoT en vigueur repose sur trois valeurs fondatrices :

- une valeur économique qui conduit à intensifier le développement et valoriser les ressources foncières des parties du territoire les mieux desservies pour créer de nouvelles richesses tout en économisant l'espace ;
- une valeur sociale qui conduit à promouvoir une ville des proximités, accessible à tous, confortant les liens de solidarité, proposant une offre de logements diversifiée tout en rapprochant l'emploi, les services urbains et les transports ;
- une valeur environnementale qui conduit à préserver le capital nature, le patrimoine agricole et paysager, facteur d'attractivité et de développement pour l'ensemble du territoire.

Ces valeurs ont animé les démarches d'aménagement et de planification tant locales qu'intercommunales à l'image du projet EcoCité « de Montpellier à la Mer », traduction opérationnelle des orientations du SCoT en matière de développement durable.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, le SCoT doit faire l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantations commerciales, avant le 17 février 2016.

L'évaluation du SCoT établie en 2015 permet d'évaluer les principaux indicateurs de suivi esquissés par le document de planification en 2006. Il a mobilisé différentes sources de données, en particulier celles de l'INSEE ou encore celles du Cadastre. En outre, les services de la Métropole ont développé une méthode d'analyse de l'occupation du sol à différentes dates (1994, 2004, 2008 et 2012) et à différentes échelles, à partir d'un travail précis d'interprétation d'images satellitaires et de photographies aériennes.

En synthèse, on peut retenir les résultats qui suivent.

***La progression démographique est confirmée mais elle connaît des évolutions qui interrogent les facteurs d'attractivité du territoire***

Avec 21 000 habitants supplémentaires entre 2006 et 2011 (soit 4 280 habitants en moyenne par an), le territoire de la Métropole connaît une importante dynamique démographique. Toutefois le rythme de

croissance s'est atténué au fil du temps passant de +1.5% par an entre 1999-2006 à +1% sur la période plus récente 2006-2011, du fait du vieillissement des régions « importatrices » de population. En outre, alors que depuis plusieurs décennies, le solde migratoire était plus important que le solde naturel dans l'évolution démographique de la population de la Métropole, ce rapport s'est inversé depuis 2006. En moyenne, entre 2006 et 2011, le solde naturel contribue à 60% à la croissance démographique.

Ces évolutions, et notamment l'analyse des soldes migratoires, traduisent les difficultés rencontrées pour accueillir certains ménages aux revenus modestes ou intermédiaires travaillant sur le territoire, du fait de la tension s'exerçant sur le marché de l'immobilier résidentiel, dans un contexte de « bulle immobilière » sur la période observée.

### *Le SCoT a significativement freiné l'étalement urbain*

S'agissant de l'occupation du sol, le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole se caractérise par une répartition relativement équilibrée et, depuis 2004, relativement stable dans le temps : les différents milieux (artificialisés, agricoles et naturels) correspondent chacun à environ 1/3 du territoire en 2012 : 30 % pour le milieu artificialisé, 32% pour le milieu agricole et 38% pour le milieu naturel. La préservation des 2/3 d'espaces agricoles et naturels nécessite toutefois d'être confortée par leur intégration dans la révision du SCoT afin de préciser leurs affectations futures et leur rôle dans les équilibres territoriaux d'ensemble.

En outre, il faut noter que depuis 2008 le rythme d'artificialisation des sols a fortement baissé passant de 134 ha/an (1994-2008) à 91 ha/an sur la période récente (2008-2012). L'artificialisation se caractérise par la transformation d'un milieu naturel ou agricole quel que soit son classement au SCoT (zones d'extensions urbaines ou zones protégées), modifiant, sa physionomie et son fonctionnement (infrastructures et équipements divers, carrières, constructions conformes ou non à la réglementation...). Il en résulte, le plus souvent, une imperméabilisation des sols.

Le SCoT a délimité le territoire en trois catégories d'espaces : l'armature des espaces naturels et agricoles, les sites d'extension urbaine potentielle et l'enveloppe urbaine 2006. L'évaluation 2015 identifie une concentration dans les espaces dédiés du SCoT (sites d'extension et enveloppe urbaine) représentant 84% de l'artificialisation des sols dans la période 2008-2012. Cela souligne ainsi l'efficacité du SCoT à maîtriser le développement urbain du territoire.

Pour compléter cette analyse de l'artificialisation dans les sites d'extension urbaine potentielle et au sein de l'enveloppe urbaine, il s'est agi de mobiliser les données du cadastre pour apprécier l'intensification du développement sur la période 2006-2012. S'agissant de l'objectif de maîtrise de l'étalement urbain, il faut noter que près de 95% des surfaces construites entre 2008 et 2012 ont pris place à l'intérieur des limites du SCoT (sites d'extension et enveloppe urbaine); ceci attestant de l'efficacité des dispositions établies.

Concernant les enjeux d'intensification du développement urbain, le SCoT a défini un niveau d'intensité pour chaque site d'extension urbaine potentielle de manière graduée selon le niveau de desserte en transport en commun (niveaux d'intensité A, B et C). En 2012, 22% des sites d'extension ont été aménagés de façon significative (plus de 11% de leur surface respective). Il faut noter que les objectifs de densité minimum (A, B, C) sont en moyenne dépassés de 5% sur ces sites aménagés. Il reste qu'à l'occasion de la révision du SCoT, l'analyse des niveaux d'intensité devra faire l'objet d'une attention particulière.



S'agissant du réinvestissement urbain, il convient de noter que près de 49% des constructions nouvelles entre 2008 et 2012 ont pris place dans les espaces urbains existants, au regard d'un objectif minimal fixé par le SCoT à 30%. Ce résultat est notamment le fruit de la dynamique liée aux secteurs de réinvestissement urbain le long des lignes de tramway, par exemple sur Montpellier ou le long de l'avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez. L'opération de requalification du parc d'activités du Salaison est elle aussi emblématique de l'intégration de l'objectif de réinvestissement du tissu existant ; celle-ci permettra à terme la remobilisation de près de 40 ha de foncier productif au sein même de cette zone industrielle.

***Certains besoins en matière de développement économique ont été insuffisamment pris en compte par le SCoT***

Concernant le foncier à vocation économique, un Schéma d'Accueil des Entreprises a été élaboré depuis l'approbation du SCoT, pour identifier les besoins des entreprises sur le territoire. Si le marché immobilier en bureaux reste dynamique et relativement stable, l'offre en zones d'activités économiques mixtes (manufacturiers, logistique, artisanat industriel et tertiaire associé et/ou sur foncier dédié) est de plus en plus faible. Si le besoin en foncier consacré aux parcs d'activités non commerciales est estimé à 14ha/an, le rythme de vente de foncier constaté s'établit entre 7ha et 9 ha avant 2011 et chute à moins 5ha/an sur les trois dernières années, faute de foncier adapté. Or la disponibilité foncière des parcs d'activités existants, n'est estimée que de 10 ha à court terme et de 13 ha à moyen terme. Dans ce contexte, pour maintenir le niveau d'attractivité économique du territoire, il paraît essentiel de faire évoluer le cadre fixé par le SCoT afin de l'adapter de manière beaucoup plus efficiente à l'expression de la demande. Il s'agira, en particulier, de dégager de nouvelles ressources aptes à recevoir des activités incompatibles avec leur intégration dans les zones habitées.

S'agissant des implantations commerciales, le territoire métropolitain connaît une réelle dynamique commerciale, avec un rythme annuel d'autorisation (CDAC) qui avoisinait 6.000 m<sup>2</sup> de surface de vente par an de 2008 à 2013, ce qui reste au final mesuré et en ligne avec la croissance démographique et conforme aux agglomérations comparables. A ce titre, les différents projets de réinvestissement urbain, à l'exemple de l'extension en cours du cœur d'agglomération (requalification du Jeu de Paume, Nouveau Saint Roch, etc.) et la restructuration urbaine de la zone commerciale de la « Route de la Mer », permettent un redéploiement de l'offre commerciale, concrétisant ainsi les orientations du SCoT, tant en terme de formes urbaines que d'adaptation de l'offre à l'évolution de la demande des consommateurs.

***Le potentiel de développement autorisé par le SCoT mérite d'être précisé***

Avec un rythme moyen de consommation de 48 ha par an, l'évaluation 2015 du SCoT met en évidence que les gisements fonciers potentiels identifiés par le SCoT, correspondant aux 2 900 ha d'extension urbaine potentielle, suffisent théoriquement à long terme. Cette projection théorique est à mettre en rapport avec le taux de croissance démographique sur le territoire de l'agglomération (+ 0,9 % par an en moyenne entre 2007 et 2030 selon le scénario de l'INSEE).

Néanmoins l'évaluation 2015 a souligné le décalage de cette projection avec les réalités du territoire : la carence constatée en foncier adapté aux activités productives et extensives et la prise en compte des sensibilités environnementales (au moins 29% des surfaces restantes des sites d'extension urbaine ont déjà été recensées comme étant soumises à des contraintes environnementales fortes à l'aménagement futur). Il s'agira, à l'occasion de la révision du SCoT, de redéfinir le potentiel des 2 900 ha au regard des besoins et des contraintes et de s'interroger sur la répartition de ces espaces entre besoins résidentiels et besoins économiques.

***Une démarche de projet reste à insuffler dans les espaces naturels et agricoles pour conforter leur rôle dans la dynamique territoriale***

Dans le même temps, l'évaluation 2015 analyse les évolutions dans l'armature des espaces naturels et agricoles. Ce sont ainsi près de 15 ha par an qui ont été artificialisés entre 2008 et 2012, soit une baisse de 70% par rapport à la période précédente 1994-2008. Cela est principalement dû, à la réalisation des chantiers d'infrastructures ou d'installations et constructions admises par le SCoT (bâtiments agricoles, équipements d'intérêt général, etc.).

En outre, l'évaluation 2015 du SCoT souligne également que seulement 5% des surfaces totales construites (hors équipements) entre 2006 et 2012 l'ont été dans l'armature des espaces agricoles et naturels. Ce résultat traduit une maîtrise avérée du mitage.

Il reste qu'il conviendra malgré tout d'affiner l'observation de ces phénomènes dans l'avenir et de poursuivre la maîtrise de l'étalement urbain, tout en promouvant les dynamiques agricoles. Le maintien d'une agriculture dynamique reste, en effet, un enjeu central du territoire, objectif poursuivi au travers de l'élaboration de la politique agro-écologique et alimentaire de la Métropole.

S'agissant des espaces naturels, depuis l'adoption du SCoT, la connaissance de ces espaces s'est affinée notamment au travers des études menées par la Métropole et par son implication dans le réseau Natura 2000 (5 des 6 secteurs territoriaux du SCoT concernés par 11 sites Natura 2000), préparant ainsi la définition de la trame verte et bleue à l'occasion de l'intégration des dispositions des lois dites Grenelle au SCoT révisé.

Complémentaires aux enjeux portant sur l'armature des espaces naturels et agricoles, l'évaluation 2015 s'est également attaché aux différentes composantes de l'environnement que sont le cycle de l'eau, la prévention des risques naturels, la politique climat-air-énergie, la qualité sonore, ou encore la politique de prévention et de gestion des déchets. S'agissant en particulier de la politique climat-air-énergie, les orientations et le caractère opérationnel du SCoT en vigueur en sont les précurseurs, en contribuant pleinement à l'atténuation des effets du changement climatique sur le territoire métropolitain, au travers de la maîtrise de l'étalement urbain, de l'intensification de l'urbanisation et de la promotion de la ville des proximités. Par la pérennisation de la vocation agricole et/ou naturelle des terres, par la reconquête écologique de certains milieux tels que les étangs littoraux ou les zones humides associées, par la promotion d'un urbanisme plus durable et mieux intégré à son environnement, il initie également la résilience de ce territoire face aux évolutions climatiques. En prolongement du SCoT, le Plan Climat Energie Territorial 2013-2018 a permis de consolider une stratégie locale pour l'atteinte des objectifs du « 3x20 » (moins 20 % d'émission de gaz à effet de serre, moins 20 % de consommation énergétique, plus 20 % d'énergies renouvelables).

***L'accès à un logement pour tous dépend de la réalisation des objectifs du PLH***

S'agissant de la production globale de logement, ce sont 4 850 logements qui ont été construits chaque année en moyenne entre 2007 et 2014. L'objectif de production de 5 000 logements par an a ainsi bien été atteint. Concernant les objectifs de mixité sociale de l'offre résidentielle, un effort notable de production de logements sociaux a été entrepris à l'échelle de l'agglomération alors que l'objectif à atteindre passait, dans le cadre du PLH, de 25% sur la période 2007-2012 à 30% sur la période 2013-2018. La production moyenne de logements sociaux entre 2007 et 2012 s'établit à 1 461 logements par an.

Cette dynamique s'est également traduite par un net rééquilibrage entre la ville-centre et les communes périphériques. La part des 30 Communes périphériques dans l'effort de production de logements locatifs sociaux est ainsi passée de 20% au cours de la période 2005-2007 à 51% au cours de la période 2012-2014. Ce résultat satisfaisant est notamment le fruit de l'intégration de prescriptions de mixité

sociale dans les PLU. Toutefois, de réelles disparités demeurent. Plus de la moitié des communes n'ont pas atteint 10% de logements sociaux sur l'ensemble de leur parc résidentiel en 2014.

En revanche l'objectif de production de logements en accession abordable, fixé à 20 % par le PLH sur la période 2013-2018, n'est pas atteint, sachant toutefois que l'effectivité de la réalisation de cet objectif est délicate à mesurer dans le diffus. Si les ZAC, notamment sur la commune de Montpellier intègrent cet objectif, la tension du marché de l'immobilier constatée ces dernières années freine la production d'une offre adaptée à la capacité des ménages sur l'ensemble du territoire. Or, la nécessité de produire une offre significative de logements abordable est un enjeu central pour maintenir l'attractivité du territoire.

### *Les actions menées en faveur des transports en commun portent leurs fruits*

S'agissant de l'objectif d'articulation des politiques d'urbanisme et de transport, les premiers résultats de l'Enquête Ménages Déplacements 2013, en cours de dépouillement et d'analyse jusqu'à la fin de l'année 2016, sont très encourageants. En effet, la part modale des automobiles et deux roues motorisés accuse une baisse significative de 8% depuis 2003, au regard d'un objectif inscrit au PDU à l'horizon 2020 de -10%. Le développement d'un ambitieux réseau de lignes de tramway explique, pour une large part, ce report modal vers les transports publics. Plus globalement, les multiples actions de la Métropole en faveur d'une mobilité décarbonnée (la structuration d'un réseau armature ferroviaire et routier, la recherche d'un réseau de transports publics efficient, le développement des P+Tram et des Pôles d'échanges multimodaux), pèsent aussi dans ce résultat. En outre, il est à souligner que les stratégies mises en œuvre au travers des PLU et des opérations d'aménagement ont permis d'optimiser les corridors de tramway au service d'une ville des courtes distances. Elles contribuent, en cela, à limiter le recours à l'automobile et créent les conditions favorables à l'essor des mobilités douces, même si ces dernières restent à conforter. C'est ainsi que, sur la période 2008-2012, 50% des constructions ont été réalisées à moins de 500 mètres du tramway.

En définitive, on peut retenir que l'élaboration du SCoT a été l'occasion, dès 2003, de mettre en place une ingénierie opérationnelle au service d'une politique de maîtrise publique des développements urbains articulant les échelles communales et intercommunales. De la conduite d'études urbaines sur les sites d'extension urbaine potentielle, au développement d'une stratégie foncière, en passant par l'élaboration des PLU communaux et à la gestion des processus opérationnels d'aménagement d'ensemble, la mise en œuvre du SCoT a ainsi été portée à toutes les étapes de l'aménagement avec une forte implication des Communes et de la Communauté d'Agglomération, puis de la Métropole.

Toutefois, la création de la Métropole, dans le cadre de politiques publiques renouvelées dans des champs concernant directement l'aménagement du territoire (habitat, économie, agro-écologie-alimentation, déplacements, cycle de l'eau, transition énergétique...), d'une nouvelle forme de coopération au sein du « bloc communal » et de la définition d'un nouveau projet de territoire, doit permettre d'intégrer les leçons de cette évaluation et de corriger certains phénomènes auxquels il convient d'apporter remède. La révision du SCoT et l'élaboration du PLU intercommunal seront l'occasion d'intégrer ces réorientations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'évaluation 2015 du Schéma de Cohérence Territoriale ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à communiquer ce bilan au public et à le transmettre au Préfet au titre de l'Autorité Environnementale conformément à l'article L122-13 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture

19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte : *Lmc 110 5594-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – RÉVISION  
DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE - OBJECTIFS POURSUIVIS - MODALITÉS DE LA CONCERTATION -  
APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération de Montpellier (SCoT) a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 17 février 2006, conformément aux dispositions de la loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU).

L'évaluation du SCoT 2006 soumis à la délibération du Conseil de Métropole du 12 novembre 2015 met en évidence que les premiers résultats observés, notamment en termes de maîtrise du développement urbain, de priorité au réinvestissement urbain, de densification des formes urbaines, de mixité sociale des programmes de logements, sont proches des objectifs fixés, voire supérieurs.

En particulier, il est à retenir qu'avec un rythme moyen de consommation des sites d'extension urbaine potentielle de l'ordre de 48 hectares par an entre 2008 et 2012, le SCoT dispose d'une capacité foncière théorique correspondant aux besoins de développement urbain des quatre prochaines décennies et ce, dans une perspective de croissance démographique actualisée (+ 0,9% par an) moins forte que projetée au moment de la définition du SCoT (+1,6% par an). Ce principal indicateur évalué obère toutefois deux enjeux majeurs : la carence constatée en foncier pour les activités productives et extensives (rythme actuel de vente de 5ha/an comparativement à un besoin estimé à 14ha/an, faute de foncier adapté) et la prise en compte des sensibilités environnementales (au moins 29% des surfaces restantes des sites d'extension urbaine étant soumises à des contraintes réglementaires fortes à l'aménagement futur). La capacité du SCoT devra donc être revisitée au regard de ce constat.

De plus, depuis l'adoption du SCoT, la transformation, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, le processus d'unification des deux régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, nécessitant de redéfinir et de conforter le positionnement de Montpellier dans le cadre d'un pôle métropolitain en émergence et en dialogue avec Toulouse, et la définition des sept piliers stratégiques et des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole, il a été décidé, par délibération du 29 juin 2015, de mettre en œuvre une démarche d'élaboration d'un projet de territoire, dit « *Montpellier Métropole Territoires* ». Ce projet a pour objectif principal, de fixer un cap à un développement durable et équilibré du territoire, respectueux de l'échelle communale. L'ambition de cette démarche est de concevoir un grand projet intégré pour aménager un territoire de référence au plan national en matière de développement durable.

Il s'agit dès lors de faire évoluer le SCoT pour l'ancrer dans ce contexte et décliner la démarche de *Montpellier Métropole Territoires*.

Par ailleurs, la transformation en Métropole a entraîné le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » (PLU) des Communes membres à la Métropole. La Métropole envisage ainsi de s'engager dans l'élaboration du PLU intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes. Cette élaboration de PLUi répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche *Montpellier Métropole Territoires* ; d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux. Il s'agit ainsi de mener une démarche intégrée et cohérente entre le projet *Montpellier Métropole Territoires*, la révision du SCoT et l'élaboration du PLUi.

En outre depuis l'adoption du SCoT, plusieurs lois sont intervenues. Les lois relatives au Grenelle de l'Environnement (la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle 2) sont majeures dans la mise en œuvre des politiques d'urbanisme, tout particulièrement vis-à-vis des SCoT s'agissant de leurs objectifs, de leurs capacités prescriptives et de leur caractère opérationnel. La loi du 24 mars 2014 dite « loi ALUR » a, quant à elle, conféré aux SCoT un rôle intégrateur vis-à-vis des documents de rang supérieur.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier avait délibéré le 28 juin 2012 pour prescrire la révision du SCoT, en définissant les objectifs poursuivis. Au regard des différentes évolutions récentes du contexte national et local précisées ci-avant et compte-tenu des enseignements à tirer de l'évaluation du SCoT en vigueur, il convient d'abroger cette délibération et de définir de nouveaux objectifs pour la révision du SCoT et des modalités de concertation, objets de cette présente délibération.

### *Les objectifs poursuivis*

La révision du Schéma de Cohérence Territoriale s'inscrira bien entendu dans les objectifs définis par la Loi, visés dans les articles L.110 et L.121-1 du Code de l'urbanisme. Au-delà, la révision de ce document d'urbanisme permettra de consolider l'identité métropolitaine qui se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques, vecteurs de son développement économique, territorial et humain :

- 1/ la Santé, au sens de l'OMS (bien-être, qualité du cadre de vie...) ;
- 2/ le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique ;
- 3/ le Développement Economique, le Tourisme et l'Industrie ;
- 4/ les Transports et la Mobilité ;
- 5/ l'Agro-écologie et l'Alimentation ;
- 6/ la Culture, le Patrimoine et l'Université ;
- 7/ l'Egalité des chances, la Citoyenneté et le Développement Social.

L'enjeu majeur de *Montpellier Métropole Territoires*, est de renforcer l'attractivité du territoire, en s'appuyant et en déclinant spatialement les sept piliers stratégiques, fondateurs du projet. Pour y parvenir, la démarche *Montpellier Métropole Territoires* doit intégrer des objectifs fondamentaux, que sont la valorisation de l'exceptionnelle richesse environnementale, les évolutions démographiques prévisibles, le développement économique et les adaptations nécessaires face à la vulnérabilité du territoire aux aléas, notamment climatiques (hydraulique, caniculaire...).

A ce titre, l'élaboration du projet *Montpellier Métropole Territoires* constituera le socle spatial et programmatique des démarches de planification en cours et à venir : révisions du SCoT, du Plan de Déplacements Urbains, du Programme Local de l'Habitat et du Plan Climat Air-Energie Territorial, élaboration du PLUi.

En définissant les principes d'intégration de ces données dans un projet cohérent et équilibré dans le temps et dans l'espace, il s'agit de concevoir un projet de territoire renouvelé, irriguant toutes les échelles : les quartiers, les villes et les villages, les secteurs territoriaux définis dans le cadre de la révision du SCoT et l'échelle métropolitaine, en cohérence avec son grand bassin de vie aussi bien qu'environnemental.

Ainsi, les études de la révision du SCoT s'inscriront de manière concomitante à l'élaboration de Montpellier Métropole Territoires.

Dans ce contexte d'élaboration du projet de territoire, il est précisé que le SCoT révisé poursuivra les objectifs suivants :

**Préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale**

La qualité de l'environnement de Montpellier constitue son premier facteur d'attractivité. Celle-ci est cependant potentiellement menacée si ses ressources ne sont pas intégrées au cœur même du SCoT révisé. Il s'agira, en particulier, de mieux intégrer le « grand paysage » au développement de la Métropole ainsi que les enjeux relatifs à la préservation et à la restauration des continuités écologiques, pour conforter son identité, facteur d'attractivité. Il s'agira, par ailleurs, de définir des modalités d'accompagnement de la mise en œuvre d'une politique agro-écologique et d'alimentation de référence, définie par délibération du 29 juin 2015, et de mieux définir l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers afin de répondre plus efficacement à la diversité des fonctionnalités (écologique, productif, récréatif ...) de ces espaces.

**Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent**

Avec 21 000 habitants supplémentaires entre 2006 et 2011 (soit 4 280 habitants en moyenne par an), le territoire de la Métropole connaît une importante dynamique démographique. Toutefois le rythme de croissance s'est atténué au fil du temps passant de +1.5% par an entre 1999-2006 à +1% sur la période plus récente 2006-2011, du fait du vieillissement des régions « importatrices » de population. En outre, alors que depuis plusieurs décennies, le solde migratoire était plus important que le solde naturel dans l'évolution démographique de la population de la Métropole, ce rapport s'est inversé depuis 2006. En moyenne, entre 2006 et 2011, le solde naturel contribue à 60% à la croissance démographique. Ces évolutions traduisent notamment les difficultés rencontrées pour accueillir certains ménages aux revenus modestes ou intermédiaires et travaillant sur le territoire, du fait de la tension s'exerçant sur le marché de l'immobilier résidentiel, dans un contexte de « tension » du marché du logement.

Dans un contexte de croissance démographique confirmée (+0,9 % de croissance démographique estimée par l'INSEE pour les prochaines années, soit le double des métropoles comparables), le maintien de l'attractivité du territoire nécessite donc de mieux répondre à l'accueil des populations existantes et à venir.

Les parcours et les modes de vie et d'habiter, évoluent eux aussi et se démultiplient. Il convient de tenir compte des usages pour mieux répondre à la demande dans sa diversité et anticiper les évolutions à venir. Concevoir une Métropole pour tous, quels que soient ses modes de vie et ses moyens, participe fortement de son attractivité. Le SCoT révisé examinera notamment les conditions d'accueil des populations nouvelles à des coûts maîtrisés, tout en diversifiant les formes d'habitat, pour répondre à l'ensemble de la « palette » des parcours de vie et de revenus des ménages.

A ce titre, le Programme Local de l'Habitat 2013-2018, dont l'élaboration pour la période suivante 2018-2023 sera concomitante à la révision du SCoT, en constitue une base essentielle.

Il convient également de réinvestir les tissus urbains existants pour favoriser le « vivre-ensemble » dans le respect des identités du territoire.

Jusqu'à aujourd'hui, la priorité a été principalement orientée sur l'aménagement de nouveaux quartiers en extension des villes et villages. Un écart s'est ainsi creusé entre leur traitement et celui des quartiers



existants. Les réponses à apporter aux évolutions démographiques prévisibles nécessitent bien entendu d'aménager de nouveaux quartiers durables et exemplaires.

Mais le projet devra aussi déterminer des modalités de « réparation » et de réinvestissement des centres-villes, des quartiers existants et des centres-villages. Cette réorientation majeure en faveur des quartiers et tissus urbains existants concerne aussi la reconquête de certains espaces urbains stratégiques, tels que les entrées de ville et les pôles commerciaux de périphérie, la réintégration des quartiers en difficulté dans la ville, et également les réponses à apporter aux récentes évolutions des secteurs pavillonnaires, aujourd'hui soumis à des phénomènes de densification qu'il convient de maîtriser pour ne pas déstructurer l'environnement et le fonctionnement des quartiers et des villages de la Métropole.

L'accompagnement de l'accueil des populations sur le territoire nécessite en outre de favoriser les mobilités pour tous et à toutes les échelles de territoire. Aussi, le SCoT révisé et le PLUi s'inscriront dans le cadre d'une politique des mobilités renouvelée, en phase avec les évolutions du territoire, notamment s'agissant des usages et des pratiques. Cette approche concerne de très nombreux aspects, à la fois les connexions du territoire à toutes les échelles de mobilités ; la constitution d'une vaste métropole en réseau (enjeu des réponses à apporeter en l'absence de véritable « étoile ferroviaire », des Pôles d'Echanges Multimodaux, du futur contournement routier...) ; la cohésion du territoire en matière de desserte du périurbain ; la maîtrise du transport des marchandises en ville ; l'aménagement d'un « territoire des courtes distances » ; les relations de proximité, etc...

Le SCoT révisé permettra de réexaminer les principales orientations du Plan de Déplacements Urbains, adopté en juillet 2012, et soumis à révision concomitamment à celle du SCoT.

Il s'agit aussi de définir une politique d'espaces publics permettant de répondre à l'évolution des usages et pratiques. L'espace public est le premier des équipements publics, celui qui accueille les parcours du quotidien de chaque habitant de la Métropole, aussi bien que les autres usages, plus conviviaux, voire festifs, touristiques, économiques... L'espace public traduit aussi l'attention qu'un territoire porte à ses habitants, à travers la qualité du cadre de vie, du paysage, de confort, de sécurité qu'il leur offre. L'espace public et les parcours à aménager sur l'ensemble du territoire en créant des continuités, des liens et en profitant de l'extraordinaire diversité paysagère du territoire sont aussi des supports d'activités sportives et de loisir et de détente, dans une Métropole qui érige la Santé comme premier pilier stratégique de son épanouissement. En ce sens, le SCoT révisé s'attachera à traduire les modalités permettant de repenser l'espace public comme support des pratiques urbaines, y compris celles qui émergent, en cherchant à favoriser la convivialité, la cohésion sociale et la valorisation du cadre de vie.

#### **Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois**

En matière d'aménagement et de réinvestissement urbain, le SCoT révisé déclinera les moyens à mettre en œuvre pour permettre la création d'emplois suivant des natures d'activités et des formes adaptées aux spécificités de chaque commune, pour constituer une offre économique adaptée aux besoins des entreprises, et pour favoriser la création d'emploi au plus près des pôles urbains. Il s'agira notamment de corriger les carences mises en évidence par l'évaluation 2015 du SCoT en vigueur, par la création d'une offre adaptée pour les activités qui ne peuvent pas s'intégrer au tissu urbain : nouveaux parcs d'activités pour activités artisanales, logistiques, industrielles, tertiaires associées et dédiées, etc... non commerciales. Il convient aussi de chercher parallèlement à réintroduire l'emploi en ville (activités tertiaires mais aussi certaines activités artisanales) et à réinvestir les anciens parcs d'activités, afin de créer une offre foncière renouvelée adaptée aux besoins des entreprises, à l'image du réinvestissement du Parc du Salaison que mène Montpellier Méditerranée Métropole en lien étroit avec les entreprises et la commune de Vendargues.

S'agissant des implantations commerciales, le territoire métropolitain connaît une réelle dynamique commerciale, avec un rythme annuel d'autorisation (CDAC) qui avoisinait 6.000 m<sup>2</sup> de surface de vente par an de 2008 à 2013, ce qui reste au final mesuré et en ligne avec la croissance démographique et conforme aux agglomérations comparables. A ce titre, les différents projets de réinvestissement urbain, à l'exemple de l'extension en cours du cœur d'agglomération (requalification du Jeu de Paume, Nouveau Saint Roch, etc.) et la restructuration urbaine de la zone commerciale de la « Route de la Mer » permettent un redéploiement de l'offre commerciale, concrétisant ainsi les orientations du SCoT. Le SCoT révisé précisera les objectifs relatifs à l'équipement commercial et aux localisations préférentielles des commerces conformément aux dispositions réglementaires en vigueur à l'échelle métropolitaine dans une recherche de cohérence avec son grand bassin de vie.

Un équilibre devra être trouvé entre d'une part le renforcement des commerces de centre-ville et des tissus urbains constitués et d'autre part le réinvestissement des commerces de périphérie qui n'offrent pas les mêmes potentialités et services à la population.

Par ailleurs, la Métropole dispose de très nombreux atouts touristiques, mais ceux-ci sont néanmoins encore insuffisamment valorisés. L'intégration des objectifs du projet de territoire participe au renforcement du rayonnement de la Métropole à partir de ses atouts environnementaux, patrimoniaux, culturels, humains, économiques et touristiques.

En particulier, le SCoT révisé déclinera les moyens identifiés par le projet Montpellier Méditerranée Territoires pour rendre perceptible une véritable identité touristique à l'échelle métropolitaine et de chacun des territoires qui la composent et pour favoriser la créativité au bénéfice du territoire.

#### **Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets**

Les objectifs énoncés précédemment répondent pour la plupart à cette préoccupation désormais essentielle, pour promouvoir un territoire soucieux d'éviter les impacts environnementaux et climatiques de l'urbanisation chaque fois que possible, compenser ceux qui ne peuvent être évités et réduire les conséquences des effets inévitables à travers une urbanisation et des aménagements plus résilients. C'est notamment le cas des précautions à prendre face aux risques d'inondation, dont la fréquence et l'importance s'accroissent. Il en est de même des dispositions à introduire dans les documents d'urbanisme pour que les futures constructions et aménagements atténuent autant que possible les effets des pics de chaleur lors des épisodes à caractère caniculaire, dans le contexte spécifique du climat méditerranéen.

Au regard de l'extrême sensibilité environnementale du territoire, la prévention des risques naturels est au cœur des préoccupations de la Métropole. Dans un contexte de changement climatique, il s'agira de mieux prendre en compte les risques et les aléas, notamment ceux liés aux inondations générées par le ruissellement urbain, en consolidant la connaissance des zones les plus sensibles et ce, en allant si possible au-delà des prescriptions des Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) établis par l'État afin de mieux les anticiper et de mieux protéger les populations. Par ailleurs, le SCoT révisé intégrera les contraintes naturelles pour en faire des éléments participant, de manière positive, à la définition de l'identité du territoire. Il déterminera également les usages pouvant être promus en compatibilité avec une gestion adaptée des risques.

Depuis l'adoption de son Plan Climat Energie Territorial, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole et l'adoption par cette dernière de 7 piliers stratégiques fondateurs de son développement intégré et équilibré, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans la transition énergétique, en revisitant en profondeur ses politiques publiques, afin d'amplifier et de garantir l'efficacité de ses programmes d'actions pour une Métropole plus économe et plus respectueuse de son exceptionnelle qualité environnementale. Le SCoT révisé s'attachera à intégrer

les dispositions *ad hoc* afin d'adapter le territoire communautaire au changement climatique et d'en atténuer les effets.

Par ailleurs, la révision du SCoT permettra, le cas échéant, d'ajuster les limites des secteurs d'extension urbaine potentielle identifiés au document actuel afin de tenir compte de contraintes ou d'enjeux nouveaux, notamment s'agissant de la prise en compte des contraintes environnementales identifiées, de l'évolution des rythmes de progression démographique, de la consolidation de l'offre en foncier support du développement et de l'attractivité économique du territoire et de la prise en compte de risques naturels ou sanitaires. Ces ajustements devront notamment permettre le développement de zones industrielles, artisanales, logistiques et tertiaires associé ou dédié. Il s'agira, en particulier, d'identifier des capacités foncières aptes à recevoir des activités de type extensif et/ou incompatibles avec leur intégration dans les zones habitées. Cet objectif guidera la stratégie de développement territorial portée par le SCoT en veillant à la fois à créer les conditions favorables à l'installation d'activités pourvoyeuses d'emplois notamment productifs et industriels et à l'intégration de ces parcs d'activités dans leur environnement.

Il est précisé, enfin, que le SCoT de la Métropole fera l'objet d'une évaluation environnementale, conformément aux dispositions de la Directive relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et de l'article L.121-10 du Code de l'urbanisme. En outre, l'objectif de Montpellier Méditerranée Métropole, initié en 2014 et poursuivi dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche avec partenariat CNRS-CEFE et services de l'Etat, sera d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie d'anticipation des compensations environnementales sur son territoire afin de concevoir des démarches qui confortent effectivement la biodiversité.

#### ***Les modalités de collaboration avec les Communes membres***

Conformément au Pacte de Confiance et dans le prolongement de la charte de gouvernance du PLU adoptée le 22 juillet 2015 par le Conseil de Métropole, la définition du projet de SCoT révisé fera l'objet d'une co-construction avec les 31 Communes qui constituent la Métropole.

En particulier, pendant l'élaboration du projet, il est prévu plusieurs types d'instances, associant étroitement les Communes, en particulier :

- la Conférence des Maires, où seront débattues et soumises pour validation les principales étapes du projet.
- des Conférences de secteurs (secteurs territoriaux définis dans le cadre de la révision du SCoT) avec les élus municipaux et des acteurs du territoire, visant à construire collectivement et pas-à-pas, le projet de SCoT révisé ;

#### ***Les modalités de concertation***

Conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, une concertation sera organisée pour associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Elle sera menée au moins selon les modalités suivantes :

- organisation d'une ou plusieurs réunions publiques de présentation et d'échange à l'échelle de secteurs territoriaux définis dans le cadre de la révision du SCoT ;

Délibération n° 13351

- publication d'un ou plusieurs articles dans le journal d'information de la Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole;
- mise à disposition d'un registre, sur lequel le public pourra faire connaître ses observations et contributions, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public de la date de clôture dudit registre ;
- le public aura en outre la possibilité d'envoyer ses observations par courrier à l'attention de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- mise à disposition de l'ensemble du projet de SCoT révisé, pendant un mois minimum, avant arrêt dudit document par le Conseil de Métropole, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public du début de la mise à disposition de l'ensemble du projet de SCoT révisé.

En outre, le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole créé par délibération du Conseil du 5 février 2015 sera consulté sur le projet de SCoT révisé, conformément aux dispositions de la loi NOTRe du 7 août 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°10924 du 28 juin 2012 prescrivant la révision du SCoT ;
- prescrire la révision du Schéma de Cohérence Territoriale, approuvé par délibération en date du 17 février 2006, dans les conditions définies aux articles L. 122-6 à L. 122-12 du Code de l'urbanisme ;
- approuver les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du SCoT tels que définis par la présente délibération ;
- approuver, conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme, les modalités de la concertation telles que définies par la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : **19 NOV. 2015**  
Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Lmc1105511-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
PRESCRIPTION DE L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
INTERCOMMUNAL (PLUi) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ  
- OBJECTIFS POURSUIVIS - MODALITÉS DE COLLABORATION AVEC LES  
COMMUNES MEMBRES - MODALITÉS DE CONCERTATION AVEC LE PUBLIC -  
APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la transformation, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole », a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Communes membres à la Métropole.

Le territoire de la Métropole est couvert, à ce jour, par vingt-neuf Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et deux Plans d'Occupation des Sols (POS).

En cohérence avec la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) qui consacre le PLUi intercommunal (PLUi) comme document d'urbanisme des EPCI dotés de la compétence PLU, l'engagement de l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet métropolitain dit « Montpellier Métropole Territoires », eux-mêmes retranscrits dans le cadre de la révision du SCoT en cours ; d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux dont la mise en œuvre nécessite une révision des PLU communaux concernés.

Dans le respect des objectifs de densification des territoires urbains et de limitation de la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières, le PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes permettra, en particulier, de pallier les effets induits par la suppression immédiate du coefficient d'occupation des sols (COS) et des règles de superficie minimale des terrains consécutive à la promulgation de la loi du 24 mars 2014 dite « loi ALUR ». Il s'agira, dans cette perspective, d'élaborer un PLUi métropolitain novateur privilégiant une approche contextuelle et/ou morphologique, portant sur les formes et les densités urbaines ainsi que les règles architecturales souhaitables (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...) et ce, afin d'insérer plus efficacement le projet urbain dans son environnement.

Conciliant enjeux d'échelle métropolitaine et d'échelle communale, ce document d'urbanisme fera l'objet, conformément au Pacte de confiance adopté le 17 juillet 2014 et dans le respect des dispositions de la charte de gouvernance PLU adoptée le 22 juillet 2015, d'une véritable collaboration avec l'ensemble des 31 communes qui constituent la Métropole. Dans cet esprit, il est précisé que les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation du public, tels que définis ci-après, ont été présentés en Conférence des Maires le 27 octobre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 20 décembre 2014, il est à noter que l'engagement de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) suspend les dates et délais prévus en matière de « grenellisation » des PLU et de caducité des POS existants, à condition que le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du territoire ait lieu avant le 27 mars 2017 et que le PLUi soit approuvé au plus tard le 31 décembre 2019.

### *Les objectifs poursuivis*

L'élaboration du PLUi s'inscrira bien entendu dans les objectifs définis par la loi qui sont notamment visés dans les articles L.110 et L.121-1 du Code de l'urbanisme. Au-delà, l'élaboration du document d'urbanisme permettra de consolider l'identité métropolitaine qui se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques, vecteurs de développement économique, territorial et humain de la Métropole et de ses communes :

- 1/ la Santé, au sens de l'OMS (bien-être, qualité du cadre de vie...) ;
- 2/ le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique ;
- 3/ le Développement Economique, le Tourisme et l'Industrie ;
- 4/ les Transports et la Mobilité ;
- 5/ l'Agroécologie et l'Alimentation ;
- 6/ la Culture, le Patrimoine et l'Université ;
- 7/ l'Egalité des chances, la Citoyenneté et le Développement Social.

Dans cette perspective, l'élaboration du PLUi s'inscrira de manière concomitante à l'élaboration du projet de territoire, dit « Montpellier Métropole Territoires », démarche engagée en juin 2015, qui doit intégrer des objectifs fondamentaux que sont la valorisation de l'exceptionnelle richesse environnementale, les évolutions démographiques prévisibles, le développement économique, et les adaptations nécessaires face à la vulnérabilité du territoire aux aléas notamment climatiques (hydraulique, caniculaire...).

En définissant les principes d'intégration de ces objectifs dans un projet cohérent et équilibré dans le temps et dans l'espace, il s'agit de concevoir un projet de territoire renouvelé, irriguant toutes les échelles : les quartiers, les villes et les villages, les secteurs territoriaux définis dans le cadre de la révision du SCoT et l'échelle métropolitaine, en cohérence avec son grand bassin de vie aussi bien qu'environnemental.

L'ambition de cette démarche est de concevoir un grand projet intégré pour aménager un territoire de référence au plan national en matière de développement durable.

Le projet Montpellier Métropole Territoires sera alimenté par chaque politique publique métropolitaine ayant une portée territoriale, auxquelles il devra offrir une traduction et une cohérence spatiale. Au final, le projet constituera le socle programmatique des démarches de planification territoriale en cours et à venir : révisions du SCoT, du Plan de Déplacements Urbains (PDU), du Programme Local de l'Habitat (PLH) et du Plan Climat Air-Energie Territorial (PCAET), élaboration du PLUi...

Dans ce contexte, il est précisé que l'élaboration du PLUi poursuivra les objectifs suivants :

### **Préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale**

La qualité de l'environnement de Montpellier Méditerranée Métropole constitue son premier facteur d'attractivité. Celle-ci est cependant potentiellement menacée si ses ressources ne sont pas intégrées au cœur même du projet de PLUi. Il s'agira, en particulier, de mieux intégrer le « grand paysage » au développement de la Métropole ainsi que les enjeux relatifs à la préservation et la restauration des continuités écologiques, pour conforter son identité, facteur d'attractivité. Il s'agira, par ailleurs, de définir des modalités d'accompagnement de la mise en œuvre d'une politique agro-écologique et d'alimentation de référence définie par délibération du Conseil de Métropole en date du 29 juin

2015 et de mieux encadrer les occupations et utilisations admises au sein de l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers afin de répondre plus efficacement à la diversité des fonctionnalités de ces espaces (écologique, productif, récréatif...).

### *Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles*

Avec 21 000 habitants supplémentaires entre 2006 et 2011 (soit 4 280 habitants en moyenne par an), le territoire de la Métropole connaît une importante dynamique démographique. Toutefois le rythme de croissance s'est atténué au fil du temps passant de +1.5% par an entre 1999-2006 à +1% sur la période plus récente 2006-2011, du fait du vieillissement des régions « importatrices » de population. En outre, alors que depuis plusieurs décennies, le solde migratoire était plus important que le solde naturel dans l'évolution démographique de la population de la Métropole, ce rapport s'est inversé depuis 2006. En moyenne, entre 2006 et 2011, le solde naturel contribue à 60% à la croissance démographique. Ces évolutions traduisent notamment les difficultés rencontrées pour accueillir certains ménages aux revenus modestes ou intermédiaires et travaillant sur le territoire, du fait de la tension s'exerçant sur le marché de l'immobilier résidentiel, dans un contexte de « tension » du marché du logement.

Dans un contexte de croissance démographique confirmée (+0,9 % de croissance démographique estimée par l'INSEE pour les prochaines années, soit le double des métropoles comparables), le maintien de l'attractivité du territoire nécessite donc de mieux répondre à l'accueil des populations existantes et à venir.

Les parcours et les modes de vie et d'habiter, évoluent eux aussi et se démultiplient. Il convient de tenir compte des usages pour mieux répondre à la demande dans sa diversité et pour anticiper les évolutions à venir. Concevoir une Métropole pour tous, quels que soient ses modes de vie et ses moyens, participe fortement de son attractivité. Aussi, le PLUi mettra en place les dispositions favorables à l'accueil des populations nouvelles à des coûts maîtrisés, tout en permettant la diversification des formes d'habitat, pour répondre à l'ensemble de la « palette » des parcours de vie et de revenus des ménages.

Il conviendra également que le PLUi intègre des dispositions spécifiques permettant de réinvestir les tissus urbains existants et ce afin de favoriser le « vivre-ensemble » dans le respect des identités du territoire.

Jusqu'à aujourd'hui, la priorité a été principalement orientée sur l'aménagement de nouveaux quartiers en extension des villes et villages. Un écart s'est ainsi creusé entre leur traitement et celui des quartiers existants. Les réponses à apporter aux évolutions démographiques prévisibles nécessitent bien entendu d'aménager de nouveaux quartiers durables et exemplaires.

Mais le projet devra aussi déterminer des modalités de « réparation » et de réinvestissement des centres-villes, des quartiers existants et des centres-villages. Cette réorientation majeure en faveur des quartiers et tissus urbains existants concerne aussi la reconquête de certains espaces urbains stratégiques, tels que les entrées de ville et les pôles commerciaux de périphérie, la réintégration des quartiers en difficulté dans la ville, et également les réponses à apporter aux récentes évolutions des secteurs pavillonnaires, aujourd'hui soumis à des phénomènes de densification qu'il convient de maîtriser pour ne pas déstructurer l'environnement et le fonctionnement des quartiers et des villages de la métropole.

L'accompagnement de l'accueil des populations sur le territoire nécessite en outre de favoriser les mobilités pour tous et à toutes les échelles de territoire. Aussi, le PLUi intégrera les outils nécessaires à l'expression d'une politique des mobilités renouvelée, en phase avec les évolutions du territoire,



notamment s'agissant des usages et des pratiques. Cette approche concerne de très nombreux aspects, à la fois les connexions du territoire à toutes les échelles de mobilités ; la constitution d'une vaste métropole en réseau (enjeu des réponses à apporter en l'absence de véritable « étoile ferroviaire », des Pôles d'Echanges Multimodaux, du futur contournement routier...) ; la cohésion du territoire en matière de desserte du périurbain ; la maîtrise du transport des marchandises en ville ; l'aménagement d'un « territoire des courtes distances » ; les relations de proximité, etc...

Il s'agit aussi de définir une politique d'espaces publics permettant de répondre à l'évolution des usages et pratiques. L'espace public est le premier des équipements publics, celui qui accueille les parcours du quotidien de chaque habitant de la Métropole, aussi bien que les autres usages, plus conviviaux, voire festifs, touristiques, économiques... L'espace public traduit aussi l'attention qu'un territoire porte à ses habitants, à travers la qualité du cadre de vie, du paysage, de confort, de sécurité qu'il leur offre. L'espace public et les parcours à aménager sur l'ensemble du territoire en créant des continuités, des liens et en profitant de l'extraordinaire diversité paysagère du territoire sont aussi des supports d'activités sportives et de loisir et de détente, dans une Métropole qui érige la Santé comme premier pilier stratégique de son épanouissement. En ce sens, le PLUi s'attachera à traduire les modalités permettant de repenser l'espace public comme support des pratiques urbaines, y compris celles qui émergent, en cherchant à favoriser la convivialité, la cohésion sociale et la valorisation du cadre de vie.

#### *Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois*

En matière d'aménagement et de réinvestissement urbain, le PLUi déclinera les moyens à mettre en œuvre pour permettre la création d'emplois suivant des natures d'activités et des formes adaptées aux spécificités de chaque commune, pour constituer une offre économique adaptée aux besoins des entreprises, et pour favoriser la création d'emploi au plus près des pôles urbains. Il s'agira notamment de corriger les carences mises en évidence par l'évaluation 2015 du SCoT en vigueur, par la création d'une offre adaptée pour les activités qui ne peuvent pas s'intégrer au tissu urbain : nouveaux parcs d'activités pour activités artisanales, logistiques, industrielles, etc... non commerciales. Il convient aussi de chercher parallèlement à réintroduire l'emploi en ville (activités tertiaires mais aussi certaines activités artisanales) et à réinvestir les anciens parcs d'activités, afin de créer une offre foncière renouvelée adaptée aux besoins des entreprises, à l'image du réinvestissement du Parc du Salaison que mène Montpellier Méditerranée Métropole en lien étroit avec les entreprises et la commune de Vendargues.

S'agissant des implantations commerciales, le territoire métropolitain connaît une réelle dynamique commerciale, avec un rythme annuel d'autorisation (CDAC) qui avoisinait 6.000 m<sup>2</sup> de surface de vente par an de 2008 à 2013, ce qui reste au final mesuré et en ligne avec la croissance démographique et conforme aux agglomérations comparables. A ce titre, les différents projets de réinvestissement urbain, à l'exemple de l'extension en cours du cœur d'agglomération (requalification du Jeu de Paume, Nouveau Saint Roch, etc.) et la restructuration urbaine de la zone commerciale de la « Route de la Mer » permettent un redéploiement de l'offre commerciale, concrétisant ainsi les orientations du SCoT. Le PLUi s'attachera à décliner localement les orientations du SCoT révisé en visant un équilibre entre d'une part le renforcement des commerces de centre-ville et des tissus urbains constitués et d'autre part le réinvestissement des commerces de périphérie qui n'offrent pas les mêmes potentialités et services à la population.

Par ailleurs, la Métropole dispose de très nombreux atouts touristiques, mais ceux-ci sont néanmoins encore insuffisamment valorisés. L'intégration des objectifs du projet de territoire participe au

renforcement du rayonnement de la Métropole à partir de ses atouts environnementaux, patrimoniaux, culturels, humains, économiques et touristiques

Aussi, le PLUi intégrera toutes dispositions utiles pour rendre perceptible une véritable identité touristique à l'échelle métropolitaine et de chacun des territoires qui la composent et pour favoriser la créativité au bénéfice du territoire.

### *Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets*

Les objectifs énoncés précédemment répondent pour la plupart à cette préoccupation désormais essentielle, pour promouvoir un territoire soucieux d'éviter les impacts environnementaux et climatiques de l'urbanisation chaque fois que possible, compenser ceux qui ne peuvent être évités et réduire les conséquences de leurs effets inévitables à travers une urbanisation et des aménagements plus résilients. C'est notamment le cas des précautions à prendre face aux risques d'inondation, dont la fréquence et l'importance s'accroissent comme l'ont mis en évidence les événements de l'été et de l'automne 2015. Il en est de même des dispositions à introduire dans les documents d'urbanisme pour que les futures constructions et aménagements atténuent autant que possible les effets des pics de chaleur lors des épisodes à caractère caniculaire, dans le contexte spécifique du climat méditerranéen.

Au regard de l'extrême sensibilité environnementale du territoire, la prévention des risques naturels est au cœur des préoccupations de la Métropole. Dans un contexte de changement climatique, il s'agira de mieux prendre en compte les risques et les aléas, notamment ceux liés aux inondations générées par le ruissellement urbain, en consolidant la connaissance des zones les plus sensibles et ce, en allant si possible au-delà des prescriptions des Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) établis par l'État afin de mieux les anticiper et de mieux protéger les populations. Par ailleurs, le PLUi intégrera les contraintes naturelles pour en faire des éléments participant, de manière positive, à la définition de l'identité du territoire. Il déterminera également les usages pouvant être promus en compatibilité avec une gestion adaptée des risques.

Depuis l'adoption de son Plan Climat Energie Territorial, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole et l'adoption par cette dernière de 7 piliers stratégiques fondateurs de son développement intégré et équilibré, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans la transition énergétique, en revisitant en profondeur ses politiques publiques, afin d'amplifier et de garantir l'efficacité de ses programmes d'actions pour une Métropole plus économe et plus respectueuse de son exceptionnelle qualité environnementale. Le PLUi s'attachera à intégrer les dispositions *ad hoc* concourant à cet objectif.

### *Les modalités de collaboration avec les Communes Membres*

L'article L.123-6 du Code de l'urbanisme précise que « *le plan local d'urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de l'établissement public de coopération intercommunale lorsqu'il est doté de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, en collaboration avec les communes membres. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres* ».

Dans cette perspective, la « charte de gouvernance du PLU », annexée à la présente délibération, a été élaborée par les services communaux et métropolitain pour établir les modalités de collaboration entre les Communes et la Métropole. Cette charte a été examinée le 24 novembre 2014 en Conférence

des Maires puis soumise pour avis simple aux Conseils Municipaux des 31 Communes préalablement à son approbation par le Conseil de Métropole du 22 juillet 2015.

Dans le prolongement du Pacte de Confiance adopté le 17 juillet 2014 par le Conseil Communautaire, la charte de gouvernance du PLU souligne la double pertinence des collectivités concernées et considère que le PLUi doit nécessairement être le produit d'un travail nourri des réalités locales et porteurs de projets d'aménagement à leur échelle : les Communes, collectivités de proximité en prise avec les besoins et réalités locales et porteurs de projets d'aménagement à leur échelle restent au cœur du processus décisionnel ; la Métropole demeure garante de l'aménagement cohérent et solidaire du territoire métropolitain.

Dans cet esprit, les principales modalités de collaboration entre les Communes et la Métropole pour l'élaboration du PLUi sont les suivantes :

Les modalités du pilotage :

- un comité de pilotage en charge de l'élaboration du PLUi est mis en place. Il est composé du Président de la Métropole, qui en assure la présidence, de la Vice-présidente en charge de l'aménagement et du développement durable (appelé à remplacer le Président en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier) et de chaque Maire des 31 Communes ;
- en complément, un comité de suivi est mis en place. Il est composé de la Vice-présidente en charge de l'aménagement et du développement durable, qui en assure la présidence, des Vice-présidents en charge des domaines en lien avec l'aménagement du territoire et d'un élu référent pour chaque commune. Ainsi un réseau de référents est constitué, pour participer aux travaux et aux instances d'élaboration du PLUi (comité de suivi, groupes de travail, ...) et assurer le rôle de relais entre l'échelle communale, en particulier au niveau des commissions d'élus communaux *ad hoc*, et l'échelle métropolitaine.

Les modalités du travail en commun pour l'élaboration du PLUi :

- les Communes sont associées tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme et non uniquement lors des étapes de validation. En particulier, une phase de recueil préalable des projets et des enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUi est initiée à l'échelle de chaque commune ;
- des réunions sont organisées à l'échelle des secteurs du SCoT afin d'élaborer le PLUi dans le cadre d'une vision partagée entre la Métropole et les Communes ;
- des réunions sont également organisées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci, dont notamment les suites à donner au recueil préalable des projets et des enjeux locaux ;
- la Métropole met en place des moyens techniques, notamment des prestataires spécialisés, sur chaque territoire communal pour l'élaboration du zonage (plan et règlement).

Complémentairement, plusieurs dispositions sont prévues à chaque étape de la procédure réglementaire, en complément et en précision de celles déjà prévues par le Code de l'urbanisme :

- Les objectifs poursuivis et les modalités de concertation sont présentés en Conférence des Maires préalablement à la délibération de prescription du PLUi par le Conseil de Métropole ;

- Préalablement à l'arrêt du projet de PLUi, celui-ci est présenté à chaque Maire selon les modalités définies avec l'accord de ce dernier. Chaque maire est invité, s'il le souhaite, à formuler ses observations dans un délai de 1 mois à compter de la présentation du projet de PLUi ;
- Préalablement à l'arrêt du projet de PLUi par le Conseil de Métropole, la prise en compte des observations écrites et le projet de PLUi sont présentés à la Conférence des Maires. Lors de cette réunion, si un Maire exprime son opposition au projet selon un motif qui concerne sa commune, la Conférence des Maires se prononce sur la nature des amendements à apporter, le cas échéant, avant arrêt du projet de PLUi ;
- Suite à l'avis des Conseils Municipaux sur le projet de PLUi arrêté, les amendements éventuels sont présentés en Conférence des Maires ;
- Préalablement à l'approbation du PLUi par le conseil métropolitain, le PLUi tenant compte éventuellement des remarques et avis formulés pendant l'enquête publique est présenté à la Conférence des maires pour examen.

### *Les modalités de concertation*

Conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, la concertation du public sera effective pendant toute l'élaboration du projet de PLUi. Elle associera le plus largement possible les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Conformément aux dispositions de la charte PLUi, la concertation sera conduite par M. Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, qui proposera au Maire de la Commune concernée de l'accompagner lors de la concertation auprès de la population, en tant que relais local des attentes de ses concitoyens auprès de la Métropole et inversement des politiques métropolitaines vis-à-vis de ses administrés.

La concertation sera menée au moins selon les modalités suivantes :

- informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et dans le journal d'information de la Métropole ;
- réunions publiques de présentation et d'échange organisées au long de la phase de concertation avec au minimum une réunion publique à l'échelle de chaque secteurs territoriaux définis dans le cadre de la révision du SCoT et une réunion publique dans chacune des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- mise à disposition d'un registre permettant au public de formuler ses avis, observations dans chacune des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie concernée) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public de la date de clôture desdits registres ;
- mise à disposition de l'ensemble du projet de PLUi, pendant un mois minimum, avant arrêt dudit document par le Conseil de Métropole, dans chacune des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie concernée) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public du début de la mise à disposition de l'ensemble du projet de PLUi ;

- le public aura en outre la possibilité d'envoyer ses observations par courrier à l'attention de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

En outre, le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole créé par délibération du Conseil du 5 février 2015 sera consulté sur le projet du PLUi, conformément aux dispositions de la loi NOTRe du 7 août 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) couvrant l'intégralité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole qui viendra se substituer aux dispositions des POS et PLU existants ;
- arrêter les modalités de collaboration entre Montpellier Méditerranée Métropole et les 31 Communes membres telles que précisées dans la présente délibération et présentées en Conférence des Maires le 24 novembre 2014 et le 27 octobre 2015 ;
- approuver les objectifs poursuivis tels que précisés par la présente délibération ;
- approuver les modalités de concertation telles que précisées par la présente délibération ;
- **prendre acte du fait que les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ont été présentés à la Conférence des Maires du 27 octobre 2015 conformément aux dispositions de la charte de gouvernance du PLU adoptée le 22 juillet 2015 et annexée à la présente délibération ;**
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire **1 9 NOV. 2015**  
Publié le : **1 9 NOV. 2015**  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 1105483 - DE**

Pour ~~extra~~trait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – RÉVISION ALLÉGÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE BEAULIEU - ARRÊT DU PROJET**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération du 17 novembre 2014, le Conseil Municipal de la Commune de Beaulieu a engagé la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune, afin de réduire de façon très mesurée la zone naturelle, pour régulariser des parcelles en partie bâties en continuité du village et modifier à la marge l'emprise constructible de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) du Renard.

Dans cette perspective, le Conseil Municipal a défini les modalités de la concertation suivantes :

- publication sur le site de la Commune et dans le journal communal d'un avis relatif à l'ouverture de la concertation concernant la révision allégée n°2 du PLU ;
- mise à disposition du dossier de révision en mairie, aux heures d'ouverture de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du lundi au vendredi ;
- mise à disposition d'un registre afin de consigner les observations du public.

Il convient de constater que ces évolutions du PLU communal sont compatibles avec les dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ; elles permettent de préserver l'équilibre entre développement urbain et espaces naturels sur le territoire communal et notamment au sein de la ZAC du Renard et du secteur du Chemin des Vignes.

Par ailleurs, il est à noter que la concertation a été conduite selon les modalités prédéfinies : le dossier de révision allégée n°2 et un registre sur lequel chacun a pu consigner ses observations, ont été mis à la disposition du public du 9 septembre 2015 jusqu'au 12 novembre. En outre, un avis a été publié dans le journal municipal et sur les sites internet de la Commune de Beaulieu et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre pendant la durée de cette mise à disposition.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis, par délibération en date du 16 juin 2015, un avis favorable sur le projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune et, conformément aux dispositions de l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme, a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure.

Considérant le bilan de la concertation et la décision n°2015-1640 de Monsieur le Préfet de Département précisant que ces évolutions du document d'urbanisme communal n'étaient pas soumises à évaluation environnementale, le présent projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu, est proposé en l'état pour arrêt en Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du fait que le projet de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu a été présenté à la Conférence des Maires du 27 octobre 2015, conformément à la Charte de gouvernance du PLU adoptée le 22 juillet 2015 ;
- prendre acte du bilan de la concertation, tel qu'énoncé dans la présente délibération ;
- arrêter le dossier de révision allégée n°2 du PLU de la Commune de Beaulieu, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015  
19 NOV. 2015

Imc 1105372-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 N°FR9112020 PLAINE DE FABRÈGUES POUSSAN - MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS - DEMANDE DE SUBVENTION - MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est structure porteuse de l'élaboration et de l'animation du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », depuis sa désignation lors du Comité de Pilotage (COPIL) du 22 novembre 2011.

Ce site d'une superficie proche de 3700 hectares impacte 8 communes sur 3 EPCI, dont 5 sont situées sur le territoire de l'Agglomération : Cournonterral, Cournonsec, Pignan, Fabrègues, Saussan.

La présidence du Comité de Pilotage pour la mise en œuvre et l'animation du Document d'objectifs est assurée *par madame la* Vice-présidente déléguée au développement et à l'aménagement durable du territoire et de l'espace public et à l'habitat.

Approuvé en Comité de pilotage du 18 février 2014 avec des modifications de périmètre, le Document d'objectifs du site Natura 2000 est depuis lors entré dans sa phase de mise en œuvre. Il comprend un programme d'actions pluriannuel et une charte, cette dernière ayant été partiellement validée.

La phase d'élaboration étant achevée, l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont signé en mai 2014 pour une durée de trois ans la convention-cadre fixant les modalités du suivi, de l'animation et de la mise en œuvre du Document d'Objectifs Natura2000 du site FR9112020 « Plaine de Fabrègues Poussan ».

C'est dans ce cadre que les demandes annuelles de subvention pour l'animation et la mise en œuvre des actions du Document d'objectifs sont déposées.

La délibération validant la demande de subvention pour l'animation du site Natura 2000 n°FR9112020 Plaine de Fabrègues Poussan a été approuvée le 29 juin 2015 pour la période courant du 1er juin au 31 décembre 2015. En l'absence de Programme de Développement Rural stabilisé à cette date, la demande était fondée sur la clé de répartition utilisée jusqu'alors (40% UE-FEADER; 40% Etat; 20% autofinancement).

Le Programme de Développement Rural (PDR) Languedoc-Roussillon, transmis par La Région à la Commission Européenne le vendredi 11 avril 2014, a été officiellement adopté le 14 septembre 2015 par le Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural. Ce document de référence modifie les règles de financement des actions d'animation en site Natura 2000.

La présente délibération réajuste en conséquence le montant et la clé de répartition des subventions, recalibrées à hauteur de 22 000 €: UE-FEADER : 63%; Etat : 29.6%; autofinancement : 7.4%. La période d'éligibilité des dépenses est également recalée du 13 juillet au 31 décembre 2015, sans incidence sur la mise en œuvre des actions d'animation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan de financement;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter des subventions auprès de l'Etat et de l'Europe et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Délibération n° 13354

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

18 NOV. 2015

18 NOV. 2015

Lmc 1105314 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 "MONTAGNE DE LA MOURE ET CAUSSE D'AUMELAS" - DOSSIERS DE CONSULTATION POUR L'EXTENSION DU SIC (SITE D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE) ET POUR LA CRÉATION DE LA ZONE DE PROTECTION SPÉCIALE - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par courriers, arrivés respectivement les 17 et 18 septembre 2015, les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ont transmis les dossiers de consultation relatifs à la création du site Natura 2000 ZPS « Garrigues de la Moure et d'Aumelas » ainsi qu'à l'extension de périmètre du site Natura 2000 SIC « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas ». Conformément à l'article R414-3 du Code de l'Environnement, Montpellier Méditerranée Métropole est invitée à émettre un avis par écrit dans un délai de 2 mois, à compter de sa saisine.

Natura 2000 est un réseau européen institué par la Directive de l'Union Européenne sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages, du 21 mai 1992. Ce réseau permet de mettre en œuvre les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifié par la France en 1996.

Comme l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne, la France a sélectionné sur son territoire les sites naturels susceptibles de contribuer à la formation du réseau Natura 2000. Ces sites, appelés « sites Natura 2000 » ont été identifiés pour la rareté ou la fragilité de certains éléments du patrimoine naturel qu'ils abritent tels que la faune, la flore, et les habitats naturels. L'enjeu principal de gestion de ces sites révèle une volonté de préservation de la diversité biologique à l'échelle européenne. En outre, ces sites ne représentent pas, en tant que tels, des zones protégées. Le réseau Natura 2000 ambitionne ainsi de concilier activités humaines et engagements pour la biodiversité.

Le réseau Natura 2000 est formellement né de deux directives de l'Union Européenne : les Directives « oiseaux » de 1979 et « habitats, faune, flore » de 1992. Son objectif est d'assurer la pérennité ou, le cas échéant, le rétablissement dans un état de conservation favorable :

- des habitats naturels et/ou habitats d'espèces figurant aux annexes I et II de la Directive « habitats, faune, flore » ;
- des habitats d'espèces figurant à l'annexe I de la Directive « oiseaux ».

Dans cette perspective, le site Natura 2000 FR 9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas » a été proposé comme site d'intérêt communautaire en avril 2002, au titre initialement de la Directive « habitats, faune, flore ». Ce site, d'une superficie actuelle de 9 349 hectares, concerne, sur le territoire de la Métropole, les communes de Cournonterral, Murviel-lès-Montpellier et Pignan, sur une part correspondant à 17,34% de la surface actuelle totale du site.

Les diagnostics écologique et socio-économique, réalisés sur un périmètre d'étude Habitats plus vaste que le seul site Natura 2000 (11 198 hectares), ont abouti à la nécessité d'affiner la délimitation géographique du site initial, afin d'améliorer la cohérence écologique du périmètre et de permettre une meilleure mise en œuvre opérationnelle des mesures contractualisées le cas échéant. Seules les Communes de Murviel-lès-Montpellier et Pignan sont concernées par une évolution de ce périmètre.

Ces modifications et ajustements sont d'ordres différents :

- ajustement du périmètre : les périmètres initiaux des sites proposés par la France avaient été déterminés à l'échelle du 1/100 000. Le passage au 1/25 000 nécessite de repréciser le trajet sur l'ensemble du site ;

- modification de périmètre : elle s'appuie sur des critères scientifiques et de cohérence écologique (présence d'habitats d'intérêt communautaire), de gestion (toute parcelle cadastrale incluse pour la plus grande partie dans le périmètre initial est incluse dans sa totalité dans le périmètre), physiques et géographiques.

Ce nouveau périmètre a d'ores et déjà fait l'objet d'une validation par le comité de pilotage, auquel Montpellier Méditerranée Métropole est associée du site ainsi que d'une consultation publique des communes et des EPCI concernées au printemps 2015.

S'agissant du territoire de la Métropole, les communes de Murviel-lès-Montpellier et Pignan sont concernées par cette évolution de périmètre :

- Commune de Murviel-lès-Montpellier : 168 hectares supplémentaires (soit 394 hectares) du territoire de la commune sont concernés par l'évolution du périmètre du site Natura 2000 (les secteurs de Pioch Sérié, de l'oppidum, du site archéologique et de Pioch Guillen) au titre de la présence avérée d'habitats reconnus d'intérêt communautaire ainsi que des habitats considérés comme favorables aux chiroptères ;
- Commune de Pignan : 107 hectares supplémentaires (soit 346 hectares) du territoire communal sont concernés (le secteur des Blaquières ainsi qu'une parcelle cadastrale incluant une mare temporaire située à l'est de la route) par l'évolution du périmètre du site Natura 2000 pour les mêmes justifications que sur la Commune de Murviel-lès-Montpellier.

Parallèlement, lors de l'élaboration du document d'objectifs, et suite à interpellation de la DREAL Languedoc-Roussillon sur les enjeux « Oiseaux » déjà connus sur le site, un périmètre d'étude Oiseaux de 13 123 hectares a été prospecté. En est ressorti le contact de 14 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire sur la zone d'étude, dont quatre présentant des enjeux très forts de conservation, justifiant ainsi la proposition de création d'une Zone de Protection Spéciale au titre de la Directive « oiseaux ». Ce projet de création a été validé en Comité de pilotage du site, auquel Montpellier Méditerranée Métropole est associée, le 25 novembre 2014 et concerne huit communes, dont deux sont situées sur le territoire de la Métropole : Murviel-lès-Montpellier et Pignan.

La superficie totale du projet de site Natura 2000 fait désormais 9 015 hectares. Le périmètre s'appuie sur les critères suivants : critères scientifiques et de cohérence écologique (présence d'habitats d'intérêt communautaire), de gestion (toute parcelle cadastrale incluse pour la plus grande partie dans le périmètre initial est incluse dans sa totalité dans le périmètre), physiques et géographiques.

S'agissant du territoire de la Métropole, les communes de Murviel-lès-Montpellier et Pignan sont concernées par ce projet de création de site Natura 2000 :

- Murviel-lès-Montpellier : 394 hectares de la Commune sont proposés à l'intégration au périmètre du projet de site Natura 2000 Directive « oiseaux », identiques à l'évolution de périmètre proposée dans le cadre de l'extension du site Natura 2000 existant, au titre de la présence avérée d'habitats très favorables aux oiseaux d'intérêt communautaire, ainsi que de l'observation de l'alouette lulu et de la fauvette pitchou ;
- Pignan : 346 hectares de la Commune sont proposés à l'intégration au périmètre du projet de site Natura 2000 Directive « oiseaux », identiques à l'évolution de périmètre proposée dans le cadre de l'extension du site Natura 2000 existant, au titre de la présence avérée d'habitats très favorables aux oiseaux d'intérêt communautaire, ainsi que de l'observation de l'alouette lulu, de la fauvette pitchou et de l'engoulevent.

Délibération n° 13355

Les Communes du territoire de la Métropole concernées par ces évolution d'une part et création d'autre part de périmètres de sites Natura 2000 ont d'ores et déjà donné leurs avis favorables sur ces points. Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que membre du comité de pilotage a également été consultée sur les aspects techniques et tenue régulièrement informée de l'évolution du dossier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à l'extension du site Natura 2000 SIC "Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas";
- émettre un avis favorable à la création du site Natura 2000 ZPS "Garrigues de la Moure et d'Aumelas ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Lmc 1105457 DE*

**19 NOV. 2015**

**19 NOV. 2015**

Pour ~~extra~~ **certifié** conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CESSIION  
PARCELLE B N°2257 - OPÉRATION LE FRIGOULET - COMMUNE DE COURNONSEC**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une parcelle cadastrée section B n°2257 d'une contenance de 1500 m<sup>2</sup> sise au lieu-dit le Frigoulet à Cournonsec. Cette parcelle a été acquise à l'amiable, en 2012 à la SCI Roxane, pour un montant de 320 0000 € dont 12 000 € de frais d'agence. La villa squattée et la piscine ont du être détruites dans les mois qui ont suivi l'acquisition.

La société STS, promoteur immobilier, domiciliée Immeuble Saga, Parc Georges Besse II, 260 chemin de la Tour de l'Evêque à Nîmes , a conçu un projet de pôle médical et de logements PSLA sur cette parcelle et les parcelles voisines qui l'entourent cadastrées section B n°2258, 1985 et 1982. Ce projet est soumis à de nombreuses contraintes relatives aux accès et à l'inondabilité. L'accès est réalisé en sortie du giratoire via une servitude de passage sur les autres parcelles, objet du projet, et la sortie doit se faire par le centre commercial du Frigoulet situé au nord Ouest. L'inondabilité du terrain, en zone bleue, interdit le stationnement souterrain.

France Domaine a rendu son avis en date du 23 octobre 2015.

Le promoteur a obtenu l'accord de la commune pour réaliser ce projet et en conséquence, il est proposé de céder ce terrain à la société STS pour un montant de 320 000 €, frais d'actes en sus à charge de l'acquéreur. Cette cession, au prix d'acquisition, se fait donc sans marge et sans TVA immobilière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession à STS, promotion immobilière, domiciliée à Nîmes, de la parcelle cadastrée section B n° 2257, sise lieu-dit le Frigoulet à Cournonsec et d'une contenance de 1 500 m<sup>2</sup> pour un montant de 320 000 €, net vendeur ;
- dire que les recettes sont inscrites au chapitre 905 du budget de la Métropole ;
- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire et notamment l'acte de cession.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Imc 1105264-DE

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CESSIION DE DÉLAISSÉS DE LA DEUXIÈME LIGNE DE TRAMWAY - ZAC ECO QUARTIER DU DOMAINE DE CAYLUS - PARCELLES BX N°47P, BX N°56P ET BX N°70 - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des parcelles cadastrées section BX n°47, 56 et 70 sur la commune de Castelnau-le-Lez, acquises dans le cadre du projet de deuxième ligne de tramway. Une partie de ces parcelles a été affectée au bassin de rétention des effluents pluviaux de la plate forme de tramway.

La commune de Castelnau-le-Lez a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour intégrer ces emprises stratégiques, dans l'opération Eco Quartier du Domaine de Caylus dont la réalisation a été confiée dans le cadre d'une concession de ZAC à GGL Aménagement. Montpellier Méditerranée Métropole et l'aménageur se sont rapprochés en vue d'intégrer les volumes des bassins existants dans les bassins de rétention réalisés dans le cadre de la ZAC.

Dans cette perspective ont été déposés simultanément :

- par Montpellier Méditerranée Métropole, un porter-à-connaissance, en vue d'obtenir un arrêté d'autorisation modificatif de l'arrêté n°2004-01-1093 du 11 mai 2004, relatif à la ligne 2 du tramway, au titre des articles L.214-1 à L.214-11 du Code de l'environnement (loi sur l'eau).
- par l'aménageur, le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau pour l'opération Domaine de Caylus, dossier intégrant le dispositif de mutualisation.

Le porter-à-connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole a reçu un avis favorable de la Préfecture en date du 28 février 2014.

La cession porte sur les emprises sises sur la Commune de Castelnau-le-Lez, lieu-dit Mas de Caylus, et cadastrées section BX n°47 pour 1107m<sup>2</sup>, BX n°56 pour 561m<sup>2</sup> et BX n°70 en totalité pour 57 m<sup>2</sup>, soit 1725 m<sup>2</sup> au total.

Conformément à l'avis de France Domaine en date du 22 octobre 2015, le prix de cession est fixé à 86 250 €, soit 50 € par m<sup>2</sup>.

L'acte à intervenir comportera une clause quant à la date de mise en service des bassins de rétention de la ZAC conditionnant la suppression des bassins existants et reprenant les fonctionnalités des bassins de rétention de la ligne 2 du tramway.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession à GGL Aménagement des parcelles cadastrées section BX n°47 en partie pour 561 m<sup>2</sup>, BX n°56 en partie pour 1107 m<sup>2</sup>, BX n°70 en totalité soit 57 m<sup>2</sup>, soit au total 1725 m<sup>2</sup>, sise au lieu dit Domaine de Caylus à Castelnau-le-Lez, pour un montant de 86 250 €,
- dire que les recettes sont inscrites au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire **19 NOV. 2015**

Publié le :

Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**

Le :

Numéro de l'acte : **Imc Mos 301 DE**

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
PARTENARIAT DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT / MONTPELLIER MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE POUR RD 612 - ÉTUDE PROSPECTIVE D'AMÉNAGEMENT DU RÉSEAU  
ROUTIER SUR LE SECTEUR DE LA PORTE SUD-OUEST DE LA MÉTROPOLE  
(COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS) - CONVENTION - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le secteur de la Porte Sud-Ouest de la Métropole concentre de nombreux axes de circulation nationaux et départementaux, notamment RD 612, RD 613, autoroute A9 et futurs Contournement Ouest et Sud de Montpellier. Ces infrastructures supportent des flux de transit et d'échange importants, sachant en outre que l'actuel péage de Saint Jean de Védas doit être reconfiguré et rendu à la gratuité à l'issue du déplacement de l'autoroute, ce qui ne manquera pas d'impacter la répartition du trafic dans ce secteur. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) prévoit l'accueil, sur les territoires des communes de Saint Jean de Védas, Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone et Fabrègues de nombreux secteurs de développement et de réinvestissement, en particulier de parcs d'activités et d'équipements supplémentaires qui seront eux-mêmes générateurs de flux et d'échanges, notamment les Parcs d'activités métropolitains Marcel Dassault, Lauze et demain Lauze-Est, le projet de transfert d'une clinique sur Saint Jean de Védas, le Parc Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, l'ÉcoParc départemental de Fabrègues, les zones commerciales à conforter par réinvestissement urbain. Dans ce contexte, ce secteur subit des nuisances dues à l'inadaptation du réseau routier à l'évolution du trafic et de l'urbanisation, auxquelles il convient d'apporter des réponses

Par délibération du 1<sup>er</sup> octobre 2014, la Métropole a apporté un soutien technique et financier à la commune de Saint Jean de Védas pour l'élaboration de son Plan Local de Déplacements (PLD). Cette démarche menée en étroite collaboration avec Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault est actuellement en cours. Toutefois, la recherche de solutions durables dépasse largement l'échelle locale et nécessite d'engager une réflexion au niveau du réseau routier structurant du Sud-Ouest du territoire métropolitain, afin de redéfinir la distribution du réseau routier structurant en lien avec les projets en cours : doublement de l'autoroute A9 et affectation de la plateforme autoroutière au contournement Sud de la Métropole, inscription du Contournement Ouest de Montpellier (COM) au Contrat de Plan État-Région ...

La plupart des voies (en particulier les RD 612, RD 613) étant de domanialité départementale et les secteurs économiques et le Plan de Déplacements Urbains (PDU) étant de compétence métropolitaine, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochés pour mener des études préalables à la révision du PDU sur ce secteur. Le Département souhaite conduire une étude prospective d'aménagement du réseau routier afin d'analyser le fonctionnement actuel et à venir des voiries du secteur (les RD 612, 613, 116e1, 185, 132) en cohérence avec le déplacement de l'autoroute A9 et les études menées par l'État sur le COM et l'échangeur A9 / COM / RD 612, et de définir des propositions d'aménagements en fonction des contraintes et des impacts.

Ces principes d'aménagements devront être compatibles avec les enjeux de développement du secteur, la prise en compte de l'ensemble des mobilités (y compris les modes actifs), les demandes actuelles et à venir en matière d'accès des nouvelles zones d'aménagement et des zones à requalifier, et avec la nécessité d'anticiper les évolutions à l'échelle des besoins évalués dans le cadre de la révision, en cours, du SCoT de la Métropole.

Au titre de l'intérêt que représente pour elle une telle étude dans la perspective du réinvestissement et du développement de ce secteur à programmer dans le cadre de la révision du SCoT et de la conception du futur PLUi et sur les évolutions à intégrer au prochain PDU, dont la révision nécessite d'être anticipée sur les secteurs les plus critiques du réseau routier actuel, Montpellier Méditerranée Métropole sera associée très largement à cette étude.

Cette démarche d'étude spécifique justifie une participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole plafonnée à 33 960 € net de taxe, soit 40 % du montant total estimé des études (84 900 € HT). Cette participation s'inscrit dans la mise en œuvre des études préalables à la révision du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur.

Délibération n° 13358

Il y a lieu de formaliser la participation au pilotage et au financement de cette étude par la signature d'une convention d'offre de concours avec le Département de l'Hérault bénéficiaire. Celle-ci précise notamment les modalités d'association de Montpellier Méditerranée Métropole au pilotage de cette étude prospective d'aménagements du réseau routier, ainsi que les modalités de versement au Département de l'Hérault, maître d'ouvrage, de son offre de concours en fonction de l'exécution du programme d'étude décrit.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'offre de concours à intervenir avec le Département de l'Hérault concernant la participation de la Métropole au pilotage de l'étude mentionnée ci-dessus et le versement d'une participation à son financement plafonnée à 33 960 € net de taxe maximum, soit 40 % du montant total estimé des études ;
- dire que le versement de cette participation est conditionné à la signature d'une convention avec le Département de l'Hérault ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire **19 NOV. 2015**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc1105432 DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL



## **ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – MARCHÉ N°4137MG15  
D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS EN GÉNIE  
CLIMATIQUE D'UNE PARTIE DES BÂTIMENTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET SIGNATURE**

Mme M. CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exploite un parc de bâtiments composés de bâtiments administratifs, culturels (médiathèques, lieux d'enseignements artistiques, musées, salles de spectacles) et sportifs (piscines, stades). La Métropole entretient ceux-ci et gère notamment la maintenance du génie climatique. Les objectifs sont d'assurer la continuité et la qualité de service rendu aux utilisateurs, la sécurité technique et sanitaire et également de réduire les consommations d'énergie via le pilotage et la maintenance préventive des équipements.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole situés principalement sur le territoire de la commune.

La maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de génie climatique des autres bâtiments sont actuellement confiés à un prestataire de service, Cofely Axima, via un marché à bons de commande. Ce marché arrivant à échéance en juin 2016, il est nécessaire de lancer une nouvelle consultation pour une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'agit d'un marché d'exploitation de type Prestation et Forfait sans fourniture de combustible. Le titulaire assurera la **conduite des installations** et les travaux de petit **entretien** qui feront l'objet d'un **règlement forfaitaire**. Ce marché prévoit également la réalisation de **travaux ponctuels** liés à la **maintenance** pour permettre le **fonctionnement optimal** des installations. Ces travaux feront l'objet d'un règlement suivant un bordereau de prix unitaires.

Il est donc proposé de lancer un appel d'offres ouvert à prix mixtes (marché à prix forfaitaire assorti d'un bordereau de prix unitaires pour les travaux associés), en vertu des articles 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics. La durée du marché sera d'un an renouvelable trois fois par reconduction expresse, soit une durée totale ne pouvant excéder quatre années.

**Le montant annuel du marché est estimé à 30 000 €HT pour la part forfaitaire et 25 000 €HT pour les travaux associés sur bordereau de prix avec un minimum global annuel (montant forfaitaire et unitaire) de 25 000 €HT et un montant maximum global annuel (montant forfaitaire et unitaire) de 100 000 €HT par an.**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de cette nouvelle consultation ;
- autoriser avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à **souscrire le marché tel que défini ci-dessus**, avec le candidat **retenu** par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation et à le signer.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire, y compris le cas échéant sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Délibération n° 13381

Certifié Exécutoire **19 NOV. 2015**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc1405306-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



## **FINANCES**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## FINANCES – BUDGET 2015 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2015, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal ainsi que des budgets annexes d'assainissement, du service public d'assainissement non collectif, de l'eau brute et de l'eau potable.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **-106 783 euros en fonctionnement** et à **- 5 143 848 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

### BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-404 600		-404 600
931	Sécurité et salubrité publiques	-174 000		-174 000
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-61 100		-61 100
935	Aménagement des territoires et habitat	-363 503		-363 503
936	Action économique	155 900		155 900
937	Environnement	290 400		290 400
938	Transports	-997 497		-997 497
940	Impositions directes	45 000		45 000
953	Virement à la section d'investissement		1 402 617	1 402 617
<b>Total</b>		<b>-1 509 400</b>	<b>1 402 617</b>	<b>-106 783</b>

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
931	Sécurité et salubrité publiques	-15 000		-15 000
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-394 367		-394 367
936	Action économique	205 038		205 038

937	Environnement	251 288		251 288
938	Transports	-92 593		-92 593
941	Autres impôts et taxes	-61 149		-61 149
<b>Total</b>		<b>-106 783</b>	<b>0</b>	<b>-106 783</b>

## **BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT**

<b>INVESTISSEMENT - DEPENSES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
900	Administration Générale	-68 500		-68 500
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 828 828		-1 828 828
905	Aménagement des territoires et habitat	-4 407 651		-4 407 651
906	Action économique	1 400 131		1 400 131
907	Environnement	-345 000		-345 000
908	Transports	81 000		81 000
925	Opérations patrimoniales		25 000	25 000
<b>Total</b>		<b>-5 168 848</b>	<b>25 000</b>	<b>-5 143 848</b>

<b>INVESTISSEMENT - RECETTES</b>				
<b>Chapitres</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	40 143		40 143
905	Aménagement des territoires et habitat	-243 000		-243 000
906	Action économique	153 000		153 000
923	Dettes et autres opérations financières	-6 521 608		-6 521 608
925	Opérations patrimoniales		25 000	25 000
951	Virement de la section de fonctionnement		1 402 617	1 402 617
<b>Total</b>		<b>-6 571 465</b>	<b>1 427 617</b>	<b>-5 143 848</b>

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **2 983 800 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

**BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION**

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-2 893 200		-2 893 200
023	Virement à la section d'investissement		2 795 650	2 795 650
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		97 550	97 550
<b>Total</b>		<b>-2 893 200</b>	<b>2 893 200</b>	<b>0</b>

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT**

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	13 200		13 200
20	Immobilisations incorporelles	-1 000		-1 000
21	Immobilisations corporelles	31 000		31 000
23	Immobilisation en cours	2 850 000		2 850 000
041	Opérations patrimoniales		90 600	90 600
<b>Total</b>		<b>2 893 200</b>	<b>90 600</b>	<b>2 983 800</b>

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		2 795 650	2 795 650
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		97 550	97 550

041	Opérations patrimoniales		90 600	90 600
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>2 983 800</b>	<b>2 983 800</b>

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer,

La Décision Modificative du Budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **0 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe du service public d'assainissement non collectif se présente de la façon suivante :

**BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – EXPLOITATION**

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
012	Charges de personnel et frais assimilés	40 718		40 718
65	Autres charges de gestion courante	-40 718		-40 718
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – INVESTISSEMENT**

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe de l'eau brute s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **0 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe de l'eau brute se présente de la façon suivante :

#### **BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE – EXPLOITATION**

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-1 000		-1 000
012	Charges de personnel et frais assimilés	22 000		22 000
65	Autres charges de gestion courante	-21 000		-21 000
Total		0	0	0

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

#### **BUDGET DE L'EAU BRUTE – INVESTISSEMENT**

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe de l'eau brute par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **74 550 euros en fonctionnement** et à **75 550 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

**BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE – EXPLOITATION**

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-1 000		-1 000
023	Virement à la section d'investissement		75 550	75 550
	<b>Total</b>	<b>-1 000</b>	<b>75 550</b>	<b>74 550</b>

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		74 550	74 550
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>74 550</b>	<b>74 550</b>

# **BUDGET DE L'EAU POTABLE – INVESTISSEMENT**

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	-3 000		-3 000
23	Immobilisations en cours	4 000		4 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		74 550	74 550
Total		1 000	74 550	75 550

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		75 550	75 550
Total		0	75 550	75 550

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
 Publié le :  
 Déposé En Préfecture  
 Le :  
 Numéro de l'acte :

1 8 NOV. 2015

1 8 NOV. 2015

Imc 1405921-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
 Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

# FINANCES – AFFECTATION ET MODIFICATION D'AFFECTATION DES SUBVENTIONS - DÉCISION MODIFICATIVE 2015 N°1 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de la Décision Modificative 2015, il est proposé l'affectation ou la modification des subventions d'investissement et de fonctionnement suivantes :

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
2041411	RESEAU NATURA 2000	198
2041411	INGENIERIE – OPAH CEVENNES	-1 366
2041411	INGENIERIE – PDS PETIT BARD	457

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	FEDERATION FRANCAISE DE BASKET BALL	- 100 000
6574	CLUB TAURIN LE SANGLIER - BAILLARGUES	10 500
6574	TROPHEE TAURIN METROPOLE	- 44 500
6574	MUSIQUES ET CULTURES DIGITALES	5 000

Par ailleurs, il est également proposé au Conseil de Métropole de modifier l'affectation de crédit attribué dans le cadre du Projet d'Intérêt Commun suivant :

- 50 000 euros accordés à la Commune de Vendargues par délibération n°12373 du 31 juillet 2014 pour la «construction d'une Médiathèque» sont affectés au projet de «construction de vestiaires au complexe sportif G. Dides».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation ou de la modification des subventions d'équipement et de fonctionnement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- approuver la modification d'affectation relative au Projet d'Intérêt Commun susmentionné (Commune de Vendargues),
- dire que le projet retenu relève de la compétence de la Commune et dépasse manifestement l'intérêt communal,
- dire que le versement de ce fonds de concours au titre du Projet d'Intérêt Commun sus indiqué est conditionné à la signature d'un avenant à la convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Vendargues,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

18 NOV. 2015

18 NOV. 2015

Inc 1105684-PE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DÉCISION MODIFICATIVE 2015 N°1 - RÉVISIONS D'OPÉRATIONS - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

**Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la DM 2015 n°1.**

**BUDGET ASSAINISSEMENT**

D'après les dispositions définies par l'instruction fiscale du 29 décembre 2010 et la doctrine du 01 août 2013, les délégations de service public sont soumises de plein droit à la TVA. En conséquence le budget annexe relatif au service délégué est assujéti à la TVA. A ce titre, les montants des AP afférentes au budget annexe de l'assainissement, désormais voté HT, sont également présentés HT dans les tableaux ci-dessous.

La révision de ces autorisations de programme intègre la nouvelle attribution des marchés.

**RESEAUX**

Intitulé du programme	Montant initial de l'AP	Révision de l'AP	Montant révisé de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2015	CP 2016	CP 2017
Réseaux : intercepteur Est secteur amont + Intercepteur Est la Pompignane	11 287 625,42	9 554 324,33	20 841 949,75	4 232 199,74	9 421 000,00	6 938 333	250 416,67

STATIONS D'EPURATION

Intitulé du programme	Montant initial de l'AP	Révision de l'AP	Montant révisé de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2015	CP 2016
Stations d'Épuration : Construction Sussargues-Saint Génès des Mourgues + Extension Courmonterral	8 913 043,47	1 077 121,44	9 990 164,91	2 832 273,24	5 725 000,00	1 432 891,67

RESEAUX ET STATIONS D'EPURATION

Intitulé du programme	Montant initial de l'AP	Révision de l'AP	Montant révisé de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2015	CP 2016
Réseaux : intercepteur Est secteur amont + Intercepteur Est la Pompignane	167 224,08	-56 328,25	110 895,83	9 895,83	51 000,00	50 000
Stations d'Épuration : Construction Sussargues-Saint Génès des Mourgues + Extension Courmonterral	135 370,64	-53 175,82	82 194,82	57 194,82	25 000,00	

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision du montant de l'autorisation de programme relative la réalisation de la station d'épuration Sussargues-Saint Génès des Mourgues, extension Courmonterral et des réseaux intercepteur est de la Pompignane et du secteur amont,
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

18 NOV. 2015

18 NOV. 2015

Imc 1105245-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







## SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**FINANCES – ADMISSIONS EN NON VALEUR DE TITRES DE RECETTES POUR L'ANNÉE 2015 - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Monsieur le Trésorier Principal Municipal a transmis à Montpellier Méditerranée Métropole l'état des recettes qui s'avèrent irrécouvrables malgré la mise en œuvre de toutes les procédures légales de recouvrement.

Après étude, il est proposé de donner suite à la requête du Trésorier pour un montant de créances s'élevant à 151 266,43 euros qui se décomposent de la façon suivante :

	Admissions en non valeur (€)
Budget Principal	19 554,97
Budget Annexe des Services Funéraires	66 699,32
Budget Annexe de l'Assainissement	60 522,35
Budget Annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif	3 382,61
Budget Annexe de l'Eau Brute	64,92
Budget Annexe de l'Eau Potable	1 042,26
Total	151 266,43

Les recettes admises en non valeur sont annexées à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant proposé d'admissions en non valeur pour l'année 2015 de 151 266,43 euros, pour le budget principal et les budgets annexes des services funéraires, de l'assainissement, du service public d'assainissement non collectif, de l'eau brute et de l'eau potable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

18 NOV. 2015

18 NOV. 2015

Ime 1105962-05

Pour extrait certifié conforme à l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET PRINCIPAL

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2009	140497	1	PHONE ADVANCE	60,03	NPAI et demande renseignement négative
2009	778	1	PERDRIEL ANNICK Nc	60,69	NPAI et demande renseignement négative
2009	779	1	PERDRIEL ABIGAELE Nc	70,42	NPAI et demande renseignement négative
2009	788	1	COLL CAROLINE Nc	138,20	Poursuite sans effet
2010	1371	1	FABREGAS ANNIE Nc	142,16	NPAI et demande renseignement négative
2010	1375	1	BERNARD ELINA Nc	42,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	1376	1	AIT EL HADJ LISA-LOU	78,12	Poursuite sans effet
2010	1377	26	FOULATIER Nc	62,83	Décédé et demande renseignement négative
2010	1394	1	SEDDOUKI FOUAD Nc	128,90	Poursuite sans effet
2010	1401	1	AMADOR SEBASTIEN Nc	81,61	Poursuite sans effet
2010	1404	1	RAMIREZ ANDRE Nc	45,15	Poursuite sans effet
2010	1406	1	PEDEBA HELENE Nc	32,05	NPAI et demande renseignement négative
2010	1407	1	MASSOT CORINNE Nc	151,21	Poursuite sans effet
2010	1414	1	BENAZZOZ JIHAD Nc	124,24	NPAI et demande renseignement négative
2010	1415	1	BELHANAFI AYMAN Nc	59,24	NPAI et demande renseignement négative
2010	1418	1	BAPST CHRISTOPHE Nc	69,53	Poursuite sans effet
2010	1421	1	AISSANI NESRINE Nc	59,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	1425	1	GUTIERRES AURELIE Nc	71,54	NPAI et demande renseignement négative
2010	1429	1	GLEIZE MARCELLE LUCIE	152,34	Poursuite sans effet
2010	1431	1	SAISS HICHEM Nc	149,42	Poursuite sans effet
2010	1439	1	MIALLET DAVID Nc	51,76	Poursuite sans effet
2010	1443	1	PEREZ AMBRE Nc	52,08	NPAI et demande renseignement négative
2010	1444	1	CHARVET ALEXANDRA Nc	55,94	RAR inférieur seuil poursuite
2010	1445	1	GICQUEL AURELIE Nc	69,72	NPAI et demande renseignement négative
2010	1447	1	DIEDERICH ANNE-SOPHI	50,97	Poursuite sans effet
2010	1449	1	COIFFARD AUORE Nc	79,62	RAR inférieur seuil poursuite
2010	1456	1	BAHMED SAFIA Nc	236,47	Poursuite sans effet
2010	1461	1	EL HACHIMI MAHAMAD Nc	75,95	NPAI et demande renseignement négative
2010	1464	1	DUPAS LISE Nc	83,46	NPAI et demande renseignement négative
2010	1841	1	FISCHER CHRISTOPHE Nc	42,59	Poursuite sans effet
2010	1845	1	FERREIRA ANTUNES MANU	51,64	NPAI et demande renseignement négative
2010	1846	1	ALAOUI ISMAIL ABDELK	217,99	Poursuite sans effet
2010	1847	1	ARRASSI FADILA Nc	132,40	Poursuite sans effet

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET PRINCIPAL

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2010	1848	1	AMAYOTA PAUL Nc	94,27	Poursuite sans effet
2010	1849	1	ALILLOU TAHRA CHEZ ALI	106,21	NPAI et demande renseignement négative
2010	1852	1	BLOCH SIMONE Nc	45,50	Décédé et demande renseignement négative
2010	1858	1	DIEDERICH ANNE-SOPHI	96,21	Poursuite sans effet
2010	1859	1	DELDICQUE MATTHIEU Nc	113,11	NPAI et demande renseignement négative
2010	1866	1	CATHALA MELANIE Nc	47,63	Poursuite sans effet
2010	1876	1	AMAR ANAIS Nc	119,82	NPAI et demande renseignement négative
2010	1880	1	DREAN MAELLA Nc	46,73	NPAI et demande renseignement négative
2010	1882	1	ANTONUCCI NOEMIE Nc	146,95	NPAI et demande renseignement négative
2010	1900	1	MANZANILLA ABRAHAM Nc	56,75	RAR inférieur seuil poursuite
2010	1904	1	PIERRONNE ANTHONY Nc	47,77	NPAI et demande renseignement négative
2010	1913	1	RAJAOFETRA MAHALIANA	55,70	NPAI et demande renseignement négative
2010	1918	1	LECHERBONNIER LUCIE N	119,83	Poursuite sans effet
2010	1926	1	BAKHTI NABIL Nc	99,95	NPAI et demande renseignement négative
2010	1927	1	DERONCO LAURENT Nc	73,83	Poursuite sans effet
2010	1928	1	RACHDI NAJJAT Nc	93,60	Poursuite sans effet
2010	1935	1	AMOKHTARI SAHRA Nc	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	1938	1	DERRAZ BADR Nc	115,37	NPAI et demande renseignement négative
2010	1968	1	GIOBERGIA RAPHAEL Nc	61,50	NPAI et demande renseignement négative
2010	1971	1	HAROUN ERWAN Nc	132,06	NPAI et demande renseignement négative
2010	2302	1	GOSPEL UNIVERSITY CHO	2 000,00	Poursuite sans effet
2010	2315	1	MOHAMDI MARIANA Nc	90,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	2328	1	ZINZIUS SONIA Nc	110,74	Poursuite sans effet
2010	2331	1	ROBION AURELIEN Nc	48,40	NPAI et demande renseignement négative
2010	2347	1	CHABARDEZ LAURE Nc	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	2350	1	ARMSTRONG SUSAN Nc	70,93	Poursuite sans effet
2010	2351	1	TOUBI SIMONE Nc	141,63	NPAI et demande renseignement négative
2010	2374	1	TANZ MATTHEW Nc	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	2375	1	BUFFA BRIGITTE Nc	90,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	2386	1	BENAZZOZ JIHAD Nc	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	2613	1	DERONCO LAURENT Nc	32,75	NPAI et demande renseignement négative
2010	2621	1	NAJJAT RACHDI Nc	71,60	NPAI et demande renseignement négative
2010	2869	234	ARMAS EMILIE Nc	63,00	Décédé et demande renseignement négative

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET PRINCIPAL

exercice	n°du titre	ligne	redevable	montant	motif
2010	2873	1	MAJEUNE GREGORY Nc	179,13	NPAI et demande renseignement négative
2010	2878	1	HANNEDOUCHE SYLVIE Nc	100,76	Poursuite sans effet
2010	2880	1	FERREIRA ANTUNES MANU	96,21	NPAI et demande renseignement négative
2010	2882	1	DUGUERRE DAVID Nc	69,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	2883	1	HAMDI SAMIR Nc	65,73	NPAI et demande renseignement négative
2010	2899	1	AMADOR SEBASTIEN Nc	89,41	Poursuite sans effet
2010	2901	1	MONTAUD ROBIN Nc	129,13	Poursuite sans effet
2010	3162	1	RIVERA CHAND Nc	38,39	NPAI et demande renseignement négative
2010	3163	1	TECHER AUDREY Nc	110,85	NPAI et demande renseignement négative
2010	3166	1	SIKEL BERNADETTE Nc	115,30	Poursuite sans effet
2010	3169	1	ZHAR SONIA Nc	86,77	Poursuite sans effet
2010	42	7	BENOIT JEANNE-MARIE N	150,00	Décédé et demande renseignement négative
2010	42	43	INZERILLO VICENTA Nc	18,00	RAR inférieur seuil poursuite
2010	42	342	ARMAS EMILIE Nc	63,00	Décédé et demande renseignement négative
2010	700	214	LEFEBVRE RENE Nc	36,00	Décédé et demande renseignement négative
2010	700	273	CARAYON SIMONE Nc	63,00	Décédé et demande renseignement négative
2010	794	1	HAJJI SOPHIA Nc	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	801	1	AUGUIN GINO ET VINI-F	154,49	Poursuite sans effet
2010	803	1	BIANDE LEA Nc	125,83	NPAI et demande renseignement négative
2010	804	1	LAINE JULIA-LAINE FIO	59,60	Poursuite sans effet
2010	820	1	GALVAO CHRISTOPHE Nc	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	821	1	SALAZAR MAXIME Nc	75,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	826	1	NOUAR SAMIR Nc	90,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	827	1	MOSCA MELISSA Nc	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2010	829	1	CASTEL MARION Nc	54,89	RAR inférieur seuil poursuite
2010	834	1	LOZITO PATRICK Nc	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2011	1076771511	1	ETS ROGER RESEAU AGID	10,36	RAR inférieur seuil poursuite
2011	1086	24	SAUVAL BERNADETTE Nc	24,50	Poursuite sans effet
2011	1089	1	FLORIS ANNE MARIE GAB	496,62	Poursuite sans effet
2011	130038	1	KARANGWA ALAIN Nc	1 800,00	Poursuite sans effet
2011	1371	2	SOGEA -M GERARD MAURI	52,50	Poursuite sans effet
2011	1435	190	PELICAN FERNAND Nc	18,00	Poursuite sans effet
2011	1436	433	GUERRERO PASCUALA Nc	63,00	Poursuite sans effet

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET PRINCIPAL

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2011	1438	1	DURMAZ MATHIEU Nc	73,50	Poursuite sans effet
2011	1484	1	EL IBRIMI RABIA -AHME	1 017,80	Poursuite sans effet
2011	1502	1	SANCHEZ MARTINEZ MARI	18,50	NPAI et demande renseignement négative
2011	1600	1	SENSAID SAMIRA Nc	99,95	Poursuite sans effet
2011	1739	442	GUERRERO PASCUALA Nc	63,00	Poursuite sans effet
2011	1739	833	PELICAN FERNAND Nc	18,00	Poursuite sans effet
2011	274	27	PELICAN FERNAND Nc	32,39	Poursuite sans effet
2011	275	25	ESPACES VERTS 34	10,50	RAR inférieur seuil poursuite
2011	338	1	KARANGWA ALAIN Nc	461,25	Poursuite sans effet
2011	788	263	ARMAS EMILIE Nc	63,00	Poursuite sans effet
2011	788	463	GUERRERO PASCUALA Nc	63,00	Poursuite sans effet
2011	788	377	BRANDA Nc	114,00	Poursuite sans effet
2011	788	594	DELORD PIERRE Nc	63,00	Poursuite sans effet
2012	1023	388	GUERRERO PASCUALA Nc	63,00	Poursuite sans effet
2012	1023	944	DERRIEUX DANIEL Nc	24,50	RAR inférieur seuil poursuite
2012	1023	720	PELICAN FERNAND Nc	18,00	Poursuite sans effet
2012	1095	46	TIMBER ACRO	27,50	RAR inférieur seuil poursuite
2012	1423	1	BUATHIER MICKAEL Nc	722,00	Poursuite sans effet
2012	144	1	LARIVAIN LAURENT Nc	51,00	NPAI et demande renseignement négative
2012	1976	945	SEBAAOUI DRISS Nc	24,50	RAR inférieur seuil poursuite
2012	1976	932	BRODARD JEAN CLAUDE N	0,05	RAR inférieur seuil poursuite
2012	1976	668	PELICAN FERNAND Nc	18,00	Poursuite sans effet
2012	2025	1	DEPIN MARIE Nc	79,02	RAR inférieur seuil poursuite
2012	226	1	BENSSAAD ABDELKADER	13,10	RAR inférieur seuil poursuite
2012	2269	1	FABIAN JEAN MARIE Nc	172,00	NPAI et demande renseignement négative
2012	2447	1	BOM KONDE MARIE LAURE	36,00	Poursuite sans effet
2012	2448	27	SEIDEN PARCS	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
2012	2448	15	SEPTIMA LR	22,00	RAR inférieur seuil poursuite
2012	2515	422	GUERRERO PASCUALA Nc	63,00	Poursuite sans effet
2012	2515	113	MAILLARD ALBERTINE Nc	18,00	RAR inférieur seuil poursuite
2012	2515	337	BAYONAS GISELE Nc	63,00	Poursuite sans effet
2012	2515	797	PELICAN FERNAND Nc	18,00	Poursuite sans effet
2012	2515	525	SPANU ASCENSION Nc	36,00	RAR inférieur seuil poursuite

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET PRINCIPAL

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2012	2515	841	PASCAL AUGUSTA Nc	63,00	Décédé et demande renseignement négative
2012	2592	1	PROJECT INNOVATION CE	15,00	RAR inférieur seuil poursuite
2012	444	614	TAVELET MICHELINE MIC	63,00	Décédé et demande renseignement négative
2012	444	757	PELICAN FERNAND Nc	18,00	Poursuite sans effet
2012	444	722	APAJH 34 CAR AMANDINE	118,91	Décédé et demande renseignement négative
2012	444	405	GUERRERO PASCUALA Nc	63,00	Poursuite sans effet
2012	548	46	TIMBER ACRO	22,00	RAR inférieur seuil poursuite
2012	599	1	RATEAU KEVIN .	62,00	Poursuite sans effet
2012	720	10	ROSSEL PHILIPPE Nc	11,00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	1026	35	DECO D EX	5,50	RAR inférieur seuil poursuite
2013	1192	909	CHAUVET Laure	0,50	RAR inférieur seuil poursuite
2013	1192	566	PELICAN Fernand	18,00	Poursuite sans effet
2013	1264	14	AUTHENTIKES PAYSAGES	11,00	Poursuite sans effet
2013	1264	47	BELLADONE	22,00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	1292	1	BEROT Brigitte	15,00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	1296	1	LEI Chen	13,20	RAR inférieur seuil poursuite
2013	1580	1	ANDOM Aman	60,00	Poursuite sans effet
2013	1581	1	BRIET Jonathan	90,00	Poursuite sans effet
2013	1583	1	IHNEM Farid	30,00	NPAI et demande renseignement négative
2013	1584	1	GASCH Pierre	41,00	NPAI et demande renseignement négative
2013	1586	1	LEFEVRE Sandrine	30,00	Poursuite sans effet
2013	1587	1	MALKI Abelhakim	23,78	NPAI et demande renseignement négative
2013	1611	1	MONSEGUR Valerie	14,00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	1636	1	BUISSON Franck	102,90	NPAI et demande renseignement négative
2013	1637	1	GUERY Francis	50,25	NPAI et demande renseignement négative
2013	1661	1	BARON Pauline	79,69	NPAI et demande renseignement négative
2013	1669	1	ANDOM Aman	30,00	Poursuite sans effet
2013	1670	1	GASCH Pierre	81,00	NPAI et demande renseignement négative
2013	1674	1	BOUNOUGHASZ Sonia	17,00	NPAI et demande renseignement négative
2013	1680	1	COUTAREL Marion	6,10	NPAI et demande renseignement négative
2013	1919	971	FAUSTINO Safiyatou	24,50	RAR inférieur seuil poursuite
2013	1919	251	COLLARD Jeanne	63,00	Décédé et demande renseignement négative
2013	2165	1	IANNUZZI Thomas	20,00	NPAI et demande renseignement négative



# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET PRINCIPAL

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2013	2168	1	AMAT Jeremy	93.05	Poursuite sans effet
2013	2173	1	FRAGNE Vincent	35.00	Décédé et demande <b>renseignement négative</b>
2013	2179	1	DUFOUR Mathilde	8.00	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	2190	1	CUBEDO Emilie	230.00	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	2324	1	PECASTAING BOURLET Pa	12.00	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	2326	1	PARSONS Rachelle	62.56	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	2333	1	MORRONI Marie	235.44	Poursuite sans effet
2013	2335	1	MONOD Juliette	36.00	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	2336	1	MEZIAN Samy	20.00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	2338	1	MARTEL Odile	30.00	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	251	1	MIRA PASCAL Nc	57.07	RAR inférieur seuil poursuite
2013	2569	19	SEIDEN PARCS	11.00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	2784	915	AMEUR HADDOU Nc	24.50	RAR inférieur seuil poursuite
2013	2784	162	FRIZZA VALERIE Nc	18.00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	2784	629	PELICAN FERNAND Nc	18.00	Poursuite sans effet
2013	313	1	GUIGUI ERIKA Nc	80.00	Poursuite sans effet
2013	314	1	PIGNON REGINE REGINE	40.00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	315	1	BIENASSIS CHRISTOPHE	40.00	Poursuite sans effet
2013	321	13	AUTHENTIKUES PAYSAGES	11.00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	447	266	COLLARD JEANNE Nc	63.00	Décédé et demande <b>renseignement négative</b>
2013	447	125	VERTUEL Yvette	63.00	Décédé et demande <b>renseignement négative</b>
2013	447	594	PELICAN FERNAND	18.00	Poursuite sans effet
2013	581	1	ALVES Jose	80.00	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	592	1	CLARET ALBAN Nc	4.00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	594	1	CHEVALIER SYLVIA Nc	272.90	Poursuite sans effet
2013	595	1	CONTE IRIS Nc	137.90	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	598	1	CASSIMAN JOHANNES Nc	141.00	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	600	1	BRAULT PARVATI MELANI	19.00	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	610	1	DARREN LOIC Nc	122.75	NPAI et demande <b>renseignement négative</b>
2013	611	1	DANDROY GAILA Nc	6.00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	613	1	FARAHAT SOLIMAN Nc	7.00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	614	1	BIRROU LEILA HAMMADI	45.90	Poursuite sans effet
2013	615	1	BLAISEAU MARJORIE Nc	80.90	Poursuite sans effet



# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET PRINCIPAL

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2013	616	1	AUGLANS MARJORIE Nc	62,00	Poursuite sans effet
2013	618	1	BAYLE JEREMY Nc	9,90	RAR inférieur seuil poursuite
2013	622	1	BOUZIDI AMAL Nc	4,90	RAR inférieur seuil poursuite
2013	631	1	MOUHOU MOHAMED Nc	69,90	Poursuite sans effet
2013	714	1	BARKI Mathilde	18,00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	718	1	AUGLANS Marjorie	61,90	Poursuite sans effet
2013	723	1	BENARD Meriem	19,00	RAR inférieur seuil poursuite
2013	725	1	BERRACUI Yassine	90,00	NPAI et demande renseignement négative
2014	130003	1	TAGEOS	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
TOTAL				19 607,05	

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET FUNERAIRE

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2007	120705	2	BEVIA FRANCOISE	62.66	RAR inférieur seuil poursuite
2007	120751	1	BRIU CAVE COMBES ET P	114.00	Poursuite sans effet
2007	120751	2	BRIU CAVE COMBES ET P	130.00	Poursuite sans effet
2007	120772	1	BRIU CAVE COMBES ET P	885.00	Poursuite sans effet
2007	120772	2	BRIU CAVE COMBES ET P	56.00	Poursuite sans effet
2007	120773	1	BRIU CAVE COMBES ET P	226.00	Poursuite sans effet
2007	120773	2	BRIU CAVE COMBES ET P	147.30	Poursuite sans effet
2007	120773	3	BRIU CAVE COMBES ET P	78.10	Poursuite sans effet
2007	120773	4	BRIU CAVE COMBES ET P	171.00	Poursuite sans effet
2008	120120	1	CADILHAC PHILIPPE	287.86	Poursuite sans effet
2008	120123	1	DUC CECILE Nc	44.00	Poursuite sans effet
2008	120123	2	DUC CECILE Nc	56.00	Poursuite sans effet
2008	120123	3	DUC CECILE Nc	93.00	Poursuite sans effet
2008	120123	4	DUC CECILE Nc	56.00	Poursuite sans effet
2008	120136	1	CADILHAC PHILIPPE	138.00	Poursuite sans effet
2008	120280	1	LEHEURTEUR	150.00	Décédé et demande renseignement négative
2008	120296	1	PF VALREASSIENNES	56.00	Dossier de succession vacante négatif
2008	120296	2	PF VALREASSIENNES	517.00	Dossier de succession vacante négatif
2008	120331	1	LEHEURTEUR	710.00	Décédé et demande renseignement négative
2008	120331	2	LEHEURTEUR	56.00	Décédé et demande renseignement négative
2008	120332	1	LEHEURTEUR	867.25	Décédé et demande renseignement négative
2008	120332	2	LEHEURTEUR	149.50	Décédé et demande renseignement négative
2008	120332	3	LEHEURTEUR	96.40	Décédé et demande renseignement négative
2008	120905	1	SCP CARRERAS ROBERT	685.00	Dossier de succession vacante négatif
2008	120905	2	SCP CARRERAS ROBERT	56.00	Dossier de succession vacante négatif
2008	120906	1	SCP CARRERAS ROBERT	668.25	Dossier de succession vacante négatif
2008	120906	2	SCP CARRERAS ROBERT	147.30	Dossier de succession vacante négatif
2008	120906	3	SCP CARRERAS ROBERT	78.10	Dossier de succession vacante négatif
2008	120939	1	SCP CARRERAS ROBERT	138.00	Dossier de succession vacante négatif
2008	121202	4	MUTAC	20.00	RAR inférieur seuil poursuite

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET FUNERAIRE

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2009	120067	1	NICOLEAU VERNU DANIEL	700,00	Poursuite sans effet
2009	120067	3	NICOLEAU VERNU DANIEL	481,00	Poursuite sans effet
2009	120067	4	NICOLEAU VERNU DANIEL	149,50	Poursuite sans effet
2009	120068	1	NICOLEAU VERNU DANIEL	129,80	Poursuite sans effet
2009	120068	2	NICOLEAU VERNU DANIEL	517,00	Poursuite sans effet
2009	120068	3	NICOLEAU VERNU DANIEL	212,72	Poursuite sans effet
2009	120071	1	NICOLEAU VERNU DANIEL	139,00	Poursuite sans effet
2009	120072	1	NICOLEAU VERNU DANIEL	22,00	Poursuite sans effet
2009	120192	1	POMPES FUNEBRES GTV R	60,00	Poursuite sans effet
2009	120192	2	POMPES FUNEBRES GTV R	530,00	Poursuite sans effet
2009	120229	1	CAUQUIL JEAN-LUC Nc	18,26	RAR inférieur seuil poursuite
2009	120349	1	POMPES FUNEBRES GTV R	60,00	Poursuite sans effet
2009	120349	2	POMPES FUNEBRES GTV R	530,00	Poursuite sans effet
2009	120446	1	LABE GUY Nc	1 551,18	Poursuite sans effet
2009	120446	2	LABE GUY Nc	49,03	Poursuite sans effet
2009	120514	1	GOUJON VANSUYT FABIEN	156,00	Poursuite sans effet
2009	120547	1	GOUJON VANSUYT FABIEN	952,00	Poursuite sans effet
2009	120547	2	GOUJON VANSUYT FABIEN	911,50	Poursuite sans effet
2009	120547	3	GOUJON VANSUYT FABIEN	58,00	Poursuite sans effet
2009	120547	4	GOUJON VANSUYT FABIEN	157,50	Poursuite sans effet
2009	120548	1	GOUJON VANSUYT FABIEN	134,80	Poursuite sans effet
2009	120548	2	GOUJON VANSUYT FABIEN	456,70	Poursuite sans effet
2009	120559	1	FROELICH-DOTT SYLVAIN	357,89	Poursuite sans effet
2009	120560	1	FROELICH-DOTT SYLVAIN	42,80	Poursuite sans effet
2009	120560	2	FROELICH-DOTT SYLVAIN	440,00	Poursuite sans effet
2010	120053	1	HARRAGA CAROLE Nc	150,00	Poursuite sans effet
2010	120110	2	LEFEBVRE SANDRINE PF	261,40	Poursuite sans effet
2010	120110	3	LEFEBVRE SANDRINE PF	354,00	Poursuite sans effet
2010	120237	1	SARL POMPES FUNEBRES	19,04	Poursuite sans effet
2010	120237	2	SARL POMPES FUNEBRES	543,00	Poursuite sans effet
2010	120247	1	POMPES FUNEBRES GTV R	66,00	Poursuite sans effet
2010	120247	2	POMPES FUNEBRES GTV R	543,00	Poursuite sans effet
2010	120364	1	GENOUX MARILYN Nc	626,00	Poursuite sans effet
2010	120364	2	GENOUX MARILYN NEE RI	730,50	Poursuite sans effet
2010	120364	3	GENOUX MARILYN NEE RI	56,00	Poursuite sans effet
2010	120365	1	GENOUX MARILYN NEE RI	56,00	Poursuite sans effet

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET FUNERAIRE

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2010	120365	2	GENOUX MARILYN NEE RI	58.80	Poursuite sans effet
2010	120365	3	GENOUX MARILYN NEE RI	164.93	Poursuite sans effet
2010	120377	1	LIEVRE CATHERINE EP B	408.96	Poursuite sans effet
2010	120377	2	LIEVRE CATHERINE EP B	589.50	Poursuite sans effet
2010	120377	3	LIEVRE CATHERINE EP B	36.48	Poursuite sans effet
2010	120377	4	LIEVRE CATHERINE EP B	163.50	Poursuite sans effet
2010	120399	1	DELFAU RAYMOND Nc	683.00	NPAI et demande renseignement négative
2010	120399	2	DELFAU RAYMOND Nc	470.00	NPAI et demande renseignement négative
2010	120399	3	DELFAU RAYMOND Nc	183.00	NPAI et demande renseignement négative
2010	120400	1	DELFAU RAYMOND Nc	65.00	NPAI et demande renseignement négative
2010	120400	2	DELFAU RAYMOND Nc	39.80	NPAI et demande renseignement négative
2010	120400	3	DELFAU RAYMOND Nc	543.00	NPAI et demande renseignement négative
2010	120441	1	MAITRE HUREL PATRICK	671.00	Poursuite sans effet
2010	120441	2	MAITRE HUREL PATRICK	320.00	Poursuite sans effet
2010	120441	3	MAITRE HUREL PATRICK	123.00	Poursuite sans effet
2010	120442	1	MAITRE HUREL PATRICK	267.00	Poursuite sans effet
2010	120442	2	MAITRE HUREL PATRICK	543.00	Poursuite sans effet
2010	120457	1	SARL POMPES FUNEBRES	60.00	PV perquisition et demande renseignement négative
2010	120457	2	SARL POMPES FUNEBRES	163.50	PV perquisition et demande renseignement négative
2010	120457	3	SARL POMPES FUNEBRES	143.20	PV perquisition et demande renseignement négative
2010	120458	1	SARL POMPES FUNEBRES	65.00	PV perquisition et demande renseignement négative
2010	120458	2	SARL POMPES FUNEBRES	543.00	PV perquisition et demande renseignement négative
2010	120474	1	REZARD ODILE Nc	210.70	Poursuite sans effet
2010	120492	1	SARL POMPES FUNEBRES	60.00	PV perquisition et demande renseignement négative
2010	120492	2	SARL POMPES FUNEBRES	65.00	PV perquisition et demande renseignement négative
2010	120492	3	SARL POMPES FUNEBRES	207.95	PV perquisition et demande renseignement négative
2010	121011	2	PF PROVENCE FUNERAIRE	9.20	RAR inférieur seuil poursuite
2011	120042	1	CRONSTEADT JUDITH Nc	757.00	Poursuite sans effet
2011	120042	2	CRONSTEADT JUDITH Nc	909.50	Poursuite sans effet
2011	120042	3	CRONSTEADT JUDITH Nc	128.00	Poursuite sans effet
2011	120042	4	CRONSTEADT JUDITH Nc	137.50	Poursuite sans effet
2011	120043	1	CRONSTEADT JUDITH Nc	83.60	Poursuite sans effet
2011	120043	2	CRONSTEADT JUDITH Nc	107.84	Poursuite sans effet
2011	120123	1	SARL POMPES FUNEBRES	90.00	Poursuite sans effet
2011	120123	2	SARL POMPES FUNEBRES	166.00	Poursuite sans effet
2011	120123	3	SARL POMPES FUNEBRES	130.60	Poursuite sans effet

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET FUNERAIRE

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2011	120123	4	SARL POMPES FUNEBRES	553,00	Poursuite sans effet
2011	120153	2	VERGIER STEPHANIE Nc	25,85	RAR inférieur seuil poursuite
2011	120192	1	BOURAS SARAH DJAMILA	149,20	Poursuite sans effet
2011	120192	2	BOURAS SARAH DJAMILA	702,30	Poursuite sans effet
2011	120192	3	BOURAS SARAH DJAMILA	163,50	Poursuite sans effet
2011	120192	4	BOURAS SARAH DJAMILA	74,50	Poursuite sans effet
2011	120220	1	PONS PACTRICK Nc	96,81	RAR inférieur seuil poursuite
2011	120223	1	DROEGHMANS NADINE Nc	75,00	RAR inférieur seuil poursuite
2011	120223	2	DROEGHMANS NADINE Nc	66,50	RAR inférieur seuil poursuite
2011	120241	1	SOUBIROU ALAIN Nc	231,00	Poursuite sans effet
2011	120241	2	SOUBIROU ALAIN Nc	75,00	Poursuite sans effet
2011	120241	3	SOUBIROU ALAIN Nc	113,25	Poursuite sans effet
2011	120241	4	SOUBIROU ALAIN Nc	208,00	Poursuite sans effet
2011	120248	1	FISCHER YOANN Nc	311,00	Poursuite sans effet
2011	120248	2	FISCHER YOANN Nc	639,70	Poursuite sans effet
2011	120248	3	FISCHER YOANN Nc	60,00	Poursuite sans effet
2011	120248	4	FISCHER YOANN Nc	66,50	Poursuite sans effet
2011	120255	1	LAMBERT CHRISTOPHER N	675,00	Poursuite sans effet
2011	120255	2	LAMBERT CHRISTOPHER N	295,00	Poursuite sans effet
2011	120255	3	LAMBERT CHRISTOPHER N	123,00	Poursuite sans effet
2011	120255	4	LAMBERT CHRISTOPHER N	66,50	Poursuite sans effet
2011	120256	1	LAMBERT CHRISTOPHER N	45,00	Poursuite sans effet
2011	120256	2	LAMBERT CHRISTOPHER N	623,00	Poursuite sans effet
2011	120312	1	TANGUC SALIH Nc	349,00	Poursuite sans effet
2011	120312	2	TANGUC SALIH Nc	205,00	Poursuite sans effet
2011	120312	3	TANGUC SALIH Nc	60,00	Poursuite sans effet
2011	120313	1	TANGUC SALIH Nc	113,25	Poursuite sans effet
2011	120313	2	TANGUC SALIH Nc	115,30	Poursuite sans effet
2011	120336	1	SASTRE DANIEL Nc	1 460,00	Poursuite sans effet
2011	120336	2	SASTRE DANIEL Nc	763,00	Poursuite sans effet
2011	120336	3	SASTRE DANIEL Nc	530,00	Poursuite sans effet
2011	120337	1	SASTRE DANIEL Nc	166,00	Poursuite sans effet
2011	120337	2	SASTRE DANIEL Nc	263,40	Poursuite sans effet
2011	120337	3	SASTRE DANIEL Nc	405,97	Poursuite sans effet
2011	120355	1	GIUGLEUR JEAN PIERRE	534,99	Poursuite sans effet
2011	120355	2	GIUGLEUR JEAN PIERRE	337,00	Poursuite sans effet

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET FUNERAIRE

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2011	120355	3	GIUGLEUR JEAN PIERRE	123.00	Poursuite sans effet
2011	120356	1	GIUGLEUR JEAN PIERRE	262.00	Poursuite sans effet
2011	120356	2	GIUGLEUR JEAN PIERRE	40.80	Poursuite sans effet
2011	120356	3	GIUGLEUR JEAN PIERRE	623.00	Poursuite sans effet
2011	120405	1	DORMAELS MARC Nc	81.00	Poursuite sans effet
2011	120423	2	CASADEMUNT BERNADETTE	0.28	RAR inférieur seuil poursuite
2011	120424	1	BRINCAT MYLENE MYLENN	593.00	Poursuite sans effet
2011	120424	2	BRINCAT MYLENE MYLENN	498.00	Poursuite sans effet
2011	120424	3	BRINCAT MYLENE MYLENN	125.00	Poursuite sans effet
2011	120424	4	BRINCAT MYLENE MYLENN	66.50	Poursuite sans effet
2011	120425	1	BRINCAT MYLENE MYLENN	263.40	Poursuite sans effet
2011	120425	2	BRINCAT MYLENE MYLENN	623.00	Poursuite sans effet
2011	120425	3	BRINCAT MYLENE MYLENN	100.00	Poursuite sans effet
2011	120425	4	BRINCAT MYLENE MYLENN	308.07	Poursuite sans effet
2011	120477	1	BRUGIERE CAROLINE Nc	49.05	Poursuite sans effet
2011	120490	1	GRIOT VIRGILE Nc	352.89	Poursuite sans effet
2011	120490	2	GRIOT VIRGILE Nc	50.00	Poursuite sans effet
2011	120490	3	GRIOT VIRGILE Nc	123.00	Poursuite sans effet
2011	120490	4	GRIOT VIRGILE Nc	623.00	Poursuite sans effet
2011	120800	1	OJEDA GAELLE Nc	159.10	NPAI et demande renseignement négative
2011	120969	1	SERRIERE GILDAS Nc	671.00	NPAI et demande renseignement négative
2011	120969	2	SERRIERE GILDAS Nc	535.00	NPAI et demande renseignement négative
2011	120969	3	SERRIERE GILDAS Nc	60.00	NPAI et demande renseignement négative
2011	120969	4	SERRIERE GILDAS Nc	267.00	NPAI et demande renseignement négative
2011	120984	3	LABOUILLE PATRICK.	126.92	Poursuite sans effet
2011	120984	4	LABOUILLE PATRICK.	163.50	Poursuite sans effet
2011	120985	1	LABOUILLE PATRICK.	104.00	Poursuite sans effet
2011	120985	2	LABOUILLE PATRICK.	543.00	Poursuite sans effet
2011	120985	3	LABOUILLE PATRICK.	132.98	Poursuite sans effet
2012	120025	1	PRADEILLES LAURENT Nc	0.08	RAR inférieur seuil poursuite
2012	120049	1	SAMADET BEATRIX BEATR	832.00	Poursuite sans effet
2012	120049	2	SAMADET BEATRIX BEATR	894.74	Poursuite sans effet
2012	120049	3	SAMADET BEATRIX BEATR	60.00	Poursuite sans effet
2012	120049	4	SAMADET BEATRIX BEATR	100.00	Poursuite sans effet
2012	120070	1	PF NOUR EL ISLAM	60.00	Poursuite sans effet
2012	120070	2	PF NOUR EL ISLAM	170.00	Poursuite sans effet



# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET FUNERAIRE

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2012	120070	3	PF NOUR EL ISLAM	582,00	Poursuite sans effet
2012	120180	1	MARTINEZ NICOLAS SOUC	194,30	Poursuite sans effet
2012	120180	2	MARTINEZ NICOLAS SOUC	611,24	Poursuite sans effet
2012	120223	1	JEANPERRIN ANNE MARIE	769,00	Poursuite sans effet
2012	120223	2	JEANPERRIN ANNE MARIE	51,00	Poursuite sans effet
2012	120223	3	JEANPERRIN ANNE MARIE	60,00	Poursuite sans effet
2012	120223	4	JEANPERRIN ANNE MARIE	96,24	Poursuite sans effet
2012	120225	1	HENRIOT GERALDINE Nc	902,93	Poursuite sans effet
2012	120225	2	HENRIOT GERALDINE Nc	580,00	Poursuite sans effet
2012	120225	3	HENRIOT GERALDINE Nc	238,00	Poursuite sans effet
2012	120225	4	HENRIOT GERALDINE Nc	270,00	Poursuite sans effet
2012	120225	5	HENRIOT GERALDINE Nc	303,00	Poursuite sans effet
2012	120225	6	HENRIOT GERALDINE Nc	586,00	Poursuite sans effet
2012	120225	7	HENRIOT GERALDINE Nc	101,52	Poursuite sans effet
2012	120244	1	MARTI JEAN CHRISTOPHE	739,00	PV carence
2012	120244	2	MARTI JEAN CHRISTOPHE	953,35	PV carence
2012	120244	3	MARTI JEAN CHRISTOPHE	60,00	PV carence
2012	120244	4	MARTI JEAN CHRISTOPHE	170,00	PV carence
2012	120244	5	MARTI JEAN CHRISTOPHE	40,80	PV carence
2012	120553	1	DIAZ JEAN PAUL Nc	36,15	Poursuite sans effet
2012	120553	2	DIAZ JEAN PAUL Nc	897,35	Poursuite sans effet
2012	120553	3	DIAZ JEAN PAUL Nc	66,50	Poursuite sans effet
2012	120779	1	LEMOINE JACQUES Nc	20,00	Poursuite sans effet
2012	120782	1	LA MATTINA FRANCESCO	795,75	Poursuite sans effet
2012	120786	6	NEVEUX CHRISTILLA Nc	0,08	RAR inférieur seuil poursuite
2012	120790	1	GAT CHRISTOPHE Nc	246,33	Poursuite sans effet
2012	120790	2	GAT CHRISTOPHE Nc	945,00	Poursuite sans effet
2012	120790	4	GAT CHRISTOPHE Nc	166,00	Poursuite sans effet
2012	120790	5	GAT CHRISTOPHE Nc	1,62	Poursuite sans effet
2012	120819	1	SCHACHNER EVELYNE Nc	803,00	Poursuite sans effet
2012	120819	2	SCHACHNER EVELYNE Nc	322,00	Poursuite sans effet
2012	120819	3	SCHACHNER EVELYNE Nc	356,00	Poursuite sans effet
2012	120819	4	SCHACHNER EVELYNE Nc	267,00	Poursuite sans effet
2012	120820	1	SCHACHNER EVELYNE Nc	84,60	Poursuite sans effet
2012	120820	2	SCHACHNER EVELYNE Nc	543,00	Poursuite sans effet
2013	120453	1	GOMEZ CEDRIC Nc	20,00	RAR inférieur seuil poursuite

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET FUNERAIRE

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2013	120549	1	WAUQUIER ANDRE Nc	1 537,00	Poursuite sans effet
2013	120549	2	WAUQUIER ANDRE Nc	759,83	Poursuite sans effet
2013	120549	3	WAUQUIER ANDRE Nc	60,00	Poursuite sans effet
2013	120549	4	WAUQUIER ANDRE Nc	170,00	Poursuite sans effet
2013	120549	5	WAUQUIER ANDRE Nc	241,00	Poursuite sans effet
2013	120634	1	MASSEY ERIC POMPES FU	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2013	120634	2	MASSEY ERIC POMPES FU	270,00	NPAI et demande renseignement négative
2013	120634	3	MASSEY ERIC POMPES FU	40,80	NPAI et demande renseignement négative
2013	120635	1	RAHALI FATNA Nc	60,00	Poursuite sans effet
2013	120635	2	RAHALI FATNA NEE MHAO	170,00	Poursuite sans effet
2013	120635	3	RAHALI FATNA NEE MHAO	356,00	Poursuite sans effet
2013	120636	1	BLANC MAURICETTE Nc	104,78	NPAI et demande renseignement négative
2013	120654	2	ARMAND JOCELYNE Nc	0,03	RAR inférieur seuil poursuite
2013	120654	3	ARMAND JOCELYNE Nc	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
2014	120232	1	LANZINI Alain	766,37	Poursuite sans effet
2014	120232	2	LANZINI Alain	71,00	Poursuite sans effet
2014	120486	1	CLINIQUE DU PARC MME	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
TOTAL				66 699,32	



# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET ASSAINISSEMENT

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2006	634	1	SCILE LARZAT	2 853,81	PV carence
2008	1391	1	SCIEVOLUTION	3 009,30	Poursuite sans effet
2008	621	1	EL GALAY MOHAMED Nc	1 495,00	Poursuite sans effet
2008	632	1	ELYAHYAOUI HAMID ACHR	2 262,00	Poursuite sans effet
2008	633	1	ELYAHYAOUI HAMID ACHR	2 266,00	Poursuite sans effet
2009	107	1	RDJ	1 925,00	Poursuite sans effet
2009	11	1	DAOUDI M HAMED Nc	135,4	Poursuite sans effet
2009	255	1	CORALIE SCIMENDONCA	634,96	Poursuite sans effet
2009	321	1	SARL LES JARDINS DE L	3 450,00	PV carence
2010	138	1	SCIORTI 2	7 140,00	PV carence
2010	351	1	SALLA PAPA SAMBRA Nc	0,19	RAR inférieur seuil poursuite
2010	448	1	SCIOCEANIS	10 102,00	PV carence
2010	719	1	LOPEZ -BARTHES DOMINI	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
2010	83	1	VILLA NOUVELLE/GERANT	1 085,97	Poursuite sans effet
2011	275	1	LES CARRIERES MR ET M	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
2011	277	1	FAUCHERE AURELIA Nc	0,03	RAR inférieur seuil poursuite
2011	284	1	SEBAOUN PIERRE Nc	0,6	RAR inférieur seuil poursuite
2011	395	1	GALINET THIERRY GALIB	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
2011	461	1	MICHEL THIERRY Nc	81,22	RAR inférieur seuil poursuite
2011	480	1	CMF KID'S FANTAZY	388,67	Poursuite sans effet
2011	773	1	BARTHELEMY ALEXANDRE	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
2012	110	1	FABRE PHILIPPE PATRIC	0,05	RAR inférieur seuil poursuite
2012	12	1	MAZARS RENE Nc	837,2	Décédé et demande renseignement négative
2012	129	1	LA MAISON DE SEV	270	Poursuite sans effet
2012	164	1	SAADA GERARD ABBAS DA	0,67	RAR inférieur seuil poursuite
2012	176	1	SABUSA MR DALI	16 969,00	Poursuite sans effet
2012	237	1	SARL LE CLOS DE LA MA	2	RAR inférieur seuil poursuite
2012	239	1	SCI NPAE	4 626,40	PV carence
2012	250	1	LAYOCE MR BERGER MICH	0,09	RAR inférieur seuil poursuite
2012	354	1	DESCHAMPS MATHIEU ET	0,03	RAR inférieur seuil poursuite
2012	401	1	MAGORIA ALAIN Nc	0,06	RAR inférieur seuil poursuite
2012	458	1	ZABEHI MOHAMAD MOHAMM	443,98	Poursuite sans effet
2012	519	1	CONESA ANDRE Nc	0,04	RAR inférieur seuil poursuite
2012	656	1	ROYER SYLVIE Nc	529,44	Poursuite sans effet
2012	665	1	DEBERTI PASCAL Nc	0,03	RAR inférieur seuil poursuite

\\thermes\finances\DIVERS\base\SERVICE BUDGET\ADMISSIONS EN NON VALEUR\2015\LISTE ANV ASST Plan 03 Retravaillée NG+

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET ASSAINISSEMENT

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2012	74	1	LAFONT ROBERT Nc	0,1	RAR inférieur seuil poursuite
2013	298	1	GIBERT Jacques Emmanu	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
2013	380	1	BARRAL Isabelle	3	RAR inférieur seuil poursuite
2013	389	1	MARTIN CECILE Giovann	0,01	RAR inférieur seuil poursuite
2013	407	1	CANADAS Coti	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
TOTAL				60 522,35	

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET SPANC

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2008	1	29	KHAIZOURI BAREK Nc	52.50	Poursuite sans effet
2008	4	5	GUERIN JEAN CLAUDE Nc	52.50	Poursuite sans effet
2008	9	7	GIMENEZ FRANCOIS Nc	52.50	NPAI et demande renseignement négative
2008	17	12	BEAUX JEAN PHILIPPE N	52.50	Poursuite sans effet
2008	17	65	ZELMAR PHILIPPE Nc	52.50	RAR inférieur seuil poursuite
2008	17	88	GARCIA ALAIN Nc	52.50	Poursuite sans effet
2008	17	104	AGRC	52.50	NPAI et demande renseignement négative
2008	17	107	A.M.G. Nc	52.50	RAR inférieur seuil poursuite
2008	17	124	BALIARDO LYDIA Nc	52.50	Poursuite sans effet
2008	26	24	MARTINEZ ANTOINE Nc	52.50	RAR inférieur seuil poursuite
2008	26	26	BARA JEAN Nc	52.50	RAR inférieur seuil poursuite
2008	28	17	RIVIERE ANGELO Nc	52.50	RAR inférieur seuil poursuite
2008	29	9	CARRIE JOSEPH Nc	52.50	Poursuite sans effet
2008	29	14	GRAUPNER SUZETTE Nc	52.50	Poursuite sans effet
2008	29	16	IBANEZ JEAN LOUIS Nc	52.50	Poursuite sans effet
2008	29	35	BAUER PHILIPPE Nc	52.50	NPAI et demande renseignement négative
2009	2	31	DAGNAC LAGRANGE JACKY	52.50	Poursuite sans effet
2009	2	39	STEIS TONY Nc	52.50	Poursuite sans effet
2009	6	31	SAEZ BRIGITTE Nc	52.50	Poursuite sans effet
2009	6	75	BENHAMAMOUCHE MOHAMED	52.50	Poursuite sans effet
2009	10	49	CANEAUX ERIC Nc	52.50	Poursuite sans effet
2009	18	4	HARRISON Nc	52.50	NPAI et demande renseignement négative
2009	18	18	FRAISSE ROBERT Nc	52.50	Poursuite sans effet
2009	18	52	BARATA Nc	0.50	RAR inférieur seuil poursuite
2009	21	24	PARTEL SABINE Nc	9.91	Poursuite sans effet
2009	24	29	L.S.E SCI	52.50	Poursuite sans effet
2009	28	33	ROSSI	0.50	RAR inférieur seuil poursuite
2009	28	39	SARDA	0.50	RAR inférieur seuil poursuite
2010	4	14	LOPEZ Nc	0.30	RAR inférieur seuil poursuite
2010	4	30	QUEYREL JEAN LOUP Nc	52.50	Poursuite sans effet
2010	6	25	AZAIS STEPHAN .	52.50	Poursuite sans effet
2010	12	7	SABER KHALID Nc	52.50	Poursuite sans effet
2011	3	57	LAFLEUR ODETTE Nc	52.50	Poursuite sans effet
2011	3	69	SENGLAT Nc	0.50	RAR inférieur seuil poursuite
2011	3	70	SENGLAT Nc	0.50	RAR inférieur seuil poursuite

\\hermes\finances\DIVERS\base\SERVICE BUDGET\ADMISSIONS EN NON VALEUR\2015\LISTE ANV SPANC Plan 04 Retravaillée NG+

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET SPANC

exercice	n° du titre	ligne	redevable	montant	motif
2011	3	117	MARTINEZ EDOUARD Nc	0.50	RAR inférieur seuil poursuite
2011	4	40	FASSAHI RIAD Nc	65.00	RAR inférieur seuil poursuite
2011	23	44	GONZALES DANIEL Nc	150.00	Poursuite sans effet
2011	23	45	LABORDE STEPHANE Nc	100.00	Poursuite sans effet
2012	1	20	KRIR NAOUFEL Nc	83.60	Poursuite sans effet
2012	3	37	BEDOU MICHELLE Nc	150.00	Poursuite sans effet
2012	4	5	OLMEDO JOSE Nc	150.00	Poursuite sans effet
2012	5	4	LEFRANCOIS PATRICE Nc	83.60	Poursuite sans effet
2012	6	19	BELKASMI MOHAMED Nc	62.70	Poursuite sans effet
2012	7	2	LUCAS MICHEL	83.60	Poursuite sans effet
2012	8	3	DORE DOMINIQUE	0.60	RAR inférieur seuil poursuite
2012	11	20	HOUSSIERE ETIENNE Nc	150.00	Poursuite sans effet
2012	13	1	SEYS BERNARD Nc	0.60	Poursuite sans effet
2012	13	16	DESSEAUX JEAN Nc	150.00	Poursuite sans effet
2012	14	44	MURAZ JULIE Nc	0.60	RAR inférieur seuil poursuite
2012	27	45	PERIS MANUEL SARRION	150.00	Poursuite sans effet
2013	2	6	BROCARD SYLVAIN Nc	86.10	Poursuite sans effet
2013	4	13	BROCARD SYLVAIN Sylva	86.10	Poursuite sans effet
2013	4	43	HEREDIA Antonio	129.20	NPAI et demande renseignement négative
2013	5	11	DORAT Yoann	2.50	RAR inférieur seuil poursuite
2013	8	18	GASC Francis	0.60	RAR inférieur seuil poursuite
2013	8	31	DAOUADJI Lakdar	64.60	NPAI et demande renseignement négative
2013	17	16	BROCARD SYLVAIN Nc	150.00	Poursuite sans effet
TOTAL				3 382,61	

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET EAU BRUTE

exercice	n° du titre	redevable	montant	motif
2013	30	MAUGENEST CHRISTOPHE	64,46	Créance minime
2013	28	BLACKMANN RUDY Nc	0,46	Créance minime
TOTAL			64,92	

# ADMISSIONS EN NON VALEUR : BUDGET EAU POTABLE

exercice	n°du titre	ligne	redevable	montant	motif
2010	120020	794	HORCAJUELO Nc	53,14	poursuite sans effet
2010	120020	299	NACARLO PATRICIA Nc	59,30	poursuite sans effet
2010	120020	6	AGNEL YVETTE Nc	27,73	Créance minime
2010	120022	303	SERRES	0,50	Créance minime
2010	120026	779	DANIEL GUILHEM.	7,50	Créance minime
2010	120026	764	DEFFINS BRUNO.	106,79	poursuite sans effet
2010	120026	363	PELLETIER NATHALIE Nc	137,40	poursuite sans effet
2011	120003	370	PELLETIER NATHALIE.	78,65	poursuite sans effet
2011	120003	904	ALVAREZ ALEXIS Nc	25,16	poursuite sans effet
2011	120003	779	LARDOT-MOUTTET MARIE-	145,79	poursuite sans effet
2011	120003	383	PFISTER DENIS.	25,16	Créance minime
2011	120010	382	VIDAL LUCIENNE Nc	73,21	poursuite sans effet
2011	120010	236	NACARLO PATRICIA Nc	9,68	Créance minime
2011	120010	766	GINOUVES VIVIANE Nc	94,51	poursuite sans effet
2011	120010	796	HORCAJUELO.	27,44	poursuite sans effet
2011	120061	250	RNAUDO/FLEURDORGE Nc	170,29	poursuite sans effet
2013	61	1	BOUYGUES TELECOM	0,01	Créance minime
TOTAL				1 042,26	



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## FINANCES – RÉGIES - DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Un déficit de recettes a été constaté sur l'année 2014 pour un montant de 112,60 €. Il est lié à un vol commis sur la régie de recettes de la piscine Jean VIVES à Montpellier.

Une plainte a été déposée auprès du commissariat de police sans que les coupables aient pu être identifiés.

Conformément au décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 et à l'ensemble des textes qui régissent son statut, le régisseur de recettes est personnellement et pécuniairement responsable lorsqu'un déficit en deniers ou en valeurs est constaté. Le régisseur concerné a donc vu sa responsabilité engagée et un ordre de versement a été émis à son encontre.

Dans le respect des textes en vigueur, le régisseur a sollicité un sursis de versement, une décharge de responsabilité ainsi qu'une remise gracieuse.

La demande de sursis a reçu un avis favorable de l'ordonnateur.

La décharge de responsabilité ne peut être accordée qu'en cas de force majeure.

Les vérifications menées parallèlement par les services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Trésor Public ont confirmé l'écart constaté entre les écritures comptables et les espèces déposées ou en dépôt. Ces vérifications ont souligné la rigueur, la qualité de gestion et la probité du régisseur, sans pour autant éclaircir les circonstances de la disparition des fonds.

Au vu de ces éléments, il est proposé de régulariser comptablement cette situation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse de 112,60 € correspondant à la somme apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie de recettes de la « piscine Jean VIVES », au mois de novembre 2014,
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 933 du budget 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

18 NOV. 2015

18 NOV. 2015

Ime1105201-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**FINANCES – TAXE D'AMÉNAGEMENT – MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT – APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'article L5217-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'en matière de recettes les articles applicables aux communautés urbaines s'appliquent également aux Métropoles.

A ce titre, la création de Montpellier Méditerranée Métropole conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 01/01/15.

Dès lors, il convient que la Métropole délibère avant le 30 novembre 2015 pour fixer le taux, les exonérations et la majoration de la valeur de la place de stationnement applicable à compter de 2016.

Compte tenu des taux antérieurement votés par les communes du territoire, il est proposé de fixer le taux à 5% sur l'ensemble des communes de la Métropole.

En outre, au regard du programme prévisionnel de construction et des équipements publics rendus nécessaires pour l'urbanisation des secteurs concernés, en particulier en matière de réseaux ou d'aménagements de voirie, il est proposé de maintenir les impositions à la TA majorée dans deux zones, telles qu'instituées par la commune de Restinclières selon une délibération du 15 novembre 2011 et par la commune de Lattes selon une délibération du 21 novembre 2013 :

- Deux secteurs classés en zone II AUa du PLU de la commune de Restinclières, délimités sur le plan joint : les équipements publics nécessaires relèvent notamment du raccordement et du renforcement des réseaux d'eau potable, d'électricité, et de borne incendie. Il est proposé de fixer un taux de 20%
- Le secteur de Boirargues de la commune de Lattes, délimité sur le plan joint : les équipements publics nécessaires relèvent principalement d'aménagements de voirie (chaussée, réseaux divers hors assainissement, aménagements paysagers) - façade le long de l'Avenue Georges Frêche, Avenue des Platanes à hauteur des îlots concernés par les futurs programmes de construction, futures liaisons entre l'Avenue des Platanes et l'Avenue Georges Frêche. Il est proposé de fixer un taux de 14%.

Concernant les exonérations facultatives, il convient d'exonérer partiellement, en application de l'article L331-9 du Code de l'urbanisme, le logement social afin de ne pas pénaliser les bailleurs sociaux. Il est ainsi proposé d'exonérer, à hauteur de 40% de leur surface, les logements d'habitation et d'hébergement financés par l'Etat relevant des PLUS, sachant que les logements aidés financés par l'Etat relevant des PLAI sont exonérés de plein droit par la loi.

Enfin, afin de lutter contre l'étalement urbain il est proposé de majorer la valeur des places de stationnement en surface afin d'aboutir à une taxation presque similaire pour une place de stationnement fermée et une place de stationnement en surface. A ce titre, il convient de fixer la valeur forfaitaire au plafond fixé par la loi de 5 000€ par place de stationnement en surface.

La présente délibération est reconduite de plein droit annuellement. Toutefois, les taux, exonérations et majorations pourront être modifiés tous les ans par de nouvelles délibérations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le taux de 5% sur l'ensemble du territoire métropolitain,
- fixer le taux de TA majorée des deux secteurs de la commune de Restinclières définis ci-dessus à 20%,
- fixer le taux de TA majorée du secteur de la commune de Lattes défini ci-dessus à 14%,
- exonérer partiellement, en application de l'article L331-9 du Code de l'urbanisme, les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1er alinéa de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas

Délibération n° 13373

de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7; soit les logements d'habitation et d'hébergement relevant des PLUS à raison de 40% de leur surface,  
- dire que la valeur forfaitaire des places de stationnement non comprises dans la surface visée à l'article L 331-10 du Code de l'urbanisme sera de 5 000 €,  
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

18 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

18 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte :

Lme1105990-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

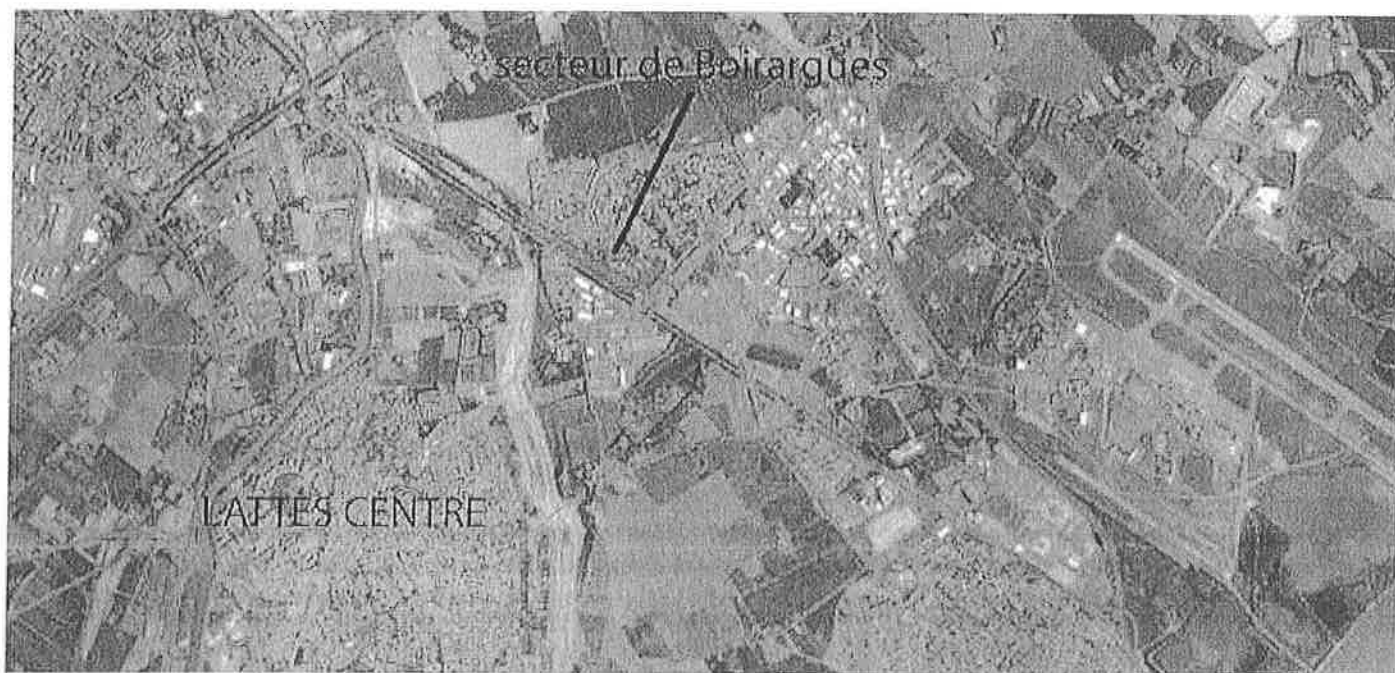
Le Président,

M. Philippe SAUREL.

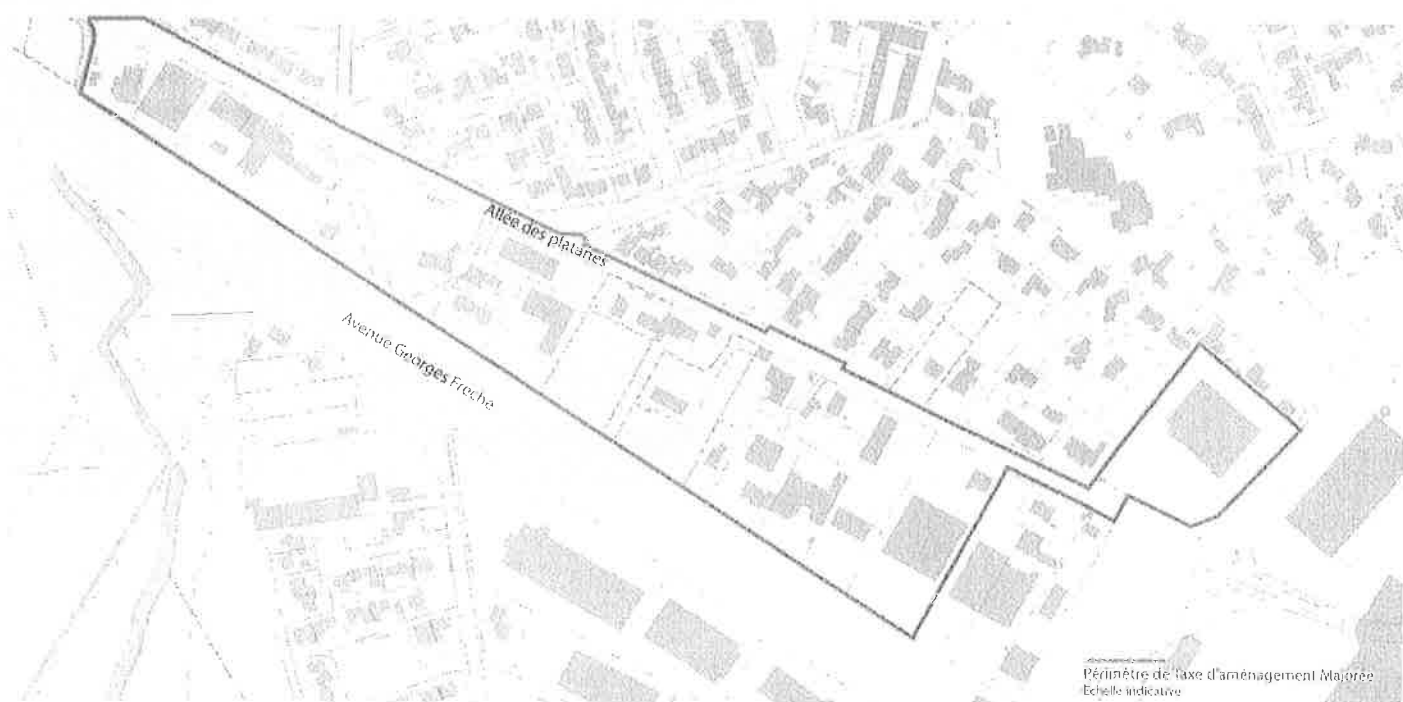


ANNEXE 1: COMMUNE DE LATTES - SECTEUR BOIRARGUES -

Plan de situation :

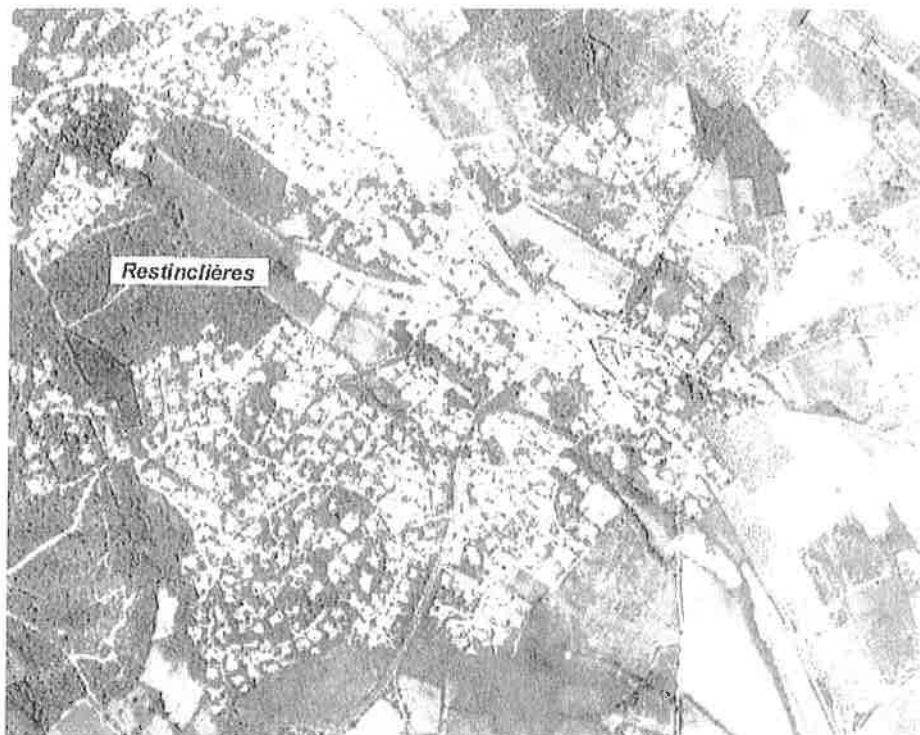


Périmètre d'application de la Taxe d'Aménagement Majorée –  
Code de l'Urbanisme - Article L 331-15 –

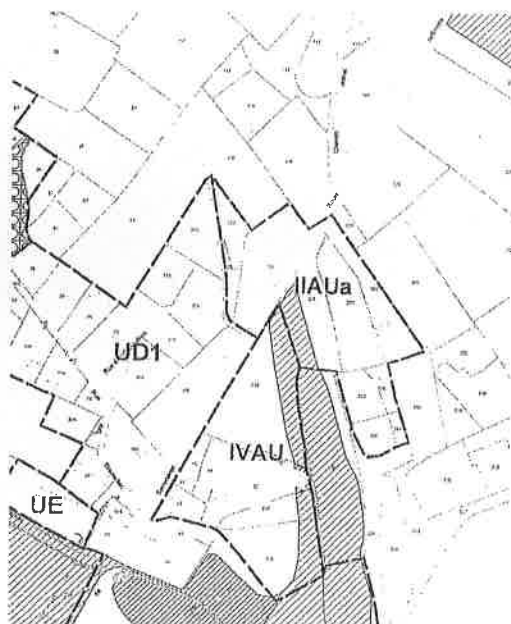
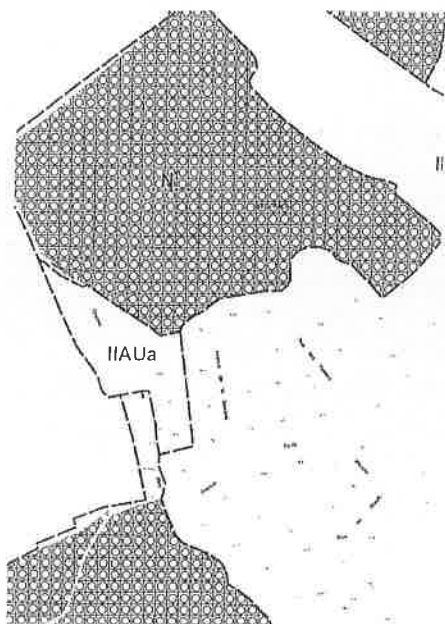


ANNEXE 2: COMMUNE DE RESTINCLIERES - SECTEURS IIAUa -

Plan de situation :



Périmètre d'application de la Taxe d'Aménagement Majorée –  
Code de l'Urbanisme - Article L 331-15 –



**GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET  
AUTONOMIE**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITÉ, HANDICAP ET AUTONOMIE – MARCHÉ 4107DC15 - MAÎTRISE D'ŒUVRE RELATIVE AUX TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DES BÂTIMENTS CULTURELS ET FUNÉRAIRES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - PROCÉDURE DE CONSULTATION - ÉLECTION DES MEMBRES DU JURY**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie, rapporte :

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et ses textes d'application, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « loi handicap » place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées. Cette loi vise désormais sans distinction, tous les types de handicaps : qu'ils soient moteurs, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques. Elle rend essentielle la notion de chaîne du déplacement et de participation.

Il convient donc de lancer une consultation en vue de la désignation du maître d'œuvre chargé de la conception et du suivi des travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre des obligations définies par cette loi, sachant que les diagnostics des conditions d'accessibilité de ses Etablissements Recevant du Public ont été établis par la Métropole, et les dossiers Ad'AP (Agendas d'Accessibilité Programmée) correspondants déposés, conformément à la réglementation.

La présente mission de maîtrise d'œuvre consiste en la mise en œuvre des mesures de mise en accessibilité des équipements décrites dans les documents susmentionnés. Cette mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à :

- La loi n° 85-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- L'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Elle comporte les éléments de mission suivants : Avant-projet (AVP), Projet (PRO), élaboration des Dossiers de Consultation des Entreprises de Travaux (DCE), Assistance à la passation des Contrats de Travaux (ACT), Visa des Etudes d'Exécution effectuées par les entreprises (VISA), Direction de l'exécution des Travaux (DET), Assistance aux Opérations de Réception (AOR) ainsi que les missions d'Ordonnancement de Pilotage et de Coordination des travaux (OPC), et de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI).

Elle comprend 3 lots, attribués par marchés séparés, et définis comme suit :

**Lot n°1 - Médiathèques :**

- Médiathèque de la Gare (Pignan)
- Médiathèque Centrale Emile Zola (Montpellier)
- Médiathèque F. Fellini (Montpellier)
- Médiathèque F. Giroud (Castries)
- Médiathèque V. Hugo (Montpellier)
- Médiathèque JJ. Rousseau (Montpellier)
- Médiathèque F. Garcia Lorca (Montpellier)
- Médiathèque W. Shakespeare (Montpellier)

**Lot n°2 : Théâtres et spectacle vivant :**

- Agora – Cité internationale de la Danse et Centre Chorégraphique (Montpellier)
- Aquarium Mare Nostrum (Montpellier)



- Opéra Comédie (Montpellier)
- Planétarium Galilée (Montpellier)
- Salle Victoire 2 (Saint Jean de Vedas)
- Studios Victoire 2 (Saint Jean de Vedas)
- Ecolothèque (Saint Jean de Vedas)
- Théâtre de Grammont (Théâtre des 13 Vents) (Montpellier)
- Corum (Montpellier)

**Lot n°3 : Musées, formation artistique et centre funéraire :**

- Conservatoire à Rayonnement Régional site Sainte-Anne (Montpellier)
- Conservatoire à Rayonnement Régional site Candolle (Montpellier)
- Conservatoire à Rayonnement Régional antenne de Cournonterral
- Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (Montpellier)
- Ecole Supérieure des Beaux-Arts (Montpellier)
- Musée archéologique Henri Prades (Lattes)
- Musée Fabre (Montpellier)
- Centre funéraire (Montpellier)

La rémunération provisoire de la maîtrise d'œuvre résultera, pour chaque lot, de l'application du taux de rémunération proposé par le maître d'œuvre à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux.

Cette enveloppe s'établit, pour chacun des lots, comme suit, en euros IIT :

Lot n°1 « Médiathèques » : 450 000 €

Lot n°2 « Théâtres et spectacle vivant » : 2 394 500 €

Lot n°3 « Musées, formation artistique et centre funéraire » : 1 722 500 €

Chaque marché est établi à prix global et forfaitaire.

S'agissant d'une opération de réhabilitation d'ouvrages existants, et conformément aux dispositions des articles 24 et 74.III.1° du Code des marchés publics, la procédure suivie pour désigner ces maîtres d'œuvre sera celle de l'appel d'offres ouvert, procédure dans laquelle l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre est réalisée par la commission d'appel d'offres, après avis motivé d'un jury sur les candidatures et sur les offres.

Ce jury sera constitué, outre de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Métropole.

Les autres membres du jury siégeant avec voix délibératives seront désignés par le Président du jury. Il s'agit :

- des personnalités dont la présence présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation, le nombre de ces personnalités ne pouvant excéder cinq et leur désignation étant facultative ;
- des personnes ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats, ces personnes devant représenter un tiers de membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal et un représentant du service en charge de la concurrence peuvent également être invités à participer au jury, avec voix consultatives.

Conformément à l'article 22 du code des marchés publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du conseil de Métropole, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de Montpellier Méditerranée Métropole avant le **12/11/2015** à 12H00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury relatif aux études de maîtrise d'œuvre concernant les travaux d'accessibilité des bâtiments culturels et funéraires – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- procéder à l'élection des membres du jury,
- dire que les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du jury,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché, y compris, le cas échéant leur résiliation.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres du jury.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le prè-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Titulaires :

Pierre Bonnal,  
Rosy Bueno,  
Guy Barral,  
Laurent Jaoul,  
Bernard Travier

Suppléants :

Catherine Dardé,  
Gérard Castre,  
Robert Cotte,  
Joël Raymond,  
Pascal Krzyzanski.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Présents (émargements) : 90

Votants : 90

Bulletins nuls : 3

(bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 14

Suffrages exprimés : 73

Titulaires :

Délibération n° 13385

Sièges à pourvoir : 5  
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 14,6  
- Liste 1 :  
Voix obtenues : 73  
Attribution au quotient : 5  
Attribution au plus fort reste : 0  
Total : 5

Suppléants :  
Sièges à pourvoir : 5  
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 14,6  
- Liste 1 :  
Voix obtenues : 73  
Attribution au quotient : 5  
Attribution au plus fort reste : 0  
Total : 5

La liste 1 est élue. Les représentants de la Métropole élus au sein du jury sont :

Titulaires :  
Pierre Bonnal,  
Rosy Buono,  
Guy Barral,  
Laurent Jaoul,  
Bernard Travier

Suppléants :  
Catherine Dardé,  
Gérard Castre,  
Robert Cotte,  
Joël Raymond,  
Pascal Krzyzanski.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 19 NOV. 2015  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 19 NOV. 2015  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 1105247-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITÉ, HANDICAP ET AUTONOMIE – SCHÉMA DIRECTEUR ACCESSIBILITÉ - AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (SD'AP) DU RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION**

Mme R. ILLAIRE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie, rapporte :

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », impose la mise en accessibilité du cadre de vie (établissements recevant du public, transports conventionnels) et concrétise l'égalité des droits et des chances des personnes en situation de handicap, quelle que soit la nature de leur handicap. Elle devait initialement s'appliquer en 2006, puis en dernier lieu le 13 février 2015 pour les services de transport collectif.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est inscrit dans cette démarche en approuvant le Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA) des services de transport collectif par délibération n°9259 du Conseil du 26 novembre 2009 et a élaboré en conséquence un programme annuel d'actions.

Il est à noter qu'en tant qu'autorité compétente pour l'organisation du transport public, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées (CIAPH), renouvelée par délibération n°8147 en date du 30 avril 2008 et modifiée par délibération n°12233 du 19 mai 2014.

L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées a introduit deux grandes évolutions dans le domaine de l'accessibilité des transports :

- la mise en place d'un outil d'application volontaire : le Schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'accessibilité programmée (ou Sd'AP) élaboré par les autorités organisatrices des transports publics ;
- l'obligation d'accessibilité du service de transport ne concerne plus la totalité des points d'arrêt, mais vise l'aménagement des points d'arrêt prioritaires.

Le Sd'AP comporte, pour chacun des points d'arrêt prioritaires, les engagements pris par les maîtres d'ouvrage pour réaliser les aménagements nécessaires à la mise en accessibilité qui leur incombent et les financements correspondants.

Suite à cette évolution réglementaire, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une démarche d'élaboration d'un Sd'AP qui comprend :

- La description du réseau de transport public de voyageurs et la description du matériel roulant accessible
- La liste des points d'arrêt prioritaires, les caractéristiques associées à ces points d'arrêt et les travaux à mener pour les rendre accessibles,
- Les demandes de dérogations motivées par une impossibilité technique avérée,
- La programmation des actions de mise en accessibilité,
- L'estimation financière de la mise en accessibilité,
- Les modalités de formation des personnels en contact avec le public et celles d'information des usagers,
- La description des modalités de mise en œuvre et de suivi de l'exécution du Sd'AP.

La liste des points d'arrêts prioritaires est définie conformément au décret n°2014-1323. Ainsi, les arrêts de tramway sont tous prioritaires. Pour les transports routiers (arrêts de bus), la classification en arrêt prioritaire est définie suivant des critères précis :

- arrêt situé sur une ligne structurante,
- arrêt desservi par au moins deux lignes de transport public,
- les pôles d'échanges,
- arrêt situé dans un rayon de 200 mètres autour d'un pôle générateur de déplacements ou d'une structure d'accueil pour personnes handicapées ou âgées,
- au moins un arrêt dans une commune desservie,

- prise en compte des besoins exprimés par les associations de personnes à mobilité réduite.

Ainsi, sur les 1 115 arrêts de transports urbains et suburbains que compte le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole, 705 arrêts sont qualifiés de prioritaires au regard des critères définis ci-avant.

Parmi ces 705 arrêts, on compte 531 arrêts qui ont déjà fait l'objet de travaux, réalisés dans le cadre du Schéma Directeur Accessibilité approuvé en 2009.

Il reste donc 174 arrêts de bus qui doivent faire l'objet de travaux de mise en accessibilité dans le cadre du Sd'AP.

L'analyse de ces 174 arrêts de bus montre que 3 arrêts peuvent être d'ores et déjà qualifiés « d'Impossibilité Technique Avérée » en raison de largeurs de trottoirs insuffisantes et qu'ils ne pourront pas être rendus accessibles. 14 arrêts restent à vérifier et doivent faire l'objet d'études plus précises. La mise en accessibilité des 157 arrêts restants est programmée sur la période 2015-2018, conformément à l'ordonnance n°2014-1090.

Les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du Sd'AP représentent un coût total de 2,5 M € s'étalant de 2016 à 2018. Ils correspondent au même niveau de dépenses réalisés ces dernières années dans le cadre de la mise en œuvre du SDA, en matière d'études et de travaux.

La poursuite des études et des travaux dans le cadre du Sd'AP pourra ainsi se faire dans la continuité du SDA et avec les mêmes moyens humains et techniques.

Les modalités de formation des personnels en contact avec les usagers et celles d'informations des usagers sont établies en lien avec l'exploitant du réseau de transport TaM et le Comité de Liaison et de Coordination des Personnes Handicapées et des Malades chroniques (CLCPII).

Le suivi de l'exécution du Sd'AP fera l'objet d'une présentation annuelle en CIAPH puis en conseil de Métropole avec le bilan annuel des actions réalisées et le programme de l'année suivante, avant transmission aux services de la Préfecture.

Enfin, il est important de préciser que dans le cadre de sa politique volontariste en matière d'accessibilité qui vise à permettre à tous de se déplacer sur son réseau de transport, la Métropole souhaite aller au-delà des obligations réglementaires fixées par l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole poursuivra en concertation continue avec le CLCPII la mise en accessibilité des arrêts, y compris ceux qui n'ont pas été identifiés comme prioritaires.

La mise en accessibilité de ces arrêts, hors ITA, sera programmée, en poursuivant les travaux ligne par ligne, y compris au-delà de 2018 et dans l'enveloppe budgétaire prévue dans le cadre du SDA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Schéma Directeur Accessibilité - Agenda d'Accessibilité Programmée (Sd'AP) du réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture 19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte : JMC M05399-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL,



## LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - CLÔTURE DE L'EXERCICE 2015 - AVENANT N°10 À LA CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ETAT - AVENANT N°8 À LA CONVENTION SIGNÉE AVEC L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'est vue déléguée par l'Etat pour une durée de 6 ans prolongée d'un an (2009-2015), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé, en date du 20 avril 2012.

Ces conventions prévoient qu'un avenant dit « de fin de gestion », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation. Ces avenants conditionnent l'attribution par l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Au terme de l'année 2015, les dotations et objectifs de création de logements sociaux publics sont légèrement ajustées à la baisse, dans la mesure où les enveloppes finalement allouées à la région Languedoc-Roussillon n'ont pas été à la hauteur des attentes et des capacités de production des territoires. Bien qu'insuffisante, l'enveloppe dédiée à la rénovation des logements privés est en revanche revue à la hausse.

**La réalisation des logements sociaux publics :**

L'avenant n°9 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat le 28 mai dernier fixait pour 2015 un objectif de 1 511 logements locatifs sociaux à produire, assorti d'une enveloppe déléguée de 2 743 548 €. L'avenant n°10 de fin de gestion a pour objet de prendre en compte la dotation définitive 2015 ramenée à 2 724 984 €, ainsi que les objectifs correspondants, selon la répartition suivante :

Types de financement	Rappel objectifs initiaux 2015 délégation	Objectifs révisés 2015 délégation
PLAI	388	384
PLUS	862	866
PLS ordinaire	138	121
PLS spécifiques	123	123
<b>TOTAL</b>	<b>1 511</b>	<b>1 494</b>

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

PLS spécifiques : prêt locatif social ordinaire – logements étudiants et foyers

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 127 agréments permettant de financer autant de logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA), contre 100 initialement.

**La rénovation de l'habitat privé ancien :**

S'agissant du parc privé, la dotation régionale 2015 avait fait l'objet d'une mise en réserve à hauteur de 10%, désormais déployée par voie d'avenant en fonction des besoins et de l'atteinte des objectifs des territoires.

Ainsi, l'Agence met à disposition de la Métropole une enveloppe complémentaire de 667 949 € de crédits ANAH, portant le montant des droits à engagement 2015 à 3 355 006 €, à laquelle s'ajoute une dotation complémentaire du programme national « Habiter Mieux » pour l'attribution des aides du Fond d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) d'un montant de 138 707 €, portant le montant des droits à engagement 2015 à 573 554 €. En contrepartie, la Métropole se voit fixer un objectif complémentaire de 102 logements à rénover, dont :

- 74 logements de propriétaires occupants ;
- 7 logements de propriétaires bailleurs ;
- 21 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires.

Malgré cette rallonge, le nombre de dossiers non finançables en 2015, faute de crédits suffisants, est estimé à 70 dont 43 logements situés dans des copropriétés dégradées, pour un besoin global de crédits supplémentaires de 900 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°10 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- approuver le projet d'avenant n°8 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : **19 NOV. 2015**

Déposé En Préfecture

Le : **19 NOV. 2015**

Numéro de l'acte : **Smc 11054 08-DE**

Pour ~~extra~~it certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE DOMAINE DE L'ARBOUSIER » LOT 9 À SUSSARGUES - RÉSIDENCE « LES TERRASSES DU CHÂTEAU », RUE DU FER À CHEVAL À RESTINCLIÈRES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Les Terrasses du Château », rue du Fer à Cheval à Restinclières et de 4 logements locatifs sociaux, résidence « Le Domaine de l'Arbousier » lot 9 à Sussargues.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel de l'opération projetée sont détaillés ci-après :

Opération	« Les Terrasses du Château » Restinclières Zone 3	« Le Domaine de l'Arbousier » Sussargues Zone 3
<b>Caractéristiques :</b>		
Architecte	cabinet Alain CLAUZEL architecte	Laetitia Di Mascio architecte
Collectif/Individuel	collectif	Collectif
Surface habitable	540.80 m²	248,27 m²
Nombre de logement	8	4
Catégorie de financement	6 PLUS / 2 PLAI	3 PLUS / 1 PLAI
Typologie	3 T2 – 3 T3 – 2 T4	4 T3
<b>Plan de financement :</b>		
Coût total de l'opération	1 001 981 €	539 705 €
Subvention Etat déléguée	14 000 €	7 000 €
Subvention Action Logement	0 €	0 €
Subvention Région	0 €	0 €
Fonds propres	40 000 €	0 €
Prêt CDC	939 981 €	528 705 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>8 000 €</b>	<b>4 000 €</b>

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5% des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous de 4 000 € pour la réalisation de 4 logements locatifs sociaux, résidence « Le Domaine de l'Arbousier » lot 9 à Sussargues;
- apporter une subvention à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous de 8 000 € pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Les Terrasses du Château » rue du Fer à Cheval à Restinclières ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des décisions d'agrément et de financement délivrées par Montpellier Méditerranée Métropole par délégation

Délibération n° 13409

de l'État et de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;  
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc 1105005-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 37 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « QUINT ET SENS » - AVENUE NINA SIMONE, ZAC PARC MARIANNE EXTENSION LOT 19 À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 37 logements sociaux, avenue Nina Simone, ZAC Parc Marianne Extension lot 19 à Montpellier.

Le programme comprend 26 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 11 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par les agences A+ architecture et AMG architectes implantées à Montpellier, le programme développe une surface habitable totale de 2 431,50 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 10 T2, 15 T3 et 12 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS / PLAI en zone 2 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 4 780 101 €
- Subvention Etat déléguée : 77 000 €
- Subvention Action Logement : 90 000 €
- Subvention Région : 74 000 €
- Fonds propres : 554 999 €
- Prêt CDC : 3 910 102 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 74 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5% des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à FDI Habitat de 74 000 € pour la réalisation de 37 logements locatifs sociaux, résidence « Quint et Sens », avenue Nina Simone, ZAC Parc Marianne Extension lot 19 à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM N. SEGURA et Y. PELLET ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Délibération n° 13410

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : Lmc 1104697-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 153 LOGEMENTS SOCIAUX À BEAULIEU, CASTRIES, LATTES, SAUSSAN ET VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D’HLM PROMOLOGIS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d’HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 153 logements sociaux correspondant à six opérations prenant place dans les communes de Beaulieu, Castries, Lattes, Saussan et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement en Zone 3 du financement du logement social, permettant l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des six opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	Opération « ZAC du Bois du Renard – lot 88 » à Beaulieu (VEFA PREMALIS)	Résidence « Volterra » à Lattes (VEFA HELENIS)	Opération « Le Valvert » à Saussan (VEFA M&A)
<b>Caractéristiques :</b>			
Architecte	Architecte-Aménagement-Associés	Garcia Diaz	Sentein-Brinas
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	1 802 m²	2325 m²	761 m²
Nombre de logement	25	39	12
Catégorie de financement	17PLUS/8PLAI	27PLUS/12PLAI	9PLUS/3PLAI
Typologie	5T2 - 18T3 - 2T4	4T1 - 11T2 - 19T3 - 5T4	4 T2 - 4T3 - 4T4
<b>Plan de financement :</b>			
Coût total de l'opération	3 063 011.00 €	4 797 974.00 €	1 473 488.00 €
Subvention Etat déléguée	56 000.00 €	84 000.00 €	21 000.00 €
Subvention Région	25 000.00 €	39 000.00 €	12 000.00 €
Prêt CDC	2 272 011.00 €	3 419 570.00 €	1 016 674.00 €
Prêt PEEC	75 000.00 €	330 000.00 €	135 000.00 €
Fonds propres	610 000.00 €	886 404.00 €	276 814.00 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>25 000.00 €</b>	<b>39 000.00 €</b>	<b>12 000.00 €</b>

Opération	Résidence « Le Parc des Herbiers » à Villeneuve-lès-Maguelone (VEFA European Homes)	Résidence « Les Portes du Sud » à Lattes (VEFA URBAT)	Résidence « L'Octroi » à Castries (VEFA Terres du Soleil)
-----------	---	---	---

Délibération n° 13411

<b>Caractéristiques :</b>			
Architecte	Tourré-Sanchis	Cusy-Maraval	Sentein-Brinas
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	3 002 m²	1 030 m²	346 m²
Nombre de logement	54	17	6
Catégorie de financement	38PLUS/16 PLAI	12PLUS/5PLAI	4PLUS/2PLAI
Typologie	21T2 - 27T3 - 6T4	7 T2 - 5T3 - 5T4	2T2 - 4T3
<b>Plan de financement :</b>			
Coût total de l'opération	<b>6 038 571.00 €</b>	<b>2 060 210.00 €</b>	<b>712 973.00 €</b>
Subvention Etat déléguée	112 000.00 €	35 000.00 €	14 000.00 €
Subvention Région	131 506.00 €	17 000.00 €	6 000.00 €
Prêt CDC	4 312 875.00 €	1 454 854.00 €	541 388.00 €
Prêt PEEC	462 000.00 €	154 000.00 €	40 000.00 €
Fonds propres	966 190.00 €	382 356.00 €	105 585.00 €
<b>Participation</b>	<b>54 000.00 €</b>	<b>17 000.00 €</b>	<b>6 000.00 €</b>
<b>Montpellier</b>			
<b>Méditerranée Métropole</b>			

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 25 000 € pour la réalisation de 25 logements locatifs sociaux, opération « ZAC du Bois du Renard » Lot 88 à Beaulieu ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 39 000 € pour la réalisation de 39 logements locatifs sociaux, résidence « Volterra », impasse des Roselières à Lattes ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 12 000 € pour la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, « Le Valvert », lotissement La Combe Verte à Saussan ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 54 000 € pour la réalisation de 54 logements locatifs sociaux, résidence « Le Parc des Herbiers », chemin des 4 Cantons à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 17 000 € pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Les Portes du Sud », 1130 avenue des Platanes à Lattes ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 6 000 € pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « L'Octroi », rue Sainte Catherine à Castries ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des décisions d'agrément et de financement délivrées par Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'État et de la signature des conventions d'attribution des subventions fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : Imc 1104903-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 114 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER  
- ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE  
L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - CONVENTIONS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence « Easy Life », avenue des Prés d'Arènes à Montpellier et à l'acquisition-amélioration de 107 logements sociaux, résidences « Le Molière » et « Le Ségur », 721 rue du Pré aux Clercs à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social, permettant l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

<b>Opération</b>	<b>« Le Molière - Le Ségur » 721 rue du Pré aux Clercs à Montpellier</b>	<b>« Easy Life » Avenue des Prés d'Arènes MONTPELLIER</b>
<b>Caractéristiques :</b>		
Architecte	sans objet	Architectes Iszatt
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	7 704 m² environ	396.70 m² environ
Nombre de logement	107	7
Catégorie de financement	107 PLUS	5 PLUS / 2 PLAI
Typologie	18 T1 – 10 T2 – 36 T3 – 32 T4 – 11 T5	2 T2 – 3 T3 – 2 T4
<b>Plan de financement :</b>		
Coût total de l'opération	<b>15 383 312,01 €</b>	<b>840 156,63 €</b>
Subvention Etat déléguée	0, 00 €	14 000,00 €
Subvention Région	200 000,00 €	11 000,00 €
Subvention 1%	280 000,00 €	—
Prêt CDC	14 507 412,01 €	789 256,63 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>395 900,00 €</b>	<b>25 900,00 €</b>

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 25 900 € pour la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Easy Life », avenue des Prés d'Arènes à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 395 900 € pour l'acquisition-amélioration de 107 logements locatifs sociaux, résidences « Le Molière » et « Le Ségur », 721 rue du Pré aux Clercs à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des décisions d'agrément et de financement délivrée par Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de

Délibération n° 13412

l'État, et de la signature des conventions d'attribution des subventions fixant notamment les modalités de leur versement ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mmes R. ILLAIRE, C. LEVY-RAMEAU, P. MIRALLES et MM R. COTTE, A. EL KANDOUSSI, G. CASTRE, J.L. SAVY et B. TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : Mc 110 4955-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « EMERGENCE » - 2 501 AVENUE ETIENNE MÉHUL À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence « Emergence », 2 501 avenue Etienne Méhul à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BPD Marignan, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet SERRADO Architectes Urbanistes.

Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 992 191 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 455 809 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 259 211 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 171 615 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 105 556 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.



# Délibération n° 13413

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	455 809 €	259 211 €	171 615 €	105 556 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.60 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.60 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Condition de remboursement anticipé volontaire	indemnité forfaitaire 6 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 744 143,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 992 191 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements sociaux, résidence « Émergence », 2 501 avenue Étienne Méhul à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : LMC 110 4853-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL



13413-3



**SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.**

**Excusé(es):**

**M. Y. PELLET**

**Absent(es):**

**Mme F. JAMET**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « O-180 »  
- 180 AVENUE PAUL RIMBAUD À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA  
D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence « O-180 », 180 rue Paul Rimbaud à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage des promoteurs CORIM et BPD Marignan, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'Architectes SERRADO architecte à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 085 687 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 493 949 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 329 574 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 155 851 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 106 313 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants. Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	493 949 €	329 574 €	155 851 €	106 313 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.4 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.4 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 814 265,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 085 687 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements sociaux, résidence « O-180 », 180 rue Paul Rimbaud à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc 1404928-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.**

**Excusé(es):**

**M. Y. PELLET**

**Absent(es):**

**Mme F. JAMET**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC LE BOIS DU RENARD, LOT 88 À BEAULIEU - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 30 logements locatifs sociaux, ZAC Le Bois du Renard », lot 88 à Beaulieu. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PREMALIS, comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet Architecture Aménagement Associés à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 3 106 513 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 357 791 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 453 055 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 602 704 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 205 669 €.
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 160 734 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 100 459 €.
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire 2015 d'un montant de 226 101 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémentaire
Montant du prêt	1 357 791 €	453 055 €	602 704 €	205 669 €	160 734 €	100 459 €	226 101 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.60 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0.60 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0.20 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>1.11 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>1.11 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>1.11 %</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						
Taux annuel de progressivité	de -3% à 0,50 %						
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)						
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Modalité de révision	double révisabilité						
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 329 884,75 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 3 106 513 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 30 logements sociaux, ZAC Le Bois du Renard, lot 88 à Beaulieu;

Délibération n° 13415

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc 1104787-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







**SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.**

**Excusé(es):**

**M. Y. PELLET**

**Absent(es):**

**Mme F. JAMET**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE " LE VALVERT " - LOTISSEMENT « LA COMBE VERTE », LOTS 5 ET 26 À SAUSSAN - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 12 logements sociaux, résidence « Le Valvert », lotissement « la Combe Verte », lots 5 et 26 à Saussan. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur M&A, comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architectes Sentein-Brinas à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 227 893 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 523 803 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 448 395 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 131 768 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 123 927 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	523 803 €	448 395 €	131 768 €	123 927 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.43 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.43 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 920 919,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 227 893 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation 12 logements sociaux, résidence " Le Val Vert ", lotissement « la Combe Verte », lots 5 et 26 à Saussan ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

SMC 1104932-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président.

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – ACQUISITION - AMÉLIORATION D'UN LOGEMENT SOCIAL - 6 RUE DES CATALPAS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA FONCIÈRE D'HABITAT ET HUMANISME - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Foncière d'Habitat et Humanisme, association œuvrant pour la construction, l'acquisition et la rénovation de logements destinés aux personnes en difficulté, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition-amélioration d'un logement situé 6 rue des Catalpas à Montpellier. Financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), ce logement sera géré par l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS Hérault), et pourra être loué dans le cadre d'un bail glissant ou d'une location pérenne. Le ménage occupant bénéficiera d'un accompagnement social, assuré par un bénévole de l'association. Le projet a été conçu par H. Gaidoz, architecte à Montpellier.

La Foncière d'Habitat et Humanisme demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant total de 58 000 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restant.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction
Montant du prêt	58 000 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0.50%
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
Modalité de révision	double révisabilité
Périodicité des échéances	annuelle
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Durée de la phase d'amortissement	25 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt, soit 25 ans, et porte sur l'ensemble de la somme contractuellement due par la Foncière d'Habitat et Humanisme, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la Foncière d'Habitat et Humanisme pour son

Délibération n° 13417

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 43 500 €, représentant 75 % du prêt d'un montant total de 58 000 €, sollicité par la Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer l'acquisition-amélioration d'un logement social, 6 rue des Catalpas à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Foncière d'Habitat et Humanisme, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc 1104938-DE

Pour ~~extra~~trait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CITY HALL » - AVENUE GERMAINE TILLON À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 12 logements sociaux, résidence « City Hall », avenue Germaine Tillon à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du Promoteur ArvitaConcept, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par Jean-Baptiste MIRALLES, architecte à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les six emprunts d'un montant total de 1 142 551 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 523 293 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 300 948 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 139 336 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 94 687 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 29 629 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 54 658 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.



Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	523 293 €	300 948 €	139 336 €	94 687 €	29 629 €	54 658 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,6 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,49%</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>0,2 %</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,49%</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>1,11%</b>	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>0,49%</b>
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %					
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum					
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %					
Modalité de révision	double révisabilité limitée					
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum					
Périodicité des échéances	annuelle					
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)					
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction et PLS construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 856 913,25 €, représentant 75 % des six prêts d'un montant total de 1 142 551 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, résidence « City Hall », avenue Germaine Tillon à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mme V. DEMON et M N. SEGURA ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

Délibération n° 13418

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : Jmc 1104805-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.**

**Excusé(es):**

**M. Y. PELLET**

**Absent(es):**

**Mme F. JAMET**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 44 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC ROQUE FRAÏSSE  
LOT 12B À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI  
HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 44 logements sociaux, ZAC Roque Fraïsse lot 12B à Saint Jean de Védas. L'opération comprend 31 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Castelnau Ferry à Lattes.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 676 375 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 676 013 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 592 043 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 153 187 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 255 132 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 676 013 €	592 043 €	1 153 187 €	255 132 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAИ construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAИ foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 507 281,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 676 375 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 44 logements locatifs sociaux, ZAC Roque Fraïsse lot 12B à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mme V. DEMON et M N. SEGURA ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Smc1104825-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 80 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES JARDINS D'HÉLIOS » - LOTISSEMENT "LES JARDINS D'HÉLIOS" LOT 1 À COURNONTERRAL - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 80 logements sociaux, résidence « Les Jardins d'Hélios », lotissement « Les Jardins d'Hélios » lot 1 à Cournonterral. L'opération comprend 56 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 24 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Antoine GARCIA DIAZ, architecte à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 8 112 360 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 4 770 302 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 966 875 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 974 898 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 400 285 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	4 770 302 €	966 875 €	1 974 898 €	400 285 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 6 084 270 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 8 112 360 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 80 logements locatifs sociaux, résidence « les Jardins d'Hélios », lotissement "Les Jardins d'Hélios", lot 1 à Cournonterral ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mme V. DEMON et M N. SEGURA ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

SMC 110 4818-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – RÉAMÉNAGEMENTS DE PRÊTS CONTRACTÉS PAR LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX À MONTPELLIER ET BAILLARGUES - RENOUELEMENT DE GARANTIE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Par délibérations n°7017 du 25/04/2006 et n°7187 du 21/07/2006 la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante à hauteur de 100% des emprunts contractés par la société anonyme d'HLM Immobilière des Chemins de Fer (ICF) Sud-Est Méditerranée, pour la réalisation de 110 logements sociaux financés en Prêt Locatif Social (PLS), résidences « Les Tonnelles » et « Le Clos Melgueil » à Montpellier.

Par délibérations n°7347 du 14/11/2006 et n°10893 du 24/05/2012 la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole, s'est portée garante à hauteur de 75% des emprunts contractés par la société anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, pour la réalisation de 33 logements sociaux financés en Prêt Locatif Social (PLS), résidences « Le Colombier » à Baillargues et « Aqua Verde » à Montpellier.

Afin de sécuriser son encours dans un contexte de fluctuation des marchés, ICF Sud-Est Méditerranée a souhaité renégocier auprès du Crédit Foncier de France ces quatre emprunts indexés sur le taux du Livret A et a obtenu leur réaménagement à un taux fixe.

Aussi, ICF Sud-Est Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir le refinancement du capital restant dû des quatre emprunts pour un montant total de 8 971 451,67 €, augmenté de 119 301,94 € d'indemnités capitalisées, qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France pour financer ces opérations.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les principales caractéristiques des prêts réaménagés consentis par le Crédit Foncier de France sont les suivantes :

Opération	« Les Tonnelles » av. de Lodève Montpellier	« Le Clos de Melgueil » rue Balard Montpellier	« Le Colombier » Baillargues	« Aqua Verde » ZAC Port Marianne Montpellier
Montant du prêt à garantir	3 086 763,83 €	2 986 140,12 €	844 750,14 €	2 173 099,52 €
Durée totale	22 ans		25 ans	
Point de départ du prêt	30 juillet 2015			
Date 1 <sup>ère</sup> échéance	30 juillet 2016			
Date extinction du prêt	30 juillet 2037		30 juillet 2040	
Amortissement du capital	progressif			
Périodicité des échéances	annuelle			
Base de calcul des intérêts	30/360			
Taux fixe d'intérêt	2,415%		2,50%	
Indemnité de remboursement anticipé	Indemnité actuarielle avec un minimum de 6 mois d'intérêts et perception de frais de gestion correspondant à 1% du capital restant dû avant remboursement (minimum : 800€ maximum : 3000 €			
Taux de garantie Montpellier Méditerranée Métropole	100%		75%	

Montpellier Méditerranée Métropole renonce au bénéfice de discussion et prend l'engagement de payer, à première demande du Crédit Foncier de France, toute somme due au titre de ces prêts en principal à hauteur de la quotité garantie, augmentée dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard et tous autres accessoires qui n'auraient pas été acquittés par ICF Sud-Est Méditerranée à leur date d'exigibilité, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 6 072 903,95 €, représentant 100 % des deux prêts sollicités par ICF Sud-Est Méditerranée auprès du Crédit Foncier de France pour refinancer la réalisation des résidences « Les Tonnelles » et « Le Clos Melgueil » à Montpellier ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 2 263 387,245 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 3 017 849,66 € sollicités par ICF Sud-Est Méditerranée auprès du Crédit Foncier de France pour refinancer la réalisation des résidences « Aqua Verde » à Montpellier et « Le Colombier » à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le Crédit Foncier de France et ICF Sud-Est Méditerranée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

IMC 1105000 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT À PIGNAN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation, sur 3 ans, de 290 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement de type 3 de 100 m<sup>2</sup>, occupé par un propriétaire modeste, situé chemin du Carrau à Pignan. Le projet, d'un coût total de 36 349 € T.T.C., prévoit le remplacement du système de chauffage, la réfection de la plomberie, la mise aux normes électriques, le remplacement des sanitaires et l'installation d'une VMC. La dépense subventionnable est plafonnée à 20 000 €.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- Subvention ANAH : 10 000 €, soit 50%
- Subvention Montpellier Méditerranée Métropole : 4 000 €, soit 20%
- Reste à charge du propriétaire : 22 349 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 4 000 € à M. IVARS Antoine demeurant chemin du Carrau à Pignan ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de la Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc 1104053-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET  
EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION  
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES –  
SITE D'IMPORTANCE COMMUNAUTAIRE "LE LEZ" (FR 9101392) - PROPOSITION DE  
MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE - AVIS DE LA MÉTROPOLE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Le site Natura 2000 "Le Lez", qui couvre le cours amont du fleuve et sa ripisylve depuis la source sur un linéaire de 14 km, a été reconnu comme Site d'Importance Communautaire (SIC) le 19 juillet 2006 par publication au JOUE (Journal Officiel de l'Union Européenne), au titre de la Directive « Habitats, Faune, Flore ».

Conformément à la législation française, un document d'objectifs (DOCOB) a été élaboré pour ce site, à compter de l'année 2011, sous la direction d'un comité de pilotage local. Ce DOCOB a été approuvé par le comité de pilotage du 3 juillet 2013 et l'arrêté préfectoral du 27 mars 2014. Il propose, à la vue des connaissances acquises sur le patrimoine naturel d'intérêt communautaire du site et à la suite des conclusions d'une étude d'ajustement du périmètre officiel du site sur le parcellaire cadastral, l'extension du site actuel.

Sur la base de l'article R.414-3 du Code l'environnement, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de l'Hérault soumet pour avis le projet de modification du périmètre, approuvé par le comité de pilotage du 3 juillet 2013 :

- à l'ensemble des communes concernées par l'extension du site (Castelnau-le-Lez, Clapiers, les Matelles, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Saint-Clément-de-Rivière),
- aux deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du périmètre : la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette modification du périmètre permettra, d'une part, de corriger certaines incohérences, comme :

- o des linéaires du cours d'eau en dehors du périmètre,
- o certaines zones du lit mineur non prises en compte dans le site,
- o la présence de zones urbanisées dans le site ;

et d'autre part, elle facilitera la mise en œuvre de mesures de gestion efficaces en augmentant les parcelles agricoles éligibles au dispositif Natura 2000.

L'extension du périmètre Natura 2000 permettra de conforter Montpellier Méditerranée Métropole dans sa volonté de participer à la préservation de la biodiversité de son territoire. Elle permettra également aux porteurs de projet de bénéficier de mesures financières d'accompagnement pour la préservation du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'extension du Site Natura 2000 « Le Lez » (FR9101392),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 19 NOV. 2015  
Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : JMC1105580-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES  
- GRABELS - ENTRETIEN DU BASSIN D'ÉCRÊTEMENT DES EAUX PLUVIALES  
DÉNOMMÉ BASSIN G - CONVENTION AVEC LA VILLE DE GRABELS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

La Ville de Grabels a réalisé en 2009 des travaux d'aménagement sur le bassin-versant du Rieumassel afin de lutter contre les inondations que ce ruisseau peut engendrer. Ces travaux ont consisté en la création d'un bassin de rétention, dit bassin G, permettant d'écarter les crues par stockage temporaire des eaux. L'ouvrage est constitué d'un bassin d'une capacité de stockage de 27 500 m<sup>3</sup> fermé par une digue de 3,50 m de hauteur et 45 m de largeur.

L'entretien continu et rigoureux de cet équipement est indispensable afin de garantir la pérennité de sa fonction initiale.

En temps sec, l'espace occupé par le bassin est ouvert et potentiellement fréquenté. De ce fait, il était entretenu jusque-là par les services de la commune de Grabels.

Compte-tenu des responsabilités et obligations de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de gestion et de surveillance de ses ouvrages de lutte contre les inondations, il convient de clarifier et préciser le rôle de chaque collectivité. C'est pourquoi une convention entre les deux parties est proposée en vue de définir les modalités d'entretien du bassin de rétention G et de sa digue.

La convention définit les principes fondateurs que les deux parties doivent respecter, notamment la coordination mutuelle sur les interventions opérationnelles et juridiques, et précise que la commune de Grabels assure l'entretien et la maintenance du bassin G, tels que la collecte régulière des déchets ainsi que le fauchage de la végétation. Cet entretien est réalisé sans contrepartie financière.

La Métropole s'engage également à réparer ou reconstruire, dès que possible et à ses frais, les parties d'ouvrages endommagées ou détruites du fait de dégradation liées aux crues ou à la vétusté de l'ouvrage. La Métropole se réserve le droit d'apporter à l'ouvrage toute modification nécessaire à son entretien et surveillance, mais s'engage à réaliser ces interventions et travaux dans le respect des équipements du bassin comme de son classement au titre d'ouvrage de protection contre les inondations.

Cette convention n'est pas limitée dans le temps. Cependant, dans l'éventualité d'une modification du classement ou de l'autorisation de l'ouvrage au titre du Code de l'environnement, la convention sera rendue caduque et sera remplacée par une nouvelle convention adaptée redéfinissant les obligations de chacun.

La présente proposition de convention fera l'objet d'une délibération du conseil municipal de la Ville de Grabels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Grabels pour l'entretien, la gestion et la maintenance de l'ouvrage de protection contre les inondations dénommé Bassin G,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer avec la commune de Grabels la convention mentionnée ci-dessus ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Délibération n° 13426

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc 1105559-CC

Pour ~~extra~~trait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Philippe SAUREL



**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC  
- COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ 3954GD15 -  
NETTOYAGE, ENTRETIEN ET RÉPARATION DES CONTENEURS ENTERRÉS DE  
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Dans le cadre du projet DEMETER de valorisation, traitement et élimination des déchets ménagers, Montpellier Méditerranée Métropole a fortement développé son parc de conteneurs destinés à la collecte du verre, du papier et des ordures ménagères. Ce type de matériel connaît une utilisation intensive et doit faire l'objet d'un nettoyage régulier et d'une maintenance permanente.

En particulier, des conteneurs enterrés ont été installés depuis 2009 en partenariat avec les communes afin d'améliorer l'intégration des dispositifs de pré collecte dans certains quartiers. Ces matériels requièrent des techniques spécifiques de nettoyage et de maintenance.

Le marché n°3360GD13 passé en vue de réaliser ces prestations arrivant à échéance, une nouvelle consultation a été organisée.

Le parc de conteneurs enterrés comprenant 2 types de modèles qui nécessitent des moyens d'interventions distincts, 3 lots ont été définis :

Lot 1 : Nettoyage intérieur des conteneurs enterrés collectés par " BOM "

Lot 2 : Nettoyage intérieur des conteneurs enterrés collectés par benne " AMPLIROLL "

Lot 3 : Réparation et maintenance de l'ensemble des conteneurs enterrés.

Chaque lot du marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification et peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Il s'agit de marchés à bons de commande pour un montant annuel minimum de 15 000 € H.T. et pour un montant annuel maximum de 60 000 € H.T. pour chaque lot. Ces montants seront identiques pour chaque période éventuelle de reconduction. Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres a décidé, lors de sa séance du 27 octobre 2015, d'attribuer les lots n°1 et 2 à l'entreprise CITEC ENVIRONNEMENT domiciliée 42 rue Paul Sabatier 71 530 CRISSEY et le lot n°3 à l'entreprise CIEL VERT domiciliée Parc de la Méditerranée 34 470 PEROLS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3954GD15 avec l'entreprise CITEC ENVIRONNEMENT pour les lots n°1 et 2 et avec l'entreprise CIEL VERT pour le lot numéro 3,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 907 et 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés, ainsi que les actes relatifs à leur exécution y compris une éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Certifié Exécutoire 19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture 19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte : Jmc 110 5389 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. VAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET



**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC  
- TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - AVENANT N°1 AU  
MARCHÉ N°3296GD13 POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS  
MÉNAGERS RECYCLABLES SECS - AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°1**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs (CTRS) DEMETER a été mis en service en 1994 et valorise les collectes sélectives (bacs et sacs jaunes) des 31 communes membres.

L'exploitation du Centre de Tri DEMETER est assurée par la société SMTVD, dans le cadre d'un marché de prestations de service n°3296GD12. Le contrat a été attribué après appel d'offres ouvert et la signature du marché a été autorisée par délibération n°11528 du Conseil du 11 avril 2013.

Le marché comprend une tranche ferme de 39 mois et 4 tranches conditionnelles de 3 mois chacune, soit une échéance au plus tard au 31 décembre 2017, correspondant à la programmation prévisionnelle de l'extension et la modernisation du centre de tri dont la procédure est actuellement en cours.

Dans le cadre de l'exécution de ce contrat, au regard des tendances plus faibles d'évolution des tonnages issus des collectes sélectives de déchets ménagers recyclables secs, il est proposé de fixer pour les 3 tranches de tonnages comprises entre 21 000 et 24 000 tonnes, le tarif unique de 138,80 € HT par tonne de la tranche médiane, afin de supprimer les effets de seuil induits par les tranches. L'application de ce tarif unique à la prévision de tonnage 2015 permet une économie estimée à 145 000 € hors taxe pour l'exercice 2015.

La prise en compte de ce tarif unique de traitement doit faire l'objet de l'adoption d'un avenant. Il convient donc d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3296GD12 afin d'acter la modification des prix des quantités entrantes triées pour les tranches de tonnages comprises entre 21 000 et 24 000 tonnes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°3296GD12 pour la modification des prix des quantités entrantes triées pour les tranches de tonnages comprises entre 21 000 et 24 000 tonnes,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2015 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 937,
- autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte,

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc 1105155-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEU, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC  
– TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ NEGOCIÉ N  
°4121GD15 CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ OCREAL POUR LE TRAITEMENT ET LA  
VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES REFUS DES UNITÉS DE TRAITEMENT ET DE  
TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS ET AUTRES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°10584 du 20 décembre 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°2841GD11 avec la société OCREAL pour le traitement des déchets ménagers de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 01/01/2015.

Complémentairement aux dispositions contractuelles liant Montpellier Méditerranée Métropole à la société OCREAL dans le cadre de l'extension de son périmètre, cette dernière dispose en effet d'une capacité résiduelle qu'elle peut mettre à disposition de notre collectivité pour la valorisation énergétique sur son site de Lunel-Viel, des refus des unités de traitement des déchets ménagers (unité de méthanisation Amétyst et centre de tri Demeter de Montpellier Méditerranée Métropole ; centre de tri **DIB en charge du sur-tri des vieux papiers**) ainsi que des **déchets ménagers et assimilés** qui, **conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ne peuvent faire** l'objet au regard de leur nature, ni d'un traitement par méthanisation, ni d'un recyclage à l'issue du tri sélectif ou d'un enfouissement sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Castries.

L'utilisation de ces capacités de traitement est totalement compatible avec les objectifs du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) de l'Hérault approuvé le 13 octobre 2014. En effet, en respect du principe de proximité imposé par les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, le transfert des déchets doit être limité en distance et volume. Par ailleurs, la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) limite les capacités d'incinération et d'enfouissement aux déchets ultimes et encadre strictement les conditions dans lesquelles les collectivités territoriales peuvent rechercher les capacités d'incinération ou de stockage, hors du département, en cas de pénurie.

Ainsi, l'unité de valorisation énergétique exploitée par la société OCREAL demeure, en l'état actuel, la seule installation susceptible sur la zone Est du département de l'Hérault de traiter dans la limite de ses capacités, une partie des déchets non valorisables de Montpellier Méditerranée Métropole dans des conditions acceptables, à la fois au plan technique, économique et réglementaire.

Le marché n°2841 arrive à échéance le 28 février 2016. Au regard des motifs développés ci-dessus, il convient de conclure un nouveau marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité et sans mise en concurrence, conformément à l'article 35-II-8 du Code des marchés publics, afin de continuer à utiliser ce mode de valorisation des déchets ménagers qui s'intègre parfaitement à la filière globale de traitement mise en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole,

Le marché est conclu pour une durée de 3 ans et 4 mois à compter de sa notification à la société Ocreal qui interviendra au 29 février 2016, soit une date de fin prévisionnelle au 30 juin 2019, date d'échéance de la convention de délégation de Service Public en vertu de laquelle la société OCREAL exploite l'installation.

Le marché sera réglé par application d'un prix unitaire à la tonne réceptionnée et traitée, prix négocié avec l'exploitant sur les mêmes bases tarifaires que le contrat précédent. Le montant maximum du marché établi sur la base du coût de traitement fixé à 119,04 €H.T. par tonne - valeur novembre 2015, est de 11 904 000 €HT hors TGAP, pour un tonnage de 100 000 tonnes sur la durée totale du marché de 3 ans et 4 mois.

A l'issue des négociations intervenues avec la société OCREAL, la Commission d'Appel d'Offres a approuvé, lors de sa séance du 27 octobre 2015, la conclusion du marché avec cette société en vertu de l'article 35-II-8 du Code des Marchés Publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4121GD15 avec la société OCREAL dans les conditions décrites ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché n°4121GD15 ainsi que les actes relatifs à son exécution, y compris une éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : DMC 110 5161-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS,  
COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE**

## **RESSOURCES HUMAINES**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

## RESSOURCES HUMAINES – RÉGIME INDEMNITAIRE - MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLÉMENTAIRE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a modifié son régime indemnitaire par délibération lors du Conseil qui s'est tenu le 8 octobre 2012. A cette occasion, il a été décidé l'instauration du versement d'une part liée aux résultats et à la valeur professionnelle, appréciée notamment lors de l'entretien professionnel annuel.

Cette part complémentaire du régime indemnitaire dépend de la valeur professionnelle; elle est déterminée notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- les résultats professionnels et la réalisation des objectifs,
- l'expertise, les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le versement de cette part en année N concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés justifiant d'au moins un an d'ancienneté, au 30 novembre de l'année N-1.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents depuis plus d'un an de façon consécutive, à la date du 30 novembre de l'année N-1 pour une attribution en année N. En outre, cette part sera réduite de moitié en cas d'absence entre six mois et un an, sur la période de référence. Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie et longue durée), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité, le détachement et la mise à disposition.

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant mensuel moyen de 25 euros bruts relatif à l'effectif encadré et présent. Les attributions individuelles s'effectueront selon six niveaux de montants mensuels : 0 €, 5€, 15 €, 25 €, 35 € et 45 €.

Le versement de la part liée aux résultats aura lieu à l'issue de la procédure d'entretien professionnel au cours du premier trimestre 2016.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire a été soumise au Comité Technique du 20 octobre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire,
- que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 012,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 19 NOV. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture 19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte : Imc 1104954-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**RESSOURCES HUMAINES – INSTAURATION D'UNE INDEMNITÉ DÉGRESSIVE EN REMPLACEMENT DE L'INDEMNITÉ EXCEPTIONNELLE - APPROBATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Le décret n°97-215 du 10 mars 1997 avait instauré une indemnité exceptionnelle pour compenser les éventuels effets négatifs sur la rémunération globale des fonctionnaires du transfert de la cotisation maladie sur la contribution sociale généralisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Le décret n°2015-492 du 29 avril 2015 abroge l'indemnité exceptionnelle et crée en remplacement une indemnité dégressive, dont le montant mensuel brut est progressivement réduit jusqu'à extinction.

L'indemnité dégressive, non soumise à retenue pour pension, est attribuée aux agents qui bénéficiaient de l'indemnité exceptionnelle.

Son montant mensuel brut est égal à un douzième du montant annuel brut total de l'indemnité exceptionnelle versé à chaque agent au titre de l'année 2014. Il est plafonné à 415 € et réduit, jusqu'à extinction, lors de chaque avancement dans un grade, un échelon ou un chevron, à due concurrence du montant résultant de l'augmentation du traitement indiciaire brut de l'agent. Cette réduction ne s'applique que lorsque l'indice majoré détenu par l'agent est égal ou supérieur à l'indice majoré 400.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de l'indemnité dégressive,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 012,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

**19 NOV. 2015**  
**19 NOV. 2015**  
*Imc Mo 49 68 - DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LEVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## **RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### **I- Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 20 octobre 2015.

### **III- Suppressions de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des suppressions de poste mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 20 octobre 2015.

### **IV- Confirmations de postes :**

a/ Par délibération n°11121 du 08 octobre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chef de projet e-services et culture (n° du poste : 2012-015), a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Ressources Informatiques.

- nature des fonctions : Conduire les projets informatiques confiés en conformité avec les référentiels de la Collectivité. Assurer la responsabilité des projets informatiques des établissements « externes » (Médiathèques, Musées,..). Organiser le travail avec les groupes de projets (internes et externes) et assurer le pilotage des prestataires informatiques liés à ses projets.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de l'informatique
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité des projets informatiques, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux pour exercer des fonctions de Chef de service accélérateur de croissance (n° du poste :

2011-064) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : Manager l'équipe du service et piloter l'ensemble des projets. Mettre en place un programme d'actions destiné à accélérer la croissance des entreprises de la Métropole tant sur le volet ingénierie technique, que financier ou de l'emploi.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'accélérer la croissance des entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole, tant sur le volet ingénierie technique, que financier ou de l'emploi, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c/ Par délibération n°11427 du 12 février 2013, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de responsable du Pôle édition (n° de poste 2002-444) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la Communication.

- nature des fonctions : Assurer la coordination du Pôle Edition, gérer directement divers dossiers thématiques, garantir la bonne application de la charte graphique de la Communauté d'agglomération, suivre et participer à l'élaboration des outils de communication des équipements, assurer une veille sur l'évolution des outils et supports de communication pour être force de proposition.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de la communication.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès de la presse locale et nationale sur les actions menées par Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fond juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d/ Par délibération n°9996 du 26 janvier 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chargé de mission gestion multimodale (n° du poste : 2011-005), a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des transports et de la voirie.

- nature des fonctions : Décliner en projets les orientations inscrites dans le PDU ; Piloter et mettre en œuvre le projet de Gestion Multimodale des Déplacements sur Montpellier Méditerranée Métropole et les études liées à la logistique urbaine
- niveau de recrutement : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la mise en œuvre du projet gestion multimodale sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.

Délibération n° 13384

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des transformations, suppressions et confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire **19 NOV. 2015**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture **19 NOV. 2015**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Lmc 1405184-DE**

Pour ~~extra~~trait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



# ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2015-054	Ressources et moyens	Direction des Ressources Humaines	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire paye
1	2015-055	Ressources et moyens	Direction des Ressources Humaines	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire des carrières
1	2015-056	Ressources et moyens	Direction des Ressources Humaines	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire recrutement
1	2015-057	Ressources et moyens	Direction des Ressources Humaines	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire formation
1	2015-058	Ressources et moyens	Direction des Ressources Humaines	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire protection sociale
1	2015-059	Ressources et moyens	Direction des Ressources Humaines	B	Temps Complet	Rédacteur territorial Ou Technicien territorial	Préventeur Hygiène et Sécurité
1	2015-060	Ressources et moyens	Direction des Ressources Humaines	B	Temps Complet	Rédacteur territorial	Chargé du suivi des conventions MAD

# ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2015-061	Ressources et moyens	Direction des Moyens Généraux et Bâtiments	B	Temps Complet	Rédacteur territorial Ou Technicien territorial	Acheteur
1	2015-062	Ressources et moyens	Direction des Moyens Généraux et Bâtiments	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Agent administratif et comptable
1	2015-063	Ressources et moyens	Direction des Moyens Généraux et Bâtiments	B	Temps Complet	Technicien territorial	Technicien Télécom
1	2015-064	Ressources et moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés publics	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Agent du service conseil
1	2015-065	Ressources et moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés publics	A	Temps Complet	Attaché territorial	Juriste Domanialité publique et privée



# ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2015-066	Ressources et moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés publics	B	Temps Complet	Assistant de conservation	Adjoint au responsable des archives
1	2015-067	Ressources et moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés publics	A	Temps Complet	Attaché territorial	Chargé d'études juridiques commande publique
1	2015-068	Ressources et moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés publics	B	Temps Complet	Rédacteur territorial	Chargé des marchés publics
1	2015-069	Ressources et moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés publics	C	Temps Complet	Adjoint administratif	Gestionnaire chargé de la notification et du suivi de l'exécution des marchés

# ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2015-070	Ressources et moyens	Direction des finances	A	Temps Complet	Attaché territorial	Chargé de projets à la Direction des finances
2	2015-071 2015-072	Ressources et moyens	Direction des finances	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Agent de gestion comptable
1	2015-073	Ressources et moyens	Direction des finances	B	Temps Complet	Rédacteur territorial	Gestionnaire de l'inventaire comptable
1	2015-074	Ressources et moyens	Direction des Ressources Informatiques	B	Temps Complet	Technicien territorial	Technicien réseau
1	2015-075	Ressources et moyens	Direction des Ressources Informatiques	B	Temps Complet	Technicien territorial	Technicien de développement informatique
1	2015-076	Ressources et moyens	Direction des Ressources Informatiques	A	Temps Complet	Ingénieur territorial	Chef de projet Open Data

## ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2015-077	Ressources et moyens	Direction des Ressources Informatiques	B	Temps Complet	Technicien territorial	Technicien réseau THD
1	2015-078	Ressources et moyens	Direction des Ressources Informatiques	C	Temps Complet	Agent de maîtrise Ou Adjoint technique	Administrateur telecom
1	2015-079	Culture sport Solidarité	Direction des Médiathèques	B	Temps Complet	Rédacteur territorial	Assistant de gestion du personnel du réseau des médiathèques

## ANNEXE 2 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emploi à créer	Fonctions
2005- 006	Culture, sport, solidarité	CRR	Temps complet	Rédacteur territorial	Responsable de scolarité	2005- 006	Culture, sport, solidarité	CRR	Temps complet	Adjoint administratif ou Rédacteur territorial	Chargé(e) de la scolarité
2007- 014	Culture, sport, solidarité	CRR	Temps complet	Adjoint administratif	Chargée d'accueil et de gestion administrative	2015- 080	Culture, sport, solidarité	CRR	Temps complet	Rédacteur territorial	Responsable de la régie comptable du CRR

### ANNEXE 3 : Suppressions de postes au tableau des effectifs

Réf Poste	Catégorie (A,B,C)	Cadres d'emploi	Fonctions	Observations
2010-064	A	Conservateur du patrimoine	Directeur du Musée d'Histoire de France en Algérie	Suite à création poste au conseil du 30/09/2015 de Chef de projet Centre d'art contemporain et fermeture MHFA
2004-2002	A	Ingénieur territorial Ou Attaché territorial	Directeur Adjoint du Développement Economique et de l'Emploi	Suite à création poste au conseil du 30/09/2015 de Directeur de projet à la DDEE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE SAUSSAN  
- ZAC HORTS DE VERNIS - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS -  
APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Saussan a demandé à Montpellier Méditerranée Métropole son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Horts de Vernis,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le prolongement de l'urbanisation au sud du village conformément aux recommandations du SCOT et suivant les objectifs du PLH. Ce site doit permettre à terme d'accueillir 227 logements environ.

Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement confiée par la commune à la SAS Angelotti Aménagement.

Les équipements d'assainissement des eaux usées internes à la ZAC seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

**Collecte :**

La collecte des effluents de la ZAC sera assurée par un réseau gravitaire séparatif.

Le raccordement de l'opération sur le réseau public ne nécessite aucuns travaux d'extension ou de renforcement des collecteurs publics d'assainissement.

**Traitement :**

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration intercommunale de Pignan-Saussan-Fabrigues, mise en service en 2010. Les ouvrages existants permettent le raccordement de la ZAC à cette station d'épuration.

En application de la délibération n°10124 en date du 21 avril 2011, une participation au financement de la station d'épuration est demandée à l'aménageur à hauteur de 719.38 € par logement, soit une participation de **163 300 €, valeur 1er janvier 2015, pour 227 logements.**

**Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)**

La PFAC s'applique à la ZAC, son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à réaliser à la charge de l'aménageur.

Le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 227 logements de la ZAC, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Le total des participations demandées pour l'assainissement des eaux usées de la ZAC est ainsi évalué à **163 300 €.**

Un projet de convention, à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune et l'aménageur précise les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières pour l'assainissement ainsi que les modalités de réception des réseaux d'eaux usées construits dans la ZAC.



Délibération n° 13427

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées prévus pour la ZAC Horts de Vernis à Saussan,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole des réseaux d'assainissement qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC au financement de la station d'épuration, soit 163 300 € H.T. pour 227 logements,
- approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune et l'aménageur,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc 410 3504 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL,





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

## **SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – NOTE LIMINAIRE 2014 SUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Métropole est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif ainsi que pour l'eau brute sur le territoire de ses 31 communes.

En ce qui concerne la compétence eau potable, la Métropole l'exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, de plein droit, en lieu et place des communes membres. Elle intervient directement sur les communes de Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du syndicat du Bas Languedoc (SBL) et aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Garrigues Campagne (SGC). Ces syndicats exercent la compétence sur la production et la distribution d'eau potable.

Compte tenu de l'exercice partiel de la compétence eau potable sur son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole doit présenter une note liminaire établie en application de l'article D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, précisant la nature exacte du service assuré par d'autres établissements public de coopération intercommunale et ce qui relève de sa gestion directe, indiquant le prix total de l'eau et ses différentes composantes, ainsi que les indicateurs mentionnés aux annexes V et VI du CGCT.

Les syndicats concernés ont transmis leur rapport annuel pour l'exercice 2014.

Ils permettent de compléter les informations fournies par les rapports annuels établis par les services métropolitains de l'eau potable et de l'eau brute, d'une part, et de l'assainissement, d'autre part, rapports approuvés par le conseil métropolitain lors de la séance du 22 juillet 2015.

L'alimentation des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers trois ressources principales. La source du Lez gérée par la Métropole fournit en moyenne 32 millions de m<sup>3</sup>/an grâce à l'usine de pompage Avias et alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez. Cette ressource est également utilisée en appoint pour les communes de Grabels et de Montferrier-sur-Lez ainsi que pour les communes de l'ex Syndicat Mixte du Salaison et du syndicat du Pic Saint-Loup (SMEA). La nappe phréatique de l'Hérault pompée à Florensac par le Syndicat du Bas Languedoc procure environ 20 millions de m<sup>3</sup>/an par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol et alimente les communes de l'Ouest de la Métropole. L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe Lamour appartenant à la société du Bas-Rhône Languedoc, alimente diverses usines de potabilisation desservant en totalité les communes de Lattes et Pérols, à hauteur de 23% les communes de l'ex syndicat du Salaison et pour 1,6 millions de m<sup>3</sup> les communes du SBL en période estivale. Ces dernières, la majeure partie de l'année, ainsi que nos communes du SGC sont desservies par des forages locaux d'importance variable.

La note liminaire présente par ailleurs les indicateurs réglementaires de chaque service.

Le prix total de l'eau et de l'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2015, suivant la commune, est compris entre 3 et 3.64 € TTC le m<sup>3</sup>. Le prix moyen du m<sup>3</sup> d'eau TTC, abonnement inclus, reste inchangé à 3,5 € TTC entre 2014 et 2015. La facture annuelle moyenne sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant l'eau potable et l'assainissement pour une consommation type 120 m<sup>3</sup> s'élève à 419 € TTC au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et se décompose comme suit :

- part Eau 37 %,
- part Assainissement 41 %,
- part Autres Organismes 22 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13428

- approuver les rapports annuels 2014 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des syndicats Bas Languedoc et Garrigues Campagne,
- approuver la note liminaire annexée à la présente délibération,
- autoriser sa transmission à toutes les Communes de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

Imc1104619-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS -  
FONDS SPÉCIAL SPORT - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole de Montpellier est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Organisation de la finale de ligue Languedoc Roussillon de course camarguaise.

La section Taurine de Villeneuve-lès-Maguelone participe, avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la fédération française de course camarguaise et l'union des clubs taurins Paul Ricard, à l'organisation de la finale de ligue Languedoc Roussillon de course camarguaise qui regroupe les dix meilleurs raseteurs stagiaires de la saison sportive.

Afin d'aider la section taurine en charge de l'organisation de l'accueil, de l'animation, du déroulement des courses et de la remise des prix de cette manifestation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien financier à cette opération à hauteur de 1 000 €.

2/ Organisation d'un gala de Boxe au gymnase Albert Batteux de Montpellier.

Ce gala de Boxe, organisé par le Boxing Club Montpelliérain, s'inscrit dans le cadre de la préparation du championnat de France dont le combat phare de la manifestation sera la finale du Critérium National Professionnel en poids mi-moyen.

A ce titre, il est proposé au Conseil d'apporter une aide exceptionnelle au Boxing Club Montpelliérain d'un montant de 5 000 €.

3/ Organisation du Congrès Fédéral de la Fédération Française de Cyclotourisme à Montpellier

Les 5 et 6 décembre 2015 le comité départemental de l'Hérault Cyclotourisme aura la charge d'organiser et d'animer le Congrès Fédéral de la Fédération Française de Cyclotourisme qui réunira plus de 500 participants au Corum de Montpellier (Ligues régionales, Comités Départementaux et clubs de toute la France).

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter une aide exceptionnelle de 1 500€ au comité départemental de l'Hérault de Cyclotourisme.

4/ Affectation d'une subvention complémentaire au club Montpellier ASPTT Tennis.

Montpellier ASPTT Tennis est un club phare de la Métropole et de sa région qui compte aujourd'hui plus de 400 licenciés et des athlètes engagés sur les principaux tournois nationaux.

Emmenée par Virginie Razzano, les féminines du club ont terminé le championnat de nationale 1A en seconde position de leur poule leur permettant ainsi d'accéder à la première division. Deux joueuses du Montpellier ASPTT Tennis ont représenté le club à l'Open d'Australie de Melbourne.

Compte tenu des résultats sportifs de ce club qui le place parmi les dix meilleures équipes féminines de France, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter un soutien financier exceptionnel complémentaire d'un montant de 5 000 € au titre de l'année civile 2015.

5/ Affectation d'une subvention au Karaté Elite Pérols Lattes au titre de l'année 2015.

L'équipe compétition du club a remporté 101 médailles nationales dont 44 podiums nationaux au cours de la saison sportive 2014-2015.

De plus, le club a remporté 19 titres de champion de France (toutes disciplines et catégories confondues) et un athlète a remporté la coupe de France durant la saison.

Au titre de ce palmarès sportif exceptionnel, il est proposé au Conseil d'apporter son soutien financier au titre de l'année 2015 à hauteur de 4 000 €.

6/ Contribution financière au comité départemental de l'Hérault du jeu de balle au tambourin.

Par cette délibération, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir financièrement le comité départemental de l'Hérault du jeu de balle au tambourin pour son rôle actif dans le développement de ce sport sur notre territoire grâce à l'organisation de compétitions et de cycles dans les écoles.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole propose d'attribuer une aide spécifique au comité départemental de l'Hérault du jeu de balle au tambourin d'un montant de 800 €.

7/ Attribution d'une subvention au Montpellier Méditerranée Métropole Sport de Glace.

Ce nouveau club de patinage synchronisé et de danse de glace est né d'une séparation des activités de patinage artistique et de patinage synchronisé anciennement regroupés au sein d'une même entité associative : le Montpellier Agglomération Patinage.

Afin de permettre à ce nouveau club d'assurer son lancement dans de bonnes conditions et de fonctionner au plus vite avec l'ensemble des licenciés de cette activité, il est proposé au Conseil de lui attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions dont le versement est conditionné par la signature d'une convention financière,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc 1105434-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL







SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - OPÉRATION "BOUGEONS ENSEMBLE POUR LE TÉLÉTHON" - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LES MYOPATHIES (AFM) À OCCASION DE L'ÉDITION 2015 DU TÉLÉTHON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

En favorisant l'apprentissage de la natation et du patinage scolaire, ainsi qu'en permettant aux clubs et associations sportives de la Métropole qui le souhaitent d'évoluer au sein de nos installations sportives (stades, piscines...) Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire.

Consciente que l'amélioration du bien être de ses habitants, en cohérence avec la définition de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, passe aussi par la recherche et le développement scientifique, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager aux côtés d'associations engagées dans ce domaine.

Dans ce cadre, chaque année Montpellier Méditerranée Métropole organise la Fête des vignes sur l'esplanade Charles de Gaulle à Montpellier dont l'intégralité des recettes récoltées est reversée à l'association Ensemble contre le Sida dans le cadre du Sidaction. Depuis 2006, ce sont près de 150 000 € qui ont été versés par Montpellier Méditerranée Métropole au Sidaction dans le cadre de cette fête.

Aussi, le Téléthon organisé depuis 1987 par l'Association française contre les myopathies (AFM), a pour but de financer des projets de recherche sur les maladies génétiques neuromusculaires, mais aussi sur d'autres maladies génétiques rares. L'argent récolté est également utilisé pour aider et accompagner les malades atteints de myopathie.

S'inscrivant dans cette cause, le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite organiser une opération à destination des publics des piscines Alex Jany de Jacou et du Centre Nautique Neptune de Montpellier le samedi 5 décembre 2015 : l'opération « Bougeons ensemble pour le Téléthon ».

Durant cette journée, un tarif unique de 3€ sera proposé aux usagers de ces deux établissements leur donnant accès à de nombreuses animations proposées, organisées et mises en œuvre par les éducateurs sportifs de la Métropole : cours de natation, d'aquabike, d'aquagym, baptême de plongée, défis sportifs, jeux aquatiques...

Toutes les recettes engendrées par les produits d'entrées publiques de cette journée seront intégralement reversées à l'Association française contre les myopathies (AFM) au titre de l'édition 2015 du Téléthon.

Il est proposé de signer un contrat d'engagement avec l'Association française contre les myopathies (AFM) définissant les modalités du partenariat et les conditions de reversement total de la recette de la manifestation au bénéfice de la recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le partenariat avec l'association française contre les myopathies (AFM) à occasion de l'édition 2015 du Téléthon ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à sa mise en œuvre.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc 1105680-DE

Pour ~~l'original~~ extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



## **TRANSPORT ET MOBILITE**

**VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE,  
BIODIVERSITE**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILS à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITÉ – TRAVAUX D'EXTENSION DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM - TRAVAUX DE TERRASSEMENTS, FONDATIONS PROFONDES, TERRASSEMENTS - MARCHÉ N°257.T.09.02 - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC L'ENTREPRISE CARI - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Valorisation et protection animales, Biodiversité, rapporte :

Par délibération n°8257 du 26 juin 2008, le Conseil approuvait la construction d'une extension n°1 de l'aquarium Mare Nostrum à Odysseum, et autorisait la signature d'un avenant n°2 au mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Cette opération, dont les travaux ont démarré à l'automne 2009, a conduit à la conclusion de marchés de travaux répartis en 16 lots, dont le lot n°2 : Terrassements, fondations profondes, gros œuvre, référencé sous le n° de marché 257T09.02, a été attribué à l'entreprise CARI, et notifié le 3 août 2009 pour un montant initial de 1 402 972.24 € H.T.

Le délai initial d'exécution de ce marché donnait une réception des travaux au 15 juillet 2010. Suivant un retard général des travaux liés à des difficultés de chantier, l'avancement réel du chantier a conduit à une réception au 22 mars 2011, soit une prolongation de 7 mois.

Dans le cadre de l'établissement du Décompte Général et Définitif, l'entreprise CARI s'est rapprochée de la SERM afin de faire valoir ses droits à indemnisation consécutifs à la prolongation du délai du chantier de 7 mois, qui ne relevait pas de sa responsabilité. Les échanges intervenus entre les parties ont conduit à réduire le délai de prolongation à prendre en compte, dans la mesure où par ordre de service n°12 du 21 janvier 2011, l'entreprise a reçu notification d'une prolongation de délai pour la période du 15 décembre 2010 au 28 février 2011, sans contestation de sa part.

En conséquence, les parties ont convenu que le délai de prolongation à prendre en compte devait être ramené à 4,5 mois.

L'entreprise a donc transmis une demande d'indemnisation de 50 477,83 €, composée d'une part d'une indemnité pour allongement de la durée du chantier (48 725,70 €), et d'autre part d'une clause de révision de prix appliquée à l'indemnité susmentionnée (1 751,83 €).

Sur le fond, le maître d'ouvrage confirme que le retard pris par plusieurs corps d'état, pour lesquels des pénalités de retard ont été appliquées, a impacté fortement le lot gros œuvre ayant à sa charge les frais de chantiers (installations, télésurveillance, garde-corps, clôture de chantier...). Il confirme également que les moyens mis en place par l'entreprise CARI ont bien été conservés jusqu'à la réception des travaux soit le 22 mars 2011. En conséquence, compte tenu du caractère acceptable de la réclamation, il est proposé d'y faire droit à hauteur de 48 725,70 €. Ce montant constitue une indemnité forfaitaire versée en réparation du préjudice subi.

Les parties ont, ensuite, examiné le montant réclamé de la révision de prix. S'agissant d'une indemnité forfaitaire liée à une prolongation de délai celle-ci ne peut s'appliquer. L'entreprise CARI accepte de retirer sa demande pour un montant 1 751,83 €.

En conséquence, à l'issue des négociations avec l'entreprise CARI, il est ainsi proposé d'établir le montant de l'indemnité à 48 725,70 €, TVA non applicable. Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec l'entreprise CARI un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ».

La Commission d'Appel d'Offres du 4 août 2015 a donné un avis favorable à la conclusion de ce protocole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13407

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise CARI pour la prise en compte de l'allongement substantiel des délais d'exécution des travaux afférents au marché n°257 T 09.02 - Lot n°02 : Terrassements – Fondations profondes – Gros œuvre,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 48 725,70 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le protocole transactionnel.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : Imc 110 5417-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





**VOIRIE, ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE -  
POURSUITE OU TRANSFERT DES OPÉRATIONS DÉCIDÉES PAR LES COMMUNES DE  
PÉROLS, COURNONSEC ET PIGNAN - APPROBATION**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Pérols, Cournonsec et Pignan assurent sur leur territoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou de transfert des opérations décidées, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, par les communes en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Communes ont approuvé ou vont approuver la liste des opérations maintenues au niveau communal ou transférées à la Métropole par délibérations le 9 avril pour Pérols, le 17 juillet pour Cournonsec et le 30 octobre pour Pignan.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la liste des opérations poursuivies et financées par les budgets communaux et des opérations transférées et financées par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les 3 communes, comme suit :

Pour la commune de Pérols :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Requalification des réseaux EU et EP Rue Barnoyer - solde	402,56	Délibération du 02/02/2014
Travaux de mise en sécurité quartier ZAC ST. VINCENT	10 607,83	Engagement du 03/10/2014 – marché BDC délibération du 16/04/2013

Délibération n° 13429

Réaménagement du port - Quartier des Cabanes	288 022,69	Délibération du 17/05/2010
Réaménagement du Cœur de Ville	323 646,97	Engagement du 28/10/2014 - marché BDC délibération du 16/04/2013
Réaménagement de l'Espace Public Port CAREME	427 397,52	Délibération du 26/09/2013
Réaménagement giratoire Santa Monica	4 920,92	Bons de commande du 15/07/2014 et du 01/12/2014

Pour la Commune de Cournonsec :

- Opérations décidées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, transférées à Montpellier Méditerranée Métropole :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
Aménagement du pluvial et des trottoirs de la rue de la Vierge et du Jeu de Tambourin	159 947,04	Délibération n°11656 de l'Agglomération du 26/06/2013 attribuant la subvention Convention signée le 24/07/2013
Aménagement d'une voie piétonne et cyclable rue de la Billière	68 401,02	Demande de subvention auprès de l'Agglomération du 08/07/2014
Aménagement de sécurité Rue des Terrasses et Rue des Genévriers	11 905,5	Demande de subvention auprès de l'Agglomération du 08/07/2014
Aménagement de sécurité Rue des Terrasses et Rue des Genévriers Réfection de voirie Secteur des Maseliers	52 727,88	Délibération n°2 du 20/06/2014
Aménagement signalétique ZAC Cresse St Martin	7 006,5	Demande de subvention auprès de l'Agglomération du 08/07/2014
Extension du réseau d'éclairage public Secteur des Maseliers	45 357,68	Délibération n°10 du 20/06/2014

Pour la Commune de Pignan :

- Opérations décidées et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 poursuivies et financées par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
---------------------------------	-----------------------------------	--

Travaux d'aménagement voirie et pluvial	2 627 832,44	Délibération du 5/11/2012
---	--------------	---------------------------

Après délibérations concordantes des conseils municipaux de Pérols, Cournonsec et Pignan et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite ou le transfert des opérations susvisées sera effectif en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par les communes au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

Pour les opérations poursuivies par les communes, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par les communes de Pérols, Cournonsec et Pignan ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L.5215-7, L.5215-29 et R.5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits nécessaires au transfert de ces opérations sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le : 19 NOV. 2015

Numéro de l'acte : IMC110 5396-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE -  
CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES  
COMMUNES DE CASTRIES, MONTAUD, CLAPIERS, JACOU, COURNONTERRAL,  
RESTINCLIÈRES, LE CRÈS, SAINT GEORGES D'ORQUES, MURVIEL-LÈS-  
MONTPELLIER, SAINT DRÉZÉRY ET SAUSSAN - APPROBATION**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application de la convention de gestion provisoire, les communes assurent au titre de l'année 2015, au nom et pour le compte de la Métropole, les compétences désormais transférées, qu'elles exerçaient jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

C'est notamment le cas des communes de Castries, Montaud, Clapiers, Jacou, Cournonterral, Restinclières, Le Crès, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Drézéry et Saussan.

En application des articles L5217-7 et L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les Communes pré-citées ont approuvé les versements de fonds de concours suivants par délibérations le 9 avril, le 1<sup>er</sup> juillet et le 29 septembre pour Castries, le 22 septembre pour Montaud, le 22 septembre pour Clapiers, le 30 octobre pour Murviel-lès-Montpellier, le 9 novembre pour Jacou, le 10 novembre pour Cournonterral et le 10 novembre pour Restinclières.

Les communes qui n'ont pas encore approuvé les versements de fonds de concours les présenteront prochainement à leurs Conseils Municipaux. Il s'agit des communes de Le Crès, Saint Georges d'Orques, Saint-Drézéry et Saussan.

**Commune de Castries :**

Pour l'opération de travaux de voirie du parvis du collège d'un montant T.T.C. de 30 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 12 000 euros H.T., soit 48 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public rue Ferme du Château d'un montant T.T.C. de 66 500 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 21 500 euros H.T., soit 49,2 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de travaux d'extension des réseaux eau et électricité en vue de l'opération d'aménagement « Russo » d'un montant T.T.C. de 110 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 35 500 euros H.T., soit 49,5 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de travaux relatifs au cheminement de la rue de la Guesse d'un montant T.T.C. de 40 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 15 000 euros H.T., soit 45 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux relatifs au chemin d'accès de Fondespierre d'un montant T.T.C. de 38 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 10 000 euros H.T., soit 31,6 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux place du Cartel d'un montant T.T.C. de 26 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 10 000 euros H.T., soit 46,2 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de travaux rue de l'Aqueduc d'un montant T.T.C. de 8 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 3 000 euros H.T., soit 45 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Montaud :**

Pour l'opération de la rue de la Fontaine - partie basse d'un montant T.T.C. de 60 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 18 000 euros H.T., soit 36 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération chemin des Crouzettes d'un montant T.T.C. de 80 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 18 706 euros H.T., soit 28 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération relative aux interventions suite à la catastrophe naturelle d'un montant T.T.C. de 331 381 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 108 000 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

**Commune de Clapiers :**

La présente délibération annule et remplace la délibération n°13123 du 29 juin 2015.

Pour l'opération de travaux hydrauliques suite aux intempéries 2014 d'un montant T.T.C. de 150 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention, joint en annexe, s'élève à 61 250 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de renouvellement et d'extension de l'ensemble des voiries du domaine public communal d'un montant T.T.C. de 159 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 66 000 euros H.T., soit 49,80 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Jacou :**

Pour l'opération de réhabilitation de la rue Antoine Blanchemain d'un montant T.T.C. de 270 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 110 200 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Cournonterral :**

La présente délibération annule et remplace la délibération n°13207 du 22 juillet 2015.

Pour l'opération de reprise des écoulements pluviaux de la rue du Frigoulet d'un montant T.T.C. de 54 652 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 12 000 euros H.T., soit 37 % du montant prévisionnel de l'opération.



Pour l'opération de réfection du revêtement de la rue Bastide de l'Oulieu d'un montant T.T.C. de 17 322 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 7 073 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Restinclières :**

La présente délibération abroge et remplace la délibération n°13207 du 22 juillet 2015.

Pour l'opération de travaux sécuritaires sur plusieurs voiries communales d'un montant T.T.C. de 170 716 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 60 000 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention obtenue.

Pour l'opération de travaux de voirie d'un montant T.T.C. de 6 255 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 2 500 euros H.T., soit 48 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Le Crès :**

Pour l'opération de la rue de Provence et l'impasse de la Garenne d'un montant T.T.C. de 158 947 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 31 789 euros H.T., soit 24 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Saint Georges d'Orques :**

Pour l'opération de la rue des Lavandières d'un montant T.T.C. de 44 392 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 18 000 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de l'avenue de l'Occitanie d'un montant T.T.C. de 61 133 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 24 900 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de l'impasse du Clos d'un montant T.T.C. de 1 573 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 640 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de la place et la rue du Porche d'un montant T.T.C. de 51 995 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 21 200 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de la rue des Arènes d'un montant T.T.C. de 31 243 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 12 700 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération sur le réseau pluvial de la route de Murviel d'un montant T.T.C. de 7 022 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 2 860 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de l'impasse des Terres Rouges d'un montant T.T.C. de 17 127 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 6 990 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

Pour l'opération de remise en état suite à la catastrophe naturelle de 2014 d'un montant T.T.C. de 63 663 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération

tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 14 000 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de travaux sur les chemins communaux d'un montant T.T.C. de 70 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 28 500 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Murviel-lès-Montpellier :**

Pour l'opération de réhabilitation de l'esplanade des droits de l'homme d'un montant T.T.C. de 250 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 33 000 euros H.T., soit 16 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant des subventions.

**Commune de Saint Drézéry :**

Pour l'opération de travaux allée de la Liberté et parvis de l'école d'un montant T.T.C. de 75 656 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 20 450 euros H.T., soit 49 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour l'opération de travaux chemin de Peyroutanque d'un montant T.T.C. de 30 000 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 7 000 euros H.T., soit 28 % du montant prévisionnel de l'opération.

**Commune de Saussan :**

La présente délibération abroge et remplace la délibération n°13123 du 29 juin 2015.

Pour l'opération de travaux allée de la Liberté et parvis de l'école d'un montant T.T.C. de 94 692 euros, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention joint en annexe s'élève à 28 000 euros H.T., soit 48,85 % du montant prévisionnel de l'opération, après déduction du montant de la subvention.

Pour chacun de ces fonds de concours, le montant versé par la commune sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif H.T. de l'opération à laquelle il est associé, tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Les projets de convention de fonds de concours établis en conséquence et annexés aux présentes déterminent notamment les modalités de versement par les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- abroger les délibérations n° 13123 du 29 juin 2015 (Saussan) et 13207 du 22 juillet 2015 (Restinclières) ;
- approuver les conventions définissant les modalités de mise en œuvre de ces fonds de concours, jointes en annexe,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices,
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions après approbation concordante des communes de Castries, Montaud, Clapiers, Jacou, Cournonterral, Restinclières, Le Crès, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Saint Drézéry et Saussan ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Délibération n° 13430

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

SMC 1105381-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASILVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AVENANT N°1 AU MARCHÉ 3573TV14 D'ENTRETIEN ET D'AMÉNAGEMENT DE VOIRIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence en matière de voirie, la Communauté d'Agglomération devenue, Montpellier Méditerranée Métropole réalise des travaux d'entretien, de réfection et d'aménagement des chaussées sur les voiries d'intérêt communautaire et sur les aménagements liés au transport.

Par délibération n°12191 du 6 février 2014 le conseil d'agglomération a approuvé le lancement de l'appel d'offres pour l'attribution du marché de travaux n°3573 TV 14 d'entretien et d'aménagement de voirie communautaire ; l'exécution des prestations est réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande à prix unitaires, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics.

Avec la création de la Métropole et la fin des conventions de gestion provisoires conclues avec les communes au 31 décembre 2015, s'ouvre une période de transition pendant laquelle Montpellier Méditerranée Métropole doit garantir la continuité de service et notamment assurer les besoins urgents non couverts par les marchés publics transférés des communes membres.

Pour ce faire, et dans une perspective d'optimisation des besoins de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine, il est proposé de compléter le bordereau des prix du marché n°3573 TV 14 et notamment pour ce qui relève des prix de fourniture de type régie.

L'ajout de ces prix nouveaux, relatif à des prestations marginales par rapport aux prestations courantes dudit marché, ne bouleverse pas l'économie générale du contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant N° 1 au marché 3573TV14 d'entretien et d'aménagement de voirie,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire, et prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

19 NOV. 2015

19 NOV. 2015

Imc 1405141-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

M. Y. PELLET

Absent(es):

Mme F. JAMET

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AVENANT N°1 AU MARCHÉ 3571TV14 DE TRAVAUX DE SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence en matière de voirie, la Communauté d'Agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole, réalise et entretient la signalisation horizontale et verticale sur son territoire.

Par délibération n°12192 du 6 février 2014 le conseil de communauté a approuvé le lancement de l'appel d'offres pour l'attribution du marché de travaux n°3571 TV 14 de signalisation horizontale et verticale ; l'exécution des prestations est réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande à prix unitaires, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics.

Avec la création de la Métropole et la fin des conventions de gestion provisoires conclues avec les communes au 31 décembre 2015, s'ouvre une période de transition pendant laquelle Montpellier Méditerranée Métropole doit garantir la continuité de service et notamment assurer les besoins urgents non couverts par les marchés publics transférés des communes membres.

Pour ce faire, et dans une perspective d'optimisation des besoins de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine, il est proposé de compléter le bordereau des prix du marché N° 3571 TV 14 et notamment pour ce qui relève des prix de fourniture de type régie.

L'ajout de ces prix nouveaux, relatif à des prestations marginales par rapport aux prestations courantes dudit marché, ne bouleverse pas l'économie générale du contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant N° 1 au marché 3571 TV 14 de travaux de signalisation horizontale et verticale,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget Montpellier Méditerranée Métropole aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire, et prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

Le :

19 NOV. 2015

Numéro de l'acte :

Imc M05142-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 2015

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

**Pouvoir(s):**

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme M. BODKIN à M. F. ABERT, Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme C. DARDE à M. T. DEWINTRE, Mme T. DASYLVA à Mme K. PHOUTTHASANG, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, M. A. EL KANDOUSSI à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, M. J. MALEK à Mme S. JANNIN, Mme B. MICHEL à M. J.-L. SAVY, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA.

**Excusé(es):**

M. Y. PELLET

**Absent(es):**

Mme F. JAMET



**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AVENANT N°1 AU MARCHÉ 3317TV13 DE TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, D'INTERVENTION SUR LES MATS DE JALONNEMENT LUMINEUX ET DYNAMIQUES ET SUR LES MOBILIERS ASSOCIÉS AUX LIGNES DE TRANSPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence voirie, la Communauté d'Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, procède à la maintenance électrique de son mobilier urbain qui comprend l'éclairage public, les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques, ainsi que les mobiliers associés aux lignes de transport.

Par délibération n°11531 du 11/04/2013, le Conseil a approuvé le lancement de l'appel d'offres pour l'attribution du marché de travaux n° 3317 TV 13 d'éclairage public, d'intervention sur les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport collectif ; l'exécution des prestations est réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande à prix unitaires, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics.

Avec la création de la Métropole et la fin des conventions de gestion provisoires conclues avec les communes au 31 décembre 2015, s'ouvre une période de transition pendant laquelle Montpellier Méditerranée Métropole doit garantir la continuité de service et notamment assurer les besoins urgents non couverts par les marchés publics transférés des communes membres.

Pour ce faire, et dans une perspective d'optimisation des besoins de la Métropole en cohérence avec l'évolution de son patrimoine, il est proposé de compléter le bordereau des prix du marché n°3317 TV 13, notamment pour ce qui relève des prix de fourniture de type régie. L'ajout de ces prix nouveaux, relatif à des prestations marginales par rapport aux prestations courantes dudit marché, ne bouleverse pas l'économie générale du contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant N° 1 au marché 3317 TV 13 de travaux d'éclairage public, d'intervention sur les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire, et prendre toute décision relative à son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

19 NOV. 2015

Déposé En Préfecture

19 NOV. 2015

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 1105143-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.

